



**Actes du colloque organisé par**

**le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional  
de Midi-Pyrénées**

**Et le Conseil Régional de Midi-Pyrénées**

**« Midi-Pyrénées, Quels futurs pour 2030 ? »**



**Lundi 31 janvier 2011**

**A l'Hôtel de Région à Toulouse**



**Colloque organisé par**

**Le Conseil Économique, Social  
et Environnemental Régional  
de Midi-Pyrénées**

**Et le Conseil Régional de  
Midi-Pyrénées**



[midipyrenees.fr](http://midipyrenees.fr)





## PROGRAMME

- 8 H 30 :** **Accueil**
- 9 H 00 à 9 H 45 :** **Discours d'ouverture :**
- Jean-Louis CHAUZY, Président du CESER de Midi-Pyrénées
  - Martin MALVY, Ancien Ministre, Président de la Région Midi-Pyrénées
  - Luc Vilain, Représentant du Préfet de la Haute-Garonne et de la Région Midi-Pyrénées
- 9 H 45 à 10 H 30 :** **Etats des lieux et futurs possibles :** présentation des travaux de la Section Prospective du CESER par Jean-Claude Lugan et Jean-Claude Flamant
- 10 H 30 à 12 H 30 :** **Prospective et politiques publiques : table ronde - débats avec la salle**
- 1 Economie**
- Bernard RAYNAUD, Vice-Président de la Région en charge de l'emploi, de l'innovation et du développement économique
  - Daniel THEBAULT, Président de la commission 2 « Activités économiques » du CESER
- 2 Développement durable**
- Françoise DEDIEU-CASTIES, Vice-Présidente de la Région en charge du développement durable, de l'environnement, de l'économie sociale et solidaire, des énergies renouvelables, des actions climat, et des éco industries
  - Michel BERTHOUMIEUX, Président de la commission 1 « Aménagement du territoire » du CESER
- 3 Formation**
- Janine LOIDI, membre de la commission « Emploi, Formation professionnelle et Apprentissage » de la Région, Présidente du CARIF-OREF Midi-Pyrénées
  - Pascal ASTRUC, Président de la commission 5 « Education, Emploi, Formation, Sport » du CESER
- 4 Enseignement supérieur et recherche**
- Jean TKACZUK, Président de la commission Recherche et Enseignement supérieur de la Région
  - Hervé OSSARD, Président de la commission 3 « Recherche-Transfert-Innovation-Énergie » du CESER
- 12 H 30 à 14 H 00 :** **Pause déjeuner**

**14 H 00 à 15 H 30 :**

## **Ateliers sur les signaux faibles et les tendances lourdes**

### **1 Activités économiques et recherche**

#### Présidents / Animateurs :

- Hervé OSSARD, Président de la commission 3 « Recherche-Transfert-Innovation-Energie » du CESER
- Bernard RAYNAUD, Vice-Président de la Région en charge de l'emploi, de l'innovation et du développement économique

#### Rapporteurs :

- Christian PONCET, membre de la section Prospective du CESER
- Michèle GARRIGUES, Vice-présidente de la Région en charge de l'évaluation, de la prospective et du suivi du contrat de projets

### **2 Cohésion sociale, territoires et développement durable**

#### Présidents / Animateurs :

- Michel BAYLAC, Président de la commission 6 « Plan et financement » du CESER
- Françoise DEDIEU CASTIES, Vice-Présidente de la Région en charge du développement durable, de l'environnement, de l'économie sociale et solidaire, des énergies renouvelables, des actions climat, et des éco industries

#### Rapporteurs :

- Hugues BEILIN, membre de la section Prospective du CESER
- Charles MARZIANI, Vice-président de la Région en charge des Transports collectifs et des Infrastructures de transport

### **3 Education - Formation – Emploi**

#### Présidents / Animateurs :

- Philippe de LORBEAU, Président de la commission 4 « Affaires sociales et culturelles » du CESER
- Jeanne JIMENEZ, Présidente de la commission « Éducation et Jeunesse » de la Région

#### Rapporteurs :

- Jean-Louis COLOMBIES, Conseiller du CESER
- Guillaume CROS, Président de la commission Évaluation prospective et Concertation citoyenne de la Région

**15 H 30 à 16 H 15 :**

### **Parole aux personnalités extérieures :**

- Fabienne Goux-Baudiment, Directrice de proGective et Vice-Présidente de FUTUREtakes
- Guy Loinger, Délégué du GEISTEL, Secrétaire Général de l'Observatoire International de Prospective Régionale
- Jacques Lesourne, Président de Futuribles International, membre de l'Académie des Technologies et Président du Comité de direction Futuris

**16 H 15 à 17 H 00 :**

### **Restitution des ateliers par les rapporteurs**

**17 h 00 :**

### **Conclusions de :**

- Jean-Louis CHAUZY, Président du CESER
- Martin MALVY, Président du Conseil Régional

# SOMMAIRE

<b>Discours de Monsieur Jean-Louis CHAUZY .....</b>	<b>11</b>
<b>Discours de Monsieur Martin MALVY.....</b>	<b>17</b>
<b>Discours de Monsieur Luc VILAIN.....</b>	<b>23</b>
<b>ÉTAT DES LIEUX ET FUTURS POSSIBLES : PRÉSENTATION DES TRAVAUX DE LA SECTION PROSPECTIVE DU CESER.....</b>	<b>29</b>
Monsieur Jean-Claude FLAMANT.....	29
Monsieur Jean-Claude LUGAN .....	30
<b>PROSPECTIVE ET POLITIQUES PUBLIQUES : TABLE RONDE.....</b>	<b>41</b>
Interventions sur les états des lieux et la prospective en général.....	41
Monsieur Claude DUPUY .....	41
Madame Fabienne GOUX-BAUDIMENT .....	41
Monsieur Guy LOINGER .....	45
Monsieur Jacques LESOURNE.....	48
<b>Interventions par thématiques.....</b>	<b>51</b>
Monsieur Claude DUPUY .....	51
Monsieur Bernard RAYNAUD .....	52
Monsieur Daniel THEBAULT .....	54
Monsieur Jacques LESOURNE.....	54
Monsieur Claude DUPUY .....	55
Madame Françoise DEDIEU CASTIES.....	55
Monsieur Michel BERTHOUMIEUX.....	57
Monsieur Claude DUPUY .....	58
Madame Janine LOIDI.....	59
Monsieur Pascal ASTRUC .....	60
Madame Fabienne GOUX-BAUDIMENT .....	61
Monsieur Jacques LESOURNE.....	62
Monsieur Guy LOINGER .....	62
Monsieur Claude DUPUY .....	63
Monsieur Jean TKACZUK.....	63
Monsieur Hervé OSSARD.....	65
Madame Fabienne GOUX-BAUDIMENT .....	68
<b>Débat avec la salle .....</b>	<b>68</b>
Question dans la salle.....	68
Monsieur Jean-Claude LUGAN .....	68
Question dans la salle.....	68
Monsieur Jean-Claude LUGAN .....	69
Monsieur Guy LOINGER .....	69
Monsieur ROUFFET (GREP).....	70
Madame Fabienne GOUX-BAUDIMENT .....	71
Monsieur Jacques LESOURNE.....	71
Madame Cécile VALVERDE.....	71
Madame Françoise DEDIEU CASTIES.....	72
Monsieur Michel BERTHOUMIEUX.....	72
Monsieur Michel BAYLAC.....	73
Monsieur Michel DOLIGE.....	73
Monsieur Jean-Claude FLAMANT.....	73

<b>Monsieur Jean-Claude LUGAN .....</b>	<b>74</b>
<b>Monsieur Jean TKAZUCK.....</b>	<b>74</b>
<b>PAROLE AUX PERSONNALITÉS EXTÉRIEURES .....</b>	<b>77</b>
<b>Monsieur Jacques LESOURNE.....</b>	<b>77</b>
<b>Madame Fabienne GOUX-BAUDIMENT .....</b>	<b>80</b>
<b>Monsieur Guy LOINGER .....</b>	<b>84</b>
<b>RESTITUTION DES ATELIERS PAR LES RAPPORTEURS .....</b>	<b>87</b>
<b>Atelier 3 : Education Formation Emploi.....</b>	<b>87</b>
<b>Monsieur Guillaume CROS .....</b>	<b>87</b>
<b>Monsieur Jean-Louis COLOMBIES.....</b>	<b>88</b>
<b>Atelier 1 : Activités économiques et Recherche .....</b>	<b>90</b>
<b>Madame Michèle GARRIGUES .....</b>	<b>90</b>
<b>Monsieur Christian PONCET .....</b>	<b>90</b>
<b>Atelier 2 : Cohésion sociale, Territoires et Développement durable .....</b>	<b>92</b>
<b>Monsieur Hugues BEILIN.....</b>	<b>92</b>
<b>Monsieur Charles MARZIANI.....</b>	<b>93</b>
<b>CONCLUSIONS .....</b>	<b>95</b>
<b>Monsieur Jean-Louis CHAUZY.....</b>	<b>95</b>
<b>Monsieur Martin MALVY .....</b>	<b>96</b>
<b>Monsieur Claude DUPUY .....</b>	<b>99</b>







**DISCOURS de Monsieur Jean-Louis CHAUZY**  
**Président du Conseil Économique Social et Environnemental Régional**

---

Monsieur le Représentant de Monsieur le Préfet de Région,  
Monsieur le Président de Région, cher Martin MALVY,  
Mesdames, Messieurs les Vice-Présidents de Région,  
Mesdames, Messieurs les Conseillers régionaux,  
Mesdames, Messieurs les Membres du Conseil Économique Social et  
Environnemental Régional,

« Midi-Pyrénées, quels futurs pour 2030 ? », ce colloque de prospective co-organisé avec la Région a pour objectif de nous aider à travailler ensemble et à réfléchir à l'avenir de notre région.

La prospective ce n'est pas bien sûr le salon de la voyance, elle n'a pas pour objet de prédire l'avenir, de nous le dévoiler comme s'il s'agissait d'une chose déjà faite, elle peut nous aider à le construire, à bâtir quelque chose qui serait déjà décidé.

***POURQUOI LA PROSPECTIVE ?***

Sa fonction première est d'être un appui à la décision stratégique. Elle acquiert ainsi une double fonction de réduction des incertitudes, éventuellement de certaines angoisses face à l'avenir, et de légitimation des actions.

Aujourd'hui, la décision publique, la décision politique est celle du temps court ; les programmes élaborés sont souvent liés à la durée des mandats. La prospective doit nous aider à dépasser cet état afin d'établir des politiques publiques avec des effets à court, moyen et long termes.

C'est parce nous avons pris conscience de cet état de fait que nous avons su utiliser dès sa publication la loi de février 1992, portant sur l'administration territoriale de la République. Nous avons ainsi procédé à la création de deux sections comme la loi nous le permettait, une sur l'Europe et l'International, une autre dédiée à la Prospective, prospective qui a une histoire en Midi-Pyrénées, antérieure à la création de cette section.

***UNE HISTOIRE EN MIDI-PYRENEES***

En 1990, un Préfet de région, Jean COUSSIROU, sollicitait les universitaires toulousains pour réfléchir aux évolutions possibles de la région dans l'espace européen, au moment où l'on s'interrogeait déjà sur le positionnement de la région par rapport à l'Arc Atlantique et à l'Arc Méditerranéen. Il en a résulté une publication de référence rendue publique en décembre 1992 pour les territoires de Midi-Pyrénées « Les Chemins de 2010 ».

À la demande de notre assemblée, la section Prospective a fourni un immense travail dans le prolongement de celui de l'État pour aboutir en mars et avril 2000

aux premières Rencontres du Futur sur la base d'une démarche de prospective sociétale, inédite en France, qui mettait l'accent sur les relations entre individus et institutions. Le 7 juillet 2007, nous organisons les deuxièmes Rencontres du Futur sur la thématique « Rats des villes, Rats des champs » à Gimont dans le Gers pour analyser les dynamiques urbaines en regard des caractéristiques des territoires ruraux. 350 personnes étaient réunies à Gimont avec l'appui technique des travaux de la DREAL que je salue à travers son Directeur, Monsieur CROCHERIE.

Aujourd'hui « Midi-Pyrénées, quels futurs pour 2030 ? », c'est comprendre d'où l'on vient, les évolutions des vingt dernières années pour imaginer des futurs possibles pour la région Midi-Pyrénées.

Déjà une occasion nous était donnée d'esquisser ces futurs quand nous avons fait, à la demande de la Région, une contribution au Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire en collaboration avec la Direction des Études de la Prospective et de l'Évaluation (DEPE) de la Région que je tiens aussi à saluer et à remercier.

### ***LES CHEMINS DE 2010 : DE L'ISOLEMENT A L'OUVERTURE***

Midi-Pyrénées possède une aire métropolitaine attractive et dynamique mais qui peine à réaliser les aménagements nécessaires à la progression d'une métropole qui se veut de dimension européenne.

Vingt ans après, les enjeux sont identiques, voire aggravés, car les écarts se creusent.

La région a connu des dynamiques majeures : un réseau autoroutier amélioré, l'élaboration d'un plan rail, le lancement du début des chantiers de la LGV qu'il faudra suivre de près, une Traversée Centrale des Pyrénées inscrite dans l'avant-projet de Schéma National des Infrastructures de Transport, des pôles de compétitivité performants, une gestion intégrée des atouts universitaires et scientifiques dans le cadre du PRES (Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur) Université de Toulouse, un secteur aéronautique et spatial à vocation mondiale. Il y a vingt ans Airbus s'appelait Aérospatiale avec 25 % des parts de marché, personne n'aurait envisagé que 20 ans plus tard, Aérospatiale devenue Airbus serait le premier groupe aéronautique dans le monde.

Nous n'avons pas que cela, nous avons aussi une agriculture de très haut niveau, des secteurs porteurs tels que la santé, les médicaments, les biotechnologies... Tout cela continuera de progresser à une condition, ne pas diaboliser la recherche et l'innovation. Le principe de précaution systématisé peut être un handicap à la décision publique qui risque de tuer la recherche et l'industrie. Il n'y a pas de développement industriel sans recherche et innovation ; de même qu'il n'y a pas d'agriculture sans eau.

### ***MAIS IL RESTE BEAUCOUP A FAIRE***

Si notre région a longtemps cumulé des handicaps majeurs en matière de transport qui sont en voie de résolution à condition que les finances publiques tiennent, nous avons encore un peu de chemin pour achever notre ouverture.

La chaîne des Pyrénées ne doit pas rester la dernière barrière d'Europe, c'est pour cela que nous militons pour le ferroutage et la sortie de la situation de cul-de-sac

de l'Europe.

La crise n'a pas épargné notre région ; même si nous sommes une des régions qui a le mieux résisté, nous avons au total perdu près de 20 000 emplois.

### **NE PAS AVOIR PEUR DE LA MONDIALISATION**

Face aux défis de la mondialisation, de nombreux européens, dont les Midi-Pyrénéens, se sentent moins en sécurité qu'auparavant du point de vue économique et culturel et perdent parfois confiance dans les institutions publiques. Comme le rappelle Nicole GNESOTTO, dans son livre « Le monde en 2025 », la croissance économique est indissociable d'autres variables fondamentales telles que l'environnement politique, la sécurité, les contraintes démographiques, les progrès technologiques et le coût des énergies.

Certaines tendances vont se poursuivre :

- La mondialisation économique va s'accroître ;
- Une plus grande ouverture et l'arrivée de nouvelles puissances commerciales vont accroître la concurrence et contraindre les systèmes socio-économiques à s'adapter ;
- Les économies émergentes d'Asie devraient afficher les taux de croissance les plus élevés comme c'est déjà le cas aujourd'hui.

Notre région a de bonnes performances économiques en France, en dépit des aléas conjoncturels, certains facteurs doivent retenir notre attention pour les décisions politiques à venir, car ils sont intrinsèquement liés à l'avenir économique de la région.

### **TOULOUSE ET LES AUTRES**

Le facteur démographique reste déterminant. Selon une étude récente de l'INSEE, notre région devrait compter 3,6 millions d'habitants en 2040. Nous étions 2,8 millions en 2010, soit 27,9 %, d'augmentation et 800 000 habitants de plus dont 400 000 pour l'aire urbaine de Toulouse.

La population de l'hexagone, tendance lourde depuis 20 ans, va continuer à se concentrer vers le sud et l'ouest. Ces migrations ont pour principal moteur le solde entre les régions, et nous bénéficions toujours de l'effet Airbus, les néo-Midi-Pyrénéens sont Européens et Franciliens.

Nous avons une seconde caractéristique qui est celle de l'Europe, qui est celle de la France et qui est celle des régions du sud, c'est le vieillissement démographique. La dépendance économique des personnes âgées connaîtra une croissance exponentielle. Ce phénomène démultipliera les budgets sociaux et médicaux et pèsera lourdement sur les finances publiques. C'est un des enjeux majeurs à venir.

Toutefois, en Midi-Pyrénées, ce vieillissement devrait être contenu par l'effet d'attraction, l'effet de polarisation de la métropole toulousaine qui attire une population qui a entre 29 et 45 ans. Pour le reste du territoire, les départements ruraux, le solde se fera par un accroissement du vieillissement démographique.

Cela nous amène à réfléchir aux besoins et aux attentes sociales qui vont en résulter. Pour le reste du territoire et son armature urbaine, cela nous amène à réfléchir à comment mieux répartir les fonctions rares, l'enseignement supérieur,

la recherche, l'innovation ainsi que l'offre culturelle.

### **RÉÉQUILIBRER LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL**

C'est par l'enseignement supérieur, je viens de l'indiquer, et par l'achèvement des infrastructures de transports que tous les grands bassins d'emplois de Midi-Pyrénées deviendront accessibles.

J'attire votre attention sur quelque chose qui est notre pain quotidien, quel que soit le territoire, mais qui est un des gros enjeux des 20 ans à venir, c'est l'accès aux soins pour tous, sur tous les territoires, zones rurales et villes moyennes pour éviter la désertification de certains espaces, avec une pénurie dramatique de médecins, de chirurgiens, de spécialistes. Si aujourd'hui les médecins et chirurgiens étrangers quittaient le territoire de Midi-Pyrénées, nous pourrions fermer dans les six mois tous les hôpitaux, ou presque, de la région.

### **PRÉPARER L'AVENIR**

Le travail que vont nous présenter Jean-Claude FLAMANT et Jean-Claude LUGAN fera état des « tendancielles » et des « bifurcations » pour les futurs de Midi-Pyrénées en 2030, et dans une moindre mesure pour la France, l'Europe et le Monde. Il appellera vos remarques. La prospective, pour être efficace, doit être itérative et se fonder sur des successions d'ajustements et de corrections dans le temps, parce que la prise en compte de la prospective par les décideurs et différents acteurs de la société modifie elle-même sans cesse le futur.

L'exercice nous permettra de comprendre les tendances lourdes, les signaux faibles et les évolutions de la société, les effets des politiques publiques pour développer harmonieusement le territoire régional, réduire les fractures territoriales et sociales.

Je terminerai mon propos introductif en vous remerciant Monsieur le Président de Région ainsi que vos services d'avoir permis la réalisation de cet événement, qui est une première, ainsi que mes collègues Claude DUPUY, Président de la section Prospective et le tandem Jean-Claude FLAMANT et Jean-Claude LUGAN, ainsi que toute la section pour avoir beaucoup travaillé, beaucoup investi pour préparer cette manifestation.

Je remercie également les services de l'État qui ont la primauté de la prospective en région. Je vous inciterai, vous le rapporterez à Monsieur le Préfet de Région, à ce que l'État garde cette dimension prospective malgré la Révision Générale des Politiques Publiques, nous avons besoin d'un État stratège qui aide les acteurs à préparer l'avenir.

Merci à Fabienne GOUX-BAUDIMENT qui nous connaît un peu déjà, à Monsieur Jacques LESOURNE ancien Directeur du Monde, et Guy LOINGER qui connaît bien la prospective territoriale.

## **DES RAISONS D'ESPÉRER**

Les Français sont pessimistes, ils ont peur de l'avenir, ils ne croient plus dans la parole publique, pourtant ce beau pays a beaucoup d'atouts, il faut encore lui donner des raisons d'espérer et de vivre ensemble.

Les temps sont difficiles pour les Français et pour les Européens, montée du populisme, du nationalisme, de la démagogie qui pousse les opinions publiques au repli identitaire, voire à la xénophobie. Il faut se souvenir de cette très belle phrase du sociologue hongrois Istvan Bibo, qui fut ministre dans l'éphémère gouvernement d'Imre Nagy dans le Budapest de 1956 : « Être démocrate, c'est être délivré de la peur, c'est ne pas craindre ceux qui parlent une langue différente ou appartiennent à une race différente ».

Que ce colloque contribue à nous délivrer de la peur de l'avenir et nous permette, aujourd'hui 31 janvier, de dire quelques mots de solidarité nécessaire aux peuples de l'autre rive de la Méditerranée, avec lesquels nous avons beaucoup de coopération via les Chambres de Commerce, via les entreprises, via les Universités, pour que les peuples de l'autre côté de la Méditerranée et leur jeunesse aient d'autres perspectives que l'intégrisme religieux, l'intégrisme militaire ou l'intégrisme monarchique et que l'Europe les aide à construire par la coopération le socle démocratique et les libertés publiques dont ils ont besoin.  
Merci de votre attention.







## **Discours de Monsieur Martin MALVY Président du Conseil Régional Midi-Pyrénées**

---

Marguerite YOURCENAR écrivait « le coup d'œil sur l'Histoire, le recul sur une période passée, ou comme aurait dit RACINE, vers un pays éloigné, vous donne des perspectives sur votre époque, vous permet d'y penser davantage, de voir les problèmes qui sont les mêmes et ceux qui sont différents et d'en voir les solutions ». Cette phrase me paraît résumer assez bien le thème de cette journée.

Monsieur le Président,  
Monsieur le Secrétaire général,  
Messieurs les Directeurs,  
Mesdames et Messieurs les Élus,  
Mesdames et Messieurs,

Je veux d'abord saluer, Monsieur le Président, le travail réalisé par la section Prospective du CESER et sa démarche. Confronter le travail de prospective, réalisé en 1990, aux enjeux réels d'aujourd'hui et l'actualiser est un exercice salutaire, j'allais dire obligatoire.

Comment ont été réalisées les priorités d'alors ? Comment ont été appréhendés les obstacles, les impondérables, ce qui n'a pas été prévu parce qu'imprévisible, à l'instar des subprimes ? Comment réagir face à ce qui n'a pas été prévu alors que cela aurait pu l'être : la révolution numérique avec l'essor d'Internet, le problème dramatique de la précarité ou encore les problèmes environnementaux ?

« L'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir, mais de le rendre possible », la phrase de SAINT-EXUPÉRY nous ramène à l'action. La démarche politique n'a de valeur que si elle ne sacrifie pas le futur à l'immédiat. C'est sa difficulté, mais c'est aussi sa grandeur. Comme l'écrivait JAURES, la démarche politique, c'est tenir compte du réel, ne pas s'engager sur l'impossible sans perdre de vue l'objectif qu'est l'idéal. Le chercheur doit dire quels sont, selon lui, les besoins, les nécessités et les urgences. Le politique aussi, mais ce dernier doit dire quels sont les moyens. Les deux sont complémentaires, l'erreur serait de les opposer : le premier ne peut pas tout imaginer, le second ne peut pas tout faire.

Jean-Claude LUGAN, avec qui nous avons de fréquentes discussions sur le sujet, me rappelle souvent qu'il ne faut pas confondre prospective et prévisions. En effet, ces vingt dernières années, des évolutions ont transformé en profondeur toutes les données sur lesquelles nous raisonnions dans la décennie 80. Les priorités et leur intensité ne sont plus exactement les mêmes, ni dans l'immédiat, ni pour le futur. L'actualité du Maghreb n'exprime pas seulement l'aspiration aux libertés ; elle traduit, prenons-y garde, le refus des inégalités portées à leur paroxysme.

La mondialisation sans régulation et la désindustrialisation ne sont pas seulement les causes du chômage. Elle sont aussi responsables d'une grave crise des finances publiques qui remet en cause notre modèle social.

Le fonctionnement de nos institutions a subi les conséquences de ces bouleversements, à moins qu'il ne s'y soit volontairement adapté pour chercher à y répondre. Je pencherai, pour ma part, pour la seconde hypothèse.

En ce qui nous concerne, il serait intéressant de consacrer une étude à l'évolution des pratiques et des politiques régionales, et plus largement celles des collectivités locales en France. Une étude qui parcourrait les années précédant les chemins de l'avenir (1970-1990) et celles écoulées depuis la réflexion menée par Jean COUSSIROU (1990-2010). Elle permettrait alors de se projeter à l'horizon 2030 afin d'examiner si les moyens d'intervention sont figés et si les orientations des réformes en cours se confirment. Par la volonté de l'Etat, les pratiques et les politiques auraient pour conséquence de condamner les collectivités locales à se substituer à lui ou à l'accompagner dans ses propres politiques.

Au cours de la dernière décennie, des dossiers ont pu être menés à terme, seulement grâce au large soutien des collectivités.

Que s'est-il passé au plan régional ?

## Transports

En matière de transports, en 2000 nous obtenions, enfin, de Lionel JOSPIN l'engagement du gouvernement pour la ligne à Grande Vitesse Bordeaux - Toulouse et Toulouse - Narbonne. Si les travaux débutent en 2016, nous serons dans les temps qui ont marqué tous les projets de LGV en France ; il eût fallu s'y prendre plus tôt pour arriver moins tard.

Pour le développement du trafic de l'aéroport de Blagnac, comparez les dessertes d'aujourd'hui à ce qu'elles étaient pour le trafic aérien intérieur ou international. On a constaté une progression sensible du trafic et des liaisons à Tarbes, à Rodez, maintenant à Souillac Brive.

Concernant la traversée centrale des Pyrénées, on disait il y a 30 ans, « l'Europe et la France vont finir par l'inscrire ». Tous les projets de cette dimension mettent quatre, cinq ou six décennies à se réaliser. Aujourd'hui, nous en avons déjà, au moins, consommé deux.

Au sujet de l'amélioration de la desserte ferroviaire régionale, permettez-moi d'insister sur le plan rail, peu évoqué faute d'informations fiables. Ce plan représente : 820 M€ dont 400 M€ de participation de notre assemblée à l'horizon 2016-2017, un parc renouvelé en 15 ans avec plus de 100 autorails nouveaux, 350 dessertes quotidiennes contre 150 en 2002, 1 400 arrêts supplémentaires de trains par jour en région, le doublement du nombre de voyageurs, 47 trains entre Toulouse et Colomiers, enfin la liaison Rodez - Figeac- Toulouse en moins de 2 heures. Lancerions-nous ce plan aujourd'hui ? Non.

Pour ce qui est du réseau routier, nous connaissons tous les longs délais relatifs à la réalisation des projets. En 1990, nous avons programmé la solution aux principaux problèmes posés à l'horizon de 2006, 2007, 2008. Nous avons pris sept à huit ans de retard. Mais, dans cinq ou six ans, les opérations telles que Rodez-Toulouse en 2x2 voies, Auch-Toulouse en 2x2 voies et la déviation de Saint-Béat, seront achevées.

## **Éducation, formation, enseignement supérieur :**

La population scolaire a fortement progressé dans les lycées. En 15 ans, 12 lycées neufs ont été construits. Entre 2000 et 2013, 1,3 milliard d'euros ont été investis. 10 000 places ont été créées et 20 centres de formation d'apprentis ont été reconstruits ou rénovés. Un effort important a été consenti dans les universités. On est loin du compte c'est vrai. Cependant, les deux décennies 1990-2010 n'ont pas été neutres. Les deux-tiers des investissements ont été financés par les collectivités locales, un tiers par la Région.

Le projet « Universités 2000 », l'université du troisième millénaire, a permis ces 20 dernières années des avancées sur le territoire régional, inimaginables dans les années 80. Sans doute faudra-t-il aller plus loin, mais ne pas constater l'importance des évolutions, serait une erreur fondamentale.

Midi-Pyrénées est devenue la première région pour l'investissement consenti par habitant dans l'enseignement supérieur. En matière de recherche, parmi les trente premières régions européennes, la Région se positionne à la 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et parfois à la 3<sup>ème</sup> place pour l'effort d'innovation. La recherche midi-pyrénéenne est non seulement reconnue, mais bien placée dans les projets en cours.

## **Économie et emploi :**

Dans le domaine de l'aéronautique et de l'espace, le tissu industriel s'est renforcé. N'oublions pas que si Airbus compte 17 000 salariés, l'aéronautique en compte 63 000 en Midi-Pyrénées. Les problèmes qui étaient posés à l'époque demeurent. Il faudra mesurer dans dix ans le résultat des démarches entreprises pour renforcer les liens entre les donneurs d'ordre et la sous-traitance ainsi que la mutualisation et le regroupement.

Trois pôles de compétitivité ont été labellisés entre 2005 et 2007. Il faudra attendre quelques années que les Clusters et les Grappes se rassemblent, comme pour l'université, afin de vérifier si une meilleure utilisation de nos capacités nous permettent de relever les défis.

Autour des appels à projets que lance la Région chaque année, d'autres filières sont prometteuses : les nouveaux matériaux, l'utilisation des technologies de l'Espace, la biodiversité, l'alimentation et la santé.

Des secteurs sont en situation critique. Il y a vingt ans, ils étaient déjà concurrencés par des pays à bas coûts et ont seulement poursuivi leur déclin, à quelques exceptions près.

D'autres filières ont confirmé la difficulté de leur structuration, comme la filière bois. Mais certaines émergent et de nouveaux débouchés apparaissent. Le tissu des PME s'est profondément modernisé et les efforts pour l'associer à la recherche ne sont pas vains. Nous avons aussi souffert de la désindustrialisation de la France. Cependant, nous avons mieux résisté que d'autres. Toutefois, cela ne veut pas dire que le taux de chômage est, ici, inférieur à ce qu'il est ailleurs.

Ce qui m'inquiète, et Midi-Pyrénées en est la victime, c'est la diminution chaque année de la part de l'industrie dans le PIB de nos pays. L'industrie française ne représente plus que 14 % dans le PIB français, alors que l'Allemagne est au-delà de 30 %, l'Italie et l'Espagne au-delà de 25 %. Ce recul, ici aussi nous l'enregistrons.

Quand on survole les évolutions de l'économie régionale, on ne peut pas faire l'impasse sur l'agriculture, et par conséquent sur la ruralité. Alors que la métropolisation se renforce, l'emploi en agriculture continue de se réduire et l'installation des jeunes de s'effondrer. Les déséquilibres se creusent entre les villes et le monde rural. En vingt ans, même si la population n'a pas baissé, certains villages ont connu une paupérisation et une désertification des activités économiques. Aujourd'hui, si le territoire s'est maillé de zones d'activités d'intérêt régional, de pépinières d'entreprises et de dispositifs nouveaux comme l'incubateur ou l'agence régionale de l'innovation, la situation est inquiétante.

L'affaiblissement des services publics contrarie l'équilibre difficile de l'aménagement du territoire. Ces déséquilibres se retrouvent dans la desserte en haut débit et très haut débit, malgré les efforts réalisés par les collectivités et le classement de Midi-Pyrénées comme troisième région la mieux équipée de France.

Je n'évoquerai pas la prise en considération du développement durable, Agenda 21 et plan climat.

Ce qui n'était souvent que pétition il y a vingt ans, est devenu préoccupation. Si on établissait la comparaison, tant dans les comportements que dans les avancées, on serait surpris des changements intervenus entre 1990 et 2010. Toutefois, l'essentiel reste à faire. Si les moyens financiers existent et si les politiques de tarification sont suffisamment stables, qu'il s'agisse de solaire ou de méthanisation, nous sommes maintenant sur la bonne voie.

En vingt ans, les méthodes ont changé. Pour la Région, elles sont devenues plus partenariales et programmées. Les schémas sont synonymes de plans et des méthodes d'évaluation ont été mises en œuvre.

La Région a mis en place les schémas régionaux des infrastructures de transports, de développement des formations, de développement économique, d'aménagement et de développement durable du territoire. La première génération de ces schémas s'est conclue en fin d'année dernière, la nouvelle le sera avant le mois de juin.

Ceci étant, selon les prévisionnistes, les pays industrialisés de l'OCDE qui pesaient 60 % du produit brut mondial en 2000, n'en représenteraient plus que 43 % en 2030. Entre 2007 et 2032, la Chine pourrait ravir aux États-Unis le titre de première économie mondiale. L'Inde dépasserait le Japon en 2028, la Turquie doublerait le Canada en 2035, la Russie devancerait l'Allemagne en 2042 et le Mexique pèserait plus lourd que la France à partir de 2046.

A l'évidence, ce ne sont pas les dates qui nous intéressent. Ce sont les tendances et le poids démographique des continents, dont on ne dira bientôt plus qu'ils sont « émergents ».

L'Occident, l'Europe occidentale, les États-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande pèsent 11 % de la population mondiale. La Chine et l'Inde en rassemblent près de 37 %. Ce ne sont pas les régions et les collectivités qui inverseront ces mouvements. Il faut donc poursuivre les adaptations nécessaires, dans le cadre des politiques nationales et européennes. Bien que dans vingt ans nos débats resteront pertinents, ils seront décalées par rapport au plus vaste mouvement économique et social de la planète. Où en serons-nous du réchauffement climatique ?

Quoi qu'il en soit, les constantes et les priorités demeurent, à vous de les analyser, à nous de les écouter.

En ce qui concerne les axes ferroviaires du Grand Ouest, la liaison à grande vitesse entre l'Atlantique et la Méditerranée, ouvrira de nouveaux horizons.

La qualité des universités, des grandes écoles et de la recherche, en Midi-Pyrénées, nous permet d'espérer de figurer parmi les meilleurs. Notre espace lui-même constitue une carte dans le jeu des contrastes, entre métropolisation et respiration.

L'avenir de la Région se prépare chaque jour, votre colloque va contribuer à nous éclairer. J'ose espérer qu'il éclairera au-delà, car la détection des exigences constitue le premier des chemins. Comme ceux de 2010, nous ne parcourrons pas seuls les chemins de 2030, quelle que soit notre détermination. Je vous remercie.



## **Discours de Monsieur Luc VILAIN Représentant du Préfet de Région**

---

Monsieur le Ministre Président du Conseil régional de Midi-Pyrénées,  
Monsieur le Président du Conseil Économique Social et Environnemental Régional,  
Mesdames et Messieurs les Élus,  
Mesdames Messieurs,

Je voudrais tout d'abord vous dire tout l'honneur que j'ai de représenter Monsieur Dominique BUR, Préfet de Région, qui m'a chargé de vous dire tout l'intérêt qu'il portait à vos travaux.

Penser et prévoir l'avenir est essentiel. Henri BERGSON disait que l'idée de l'avenir est plus féconde que l'avenir lui-même. C'est pourquoi je me réjouis de participer à un colloque qui a pour ambition d'appliquer cette idée à la région Midi-Pyrénées.

Dans cette réflexion sur les vingt prochaines années, l'État est un acteur qui a compris l'importance d'anticiper, l'importance de construire la France de demain. Parce que la population de Midi-Pyrénées pourrait passer de 2 810 000 habitants aujourd'hui à 3 200 000 en 2025 et plus encore en 2030, il est de notre responsabilité collective de prévoir les infrastructures qui structureront le territoire ainsi que les projets qui feront de notre région un atout pour la compétitivité française.

Je voudrais dans mon intervention souligner tout particulièrement ces deux aspects. Les services de l'État anticipent actuellement le visage que prendra la région d'ici 20 ans. Cet exercice de prospective est indispensable pour nos services déconcentrés, notamment les services régionaux qui d'ores et déjà travaillent sur l'impact des mutations lourdes qu'apportera la croissance démographique ou encore travaillent sur la construction des équipements qui feront de notre région dans le futur une grande région européenne.

Déjà quelques tendances se dessinent pour Midi-Pyrénées : nous connaissons un développement urbain essentiellement fondé sur l'habitat individuel peu dense, la voiture reste encore le mode de transport privilégié même si ce constat sera certainement très nuancé en 2030 avec les évolutions des infrastructures de transport public, la réalisation du TGV. Notre région est encore fortement polarisée sur Toulouse pour ce qui est de la population, pour ce qui est des emplois, pour ce qui est de l'industrie.

Ces tendances auront des conséquences sur notre avenir.

Je voudrais, sans trop entrer dans le détail, vous rappeler une étude qui vient d'être menée par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, la DREAL, en Midi-Pyrénées. Je salue son directeur, André CROCHERIE, qui participe à nos travaux aujourd'hui.

Cette étude importante a dessiné six scénarios possibles pour notre région. En voici la synthèse. Trois scénarios relativement pessimistes :

- l'étalement métropolitain au fil de l'eau avec une expansion des aires urbaines qui rendrait l'activité agricole plus difficile ;
- la fin du rayonnement avec une crise économique qui se prolongerait, une baisse de la mobilité, un ralentissement du développement urbain et toutefois des solidarités mises en place pour y faire face ;
- et enfin un repli des territoires sur eux-mêmes avec une affirmation des logiques locales, une concurrence exacerbée entre territoires, des inégalités sociales croissantes.

À côté de ces scénarios pessimistes, trois scénarios plus optimistes ou réalistes, je veux le croire, ont été travaillés :

- un régionalisme affirmé avec une répartition équitable du développement économique, des systèmes de transport performants, je pense que de ce point de vue nous en sommes assez proches avec nos liaisons routières infrarégionales et les grandes liaisons ferroviaires en devenir, ainsi qu'une offre de logement adaptée ;
- un autre scénario étudié, celui d'une sorte de Californie méridionale, l'image est celle employée par la DREAL, je vous la livre telle quelle, avec une spécialisation dans le haut de gamme, un accueil des populations à haut revenu et une utilisation des territoires pour le tourisme ;
- enfin un rayonnement qui profite à tous avec une diversification économique, une mise à niveau des équipements métropolitains, le développement des transports en commun et la maîtrise de la diffusion urbaine.

Tout ceci montre que la matière est vaste, que la réflexion est dense et que les choix ne sont pas forcément simples. Ces scénarios mettent en lumière des risques qui pourraient déstabiliser notre territoire et qui méritent donc une action forte et conjointe, notamment sur les thématiques de la fragilité économique d'un modèle qui dépend de l'extérieur et des exportations, sur la thématique de la fragilité sociale, de la fragilité territoriale, notamment si les richesses se concentraient trop ouvertement sur l'agglomération toulousaine et enfin la consommation à outrance des espaces naturels.

Voilà des champs de restriction à la fois importants et denses.

Face à ces tendances et ces risques, l'État se place résolument en constructeur de l'avenir. Concrètement en Midi-Pyrénées, les services de l'État préparent les grandes infrastructures de demain ; bien sûr en collaboration avec les collectivités locales au premier rang d'entre elles le Conseil régional et l'ensemble des forces vives.

Quelles sont ces grandes infrastructures ? La LGV, le cadencement de plusieurs lignes ferroviaires, l'amélioration du transport urbain, l'amélioration des mobilités douces, la mise à 2 fois 2 voies d'un large réseau routier permettant un niveau de services homogène en région.

Les services de l'État s'impliquent également dans un schéma de développement durable à travers un certain nombre de politiques publiques comprenant des actions sur l'énergie renouvelable, la biodiversité, ou l'application des thématiques travaillées dans le cadre du Grenelle de l'Environnement.



L'État prépare aussi la compétitivité de ses territoires grâce notamment à la politique sur les investissements d'avenir. Je voudrais sans trop entrer dans les détails vous en donner une synthèse.

La politique des investissements d'avenir a été initiée par le président de la République en décembre 2009, elle est le fruit du Grand Emprunt national. On ne peut pas la déconnecter de ce que sera la région Midi-Pyrénées dans 20 ans car cette politique d'innovation devrait structurer notre territoire régional sur le long terme. Elle reflète la prise de conscience de la nécessité d'œuvrer pour la compétitivité de nos territoires en liant de manière étroite la recherche, l'innovation, l'industrie, mais également le développement durable et l'économie numérique.

Je rappelle que ce sont 35 milliards d'euros distribués sous forme d'avances remboursables, de dotations en capital, de prises de participations, c'est-à-dire des interventions publiques innovantes.

Ces 35 milliards d'euros seront ventilés à hauteur de 11 milliards d'euros pour l'enseignement supérieur et la formation, 7,9 milliards d'euros pour la recherche, 6,5 milliards d'euros pour les filières industrielles et les PME, 5,1 milliards d'euros pour le développement durable, 4,5 milliards d'euros pour le numérique.

Cette ventilation des crédits correspond à des priorités stratégiques de l'État qui doivent structurer l'innovation pour ces prochaines décennies et raviver la compétitivité économique. Il est important de bien mesurer que ces axes de travail forment un tout qui doit s'autoalimenter et surtout qui doit avoir un effet de levier.

Je veux le souligner ici, l'ensemble des forces vives de la région Midi-Pyrénées s'est engagé pleinement dans cette démarche et devrait en récolter les fruits. Les acteurs de la recherche de l'enseignement supérieur ont su se structurer et proposer des projets innovants. Le PRES porte en effet des dizaines de projets d'enseignement supérieur et de recherche. Permettez-moi parmi ceux-ci de citer l'institut hospitalo-universitaire consacré aux sciences du vieillissement, à la prévention de la dépendance, sujet sur lequel vous avez travaillé dernièrement avec un rapport tout à fait remarquable.

Sur ces sujets comme sur d'autres, tout cela permet d'anticiper ces phénomènes qui peuvent être dévastateurs pour l'homme. D'autres projets toulousains sont axés sur la recherche, les laboratoires d'excellence, les équipements d'excellence et les initiatives d'excellence ; sous ces thématiques génériques, il faut retenir que les premiers appels à projets ont déjà au plan national récompensé des projets toulousains, ce qui est encourageant.

Ces investissements participeront au rayonnement de Toulouse, de la région, à moyen et à long terme. Ils auront des conséquences directes sur l'industrie, sur l'économie régionale. Dans ces domaines, des plates-formes d'innovation permettront également de réaffirmer la compétitivité de l'industrie française, de bâtir nos entreprises sur les technologies d'avenir.

D'autres domaines ont également répondu à l'opportunité que représentent les investissements d'avenir. Parmi ceux-ci, je voudrais citer les acteurs de l'enseignement, de l'apprentissage qui font émerger des projets, des créations de places d'internat d'excellence, de places en CFA, car n'oublions pas que toutes les

forces vives de Midi-Pyrénées en 2030 sont actuellement dans nos systèmes scolaires, dans nos centres d'apprentissage ou dans nos universités.

Les collectivités s'organisent pour monter des projets de haut débit, vous l'avez rappelé Monsieur le Président, notamment le Conseil régional qui est très volontariste sur ce sujet ; on le voit bien à l'échelle régionale il s'agit là d'une vraie question d'avenir. On observe une ébullition midi-pyrénéenne sur la thématique des investissements d'avenir qui nous laisse penser qu'en 2020, 2030, la Région sera un pôle stratégique en phase avec les exigences contemporaines nécessaires pour préparer l'avenir.

Nous le voyons bien, sur tous ces sujets d'importance les thématiques ne manquent pas.

Je voudrais en conclusion remercier et féliciter tout particulièrement le Président du CESER, Monsieur Jean-Louis CHAUZY, et son équipe d'avoir organisé en liaison avec le Président du Conseil régional cet important colloque. Il s'agit d'une initiative extrêmement importante.

Pour conclure, je souhaite rappeler et souligner l'importance de se saisir collégalement de ces sujets d'avenir, d'en faire des sujets de débat, d'en faire des sujets de société. Il nous faut bâtir l'avenir ensemble, c'est indispensable pour notre pays, pour notre région.

Je terminerai par cette citation d'Ernest RENAN qui dans « Qu'est-ce qu'une nation ? » disait « *ce qui constitue une nation, ce n'est pas de parler la même langue ou d'appartenir à un groupe ethnographique commun, c'est d'avoir fait ensemble de grandes choses dans le passé et de vouloir en faire encore dans l'avenir* ».

Je vous souhaite des échanges particulièrement riches et fructueux.

***Monsieur Jean-Christophe GIESBERT***

Bonjour à toutes et à tous, merci d'être venus aussi nombreux pour ce colloque au cours duquel on va, sinon construire l'avenir, en tout cas essayer de le dessiner à travers les différents scénarios qui ont été étudiés par la commission Prospective du CESER.

J'ai à mes côtés Claude DUPUY qui préside cette commission et avant que nous appelions Jean-Claude FLAMANT et Jean-Claude LUGAN qui vont nous présenter les travaux de la commission, j'aimerais en quelques minutes, Claude, que vous nous expliquiez en quoi ont consisté ces travaux qui ont mobilisé nombre d'élus depuis pas mal de temps.

***Monsieur Claude DUPUY***

Cela fait deux ans que nous travaillons sur ce document que tout le monde doit avoir aujourd'hui. C'est d'abord un travail de relecture des « Chemins de 2010 » qui avaient été élaborés sous l'autorité du Préfet COUSSIROU en 1990. Il avait décidé de faire ce travail alors que la DATAR venait de signifier que l'aménagement des territoires comporterait l'arc Atlantique et l'arc méditerranéen et que Midi-Pyrénées perdait un peu sa place par rapport à ces projets d'aménagement du territoire.

Donc nous avons d'abord fait une relecture de ce document, ensuite nous avons essayé de définir des enjeux pour 2030 et quelques bifurcations qui seront les prochains scénarios.

C'est un travail d'étape qui va s'enrichir de toutes nos discussions d'aujourd'hui et qui aboutira à un document d'ici un an et demi « Les chemins de 2030 ». Nous sommes là aujourd'hui pour vous écouter, vous et nos trois invités que vous allez entendre tout à l'heure. Dans les tables rondes et ateliers, vous allez nous procurer la matière pour avoir un document plus fourni qu'il ne l'est aujourd'hui.

***Monsieur Jean-Christophe GIESBERT***

Merci Claude DUPUY, on vous retrouvera tout au long de la journée pour présenter les différentes étapes de ce colloque.

Tout de suite pour examiner ensemble ce document, je vais appeler Jean-Claude FLAMANT et Jean-Claude LUGAN, je ne sais pas s'il faut vous les présenter, peut-être certains d'entre vous n'ont-ils pas la chance de les connaître.

Jean-Claude FLAMANT, ingénieur agronome, pionnier de la génétique quantitative, vous avez été Président du centre INRA de Toulouse de 1985 à 1999. Vous dirigez actuellement la mission d'animation des agrobiosciences, je passe sur d'autres responsabilités que vous exercez notamment en matière de prospective pour le Grand Toulouse. Vous êtes génétiquement un défricheur de nouveaux territoires. Avec vous, on va essayer de défricher Midi-Pyrénées 2030.

Quant à Jean-Claude LUGAN, sociologue, spécialiste de la systémique appliquée aux sciences sociales, et auteur de nombreux ouvrages. Il est professeur émérite à l'Université de Toulouse 1 Capitole et affecté à l'UFR de sciences éco. Je préciserai que c'est un fana de rugby, ce que Martin MALVY nous expliquait tout à l'heure, il a joué troisième ligne, ailier, à une époque où les troisièmes lignes étaient beaucoup moins grands. Vous suivez toujours avec beaucoup d'attention le club de Figeac tout comme Martin MALVY.

Tous les deux, vous allez nous présenter ce document et le commenter avant que nos experts, Fabienne GOUX-BAUDIMENT, Jacques LESOURNE et Guy LOINGER, nous rejoignent.

C'est à vous Messieurs pour la présentation. On va essayer, si c'est possible, comme on a perdu un peu de temps en introduction, de raccourcir de quelques minutes.

## ÉTAT DES LIEUX ET FUTURS POSSIBLES : PRÉSENTATION DES TRAVAUX DE LA SECTION PROSPECTIVE DU CESER

### *Monsieur Jean-Claude FLAMANT*

Bonjour à tous, quelques mots avant la présentation des analyses que la section Prospective a réalisées. À l'origine de cette démarche qui nous réunit aujourd'hui, il y a une personne à qui Jean-Claude LUGAN et moi-même désirons rendre hommage et évoquer la mémoire, c'est Jean COUSSIROU, Préfet de la Région Midi-Pyrénées. C'est lui qui a eu l'idée de réunir un groupe d'universitaires, complété par les directions des services de l'État et celles des entreprises nationales en région afin de donner un éclairage sur les futurs de Midi-Pyrénées. C'était en 1990, une année charnière dans l'histoire du monde, après la chute du Mur de Berlin bientôt suivie du démantèlement de l'Union Soviétique.

La raison est le positionnement géographique difficile de Midi-Pyrénées, à l'écart des territoires de développement du nord-est européen et apparaissant coincé entre la façade atlantique et l'arc méditerranéen, et en toile de fond la préparation d'un contrat de plan État-Région. Que pouvions-nous dire des futurs de Midi-Pyrénées ? Nous avons liberté de parole et les moyens pour conduire les études nécessaires nous étaient assurés. En fait, nous sommes tombés tous les deux dans le chaudron de la prospective à cette occasion et nous ne nous en sommes pas relevés.

Merci à tous ceux qui ont apporté tous les matériaux à partir desquels nous avons pu proposer cinq scénarios pour les futurs de Midi-Pyrénées. Merci tout particulièrement au service d'études du SGAR dirigé à cette époque par Béatrice ERNOULT qui nous a apporté tous les éléments, l'appui logistique qui nous était nécessaire et toute l'attention et les conseils également.



Une démarche prospective débute toujours par une opération de diagnostic et sur la base d'un certain nombre d'indicateurs. Nous avons donné une représentation de la région Midi-Pyrénées : un croissant rose sur un fond gris, en décalage complet avec le schéma qui prévalait alors, Toulouse et le désert de Midi-Pyrénées par analogie avec Paris et le désert français à l'époque.

Le croissant rose c'est un territoire engagé dans un processus de métropolisation avec une forte croissance démographique centrée sur Toulouse, mais siège d'un développement alors inédit à base de groupes industriels de haute technologie, d'universités et d'organismes de recherche.

Le fond gris, parce que moins lisible sur une carte de Midi-Pyrénées, parce que plus divers dans ses dynamiques avec des incertitudes et des nuances. En négatif, un retard des voies de communication nécessaires pour les systèmes productifs, mais en positif les ressources des territoires ruraux, le dynamisme des activités touristiques, les richesses de nature culturelle et patrimoniale.

D'où des scénarios qui vont faire vivre les dynamiques du croissant rose et du fond gris et leurs rapports respectifs.

## I- Les scénarios imaginés en 1990

### ***Monsieur Jean-Claude LUGAN***

Quels sont les scénarios que nous avons imaginés en 1990-1992 ? Il faut tout d'abord dire qu'un scénario est toujours construit en référence à certaines valeurs, à une échelle de valeurs. En 1990-1992, ce qui peut expliquer certaines carences, les valeurs économiques, les valeurs de compétitivité étaient mises en exergue et également le rééquilibrage du territoire de Midi-Pyrénées.

Cinq scénarios ont été imaginés : un scénario tendanciel dit scénario « au fil de l'eau », le scénario de référence, trois scénarios d'anticipation et un scénario de rupture que nous aurions pu qualifier de scénario optimum ou idéal.

La chronologie des scénarios, vous observez en haut de la diapo la flèche du temps à partir du constat, le scénario tendanciel, un scénario noir catastrophe avec une crise profonde en particulier dans le secteur de l'aéronautique. Puis le scénario métropolitain, le scénario régional et le scénario idéal dit de l'inaccessible. On comprend à travers ce schéma que le scénario régional ne peut se réaliser que si le scénario métropolitain a été mis en œuvre et a fortiori le scénario de l'inaccessible ne peut se réaliser que si les deux autres scénarios ont été réalisés dans de bonnes conditions.

### ***Monsieur Jean-Claude FLAMANT***

Le scénario tendanciel « au fil de l'eau » est caractérisé par la métropolisation passive du croissant rose, passive par rapport à sa progression démographique et l'expansion d'industries conquérantes qui n'est pas accompagné par des équipements et des services, certes toujours en retard. Le fond gris est moins visible que le croissant rose par ses éléments structurants, et indépendamment de l'évolution du croissant rose le fond gris reste globalement attractif à l'échelle nationale et internationale, mais avec en son sein, selon les lieux, des espaces de réussites et des espaces de stagnation ou de dépression.

Le scénario noir est un scénario de rupture avec la régression du croissant rose et les chutes et résistances du fond gris. Ce scénario explique que les industries de l'aéronautique et de l'espace centrées sur le croissant rose n'ont pas pu résister à la dépression mondiale. Elles ont perdu la dynamique de leur organisation intégrée entraînant d'autres activités dans leur sillage. Dans la compétition avec Boeing, Airbus n'est pas resté au niveau. Dans le fond gris, l'agriculture et certaines activités haut de gamme sont durement touchées selon l'ampleur de la crise, mais les ressources humaines de ces territoires, les traditions et les diversités de ces activités soutiennent la résistance à la crise.

**Monsieur Jean-Claude LUGAN**

Le scénario métropolitain organisé au plan institutionnel et au plan de l'espace ; la métropolisation est organisée et réussie, bien entendu la métropole ne peut avoir que des retombées positives sur le fond gris.

C'est le scénario tendanciel amélioré avec un certain nombre de commentaires que l'on peut faire : seules les collectivités du croissant rose ont les ressources nécessaires pour organiser leurs territoires et accompagner durablement la croissance. Dans le fond gris les choses sont plus diverses, en fonction de la résistance des industries et des bassins industriels. En retour, le croissant rose accroît son attractivité sur son environnement régional et draine certaines activités du fond gris.

Le scénario régional comme vous pouvez l'observer est un scénario du rééquilibrage. Il procède d'une organisation très volontariste du territoire régional, en particulier par les décideurs de la région, de façon à créer des pôles d'équilibre dans le fond gris avec toutes les difficultés pour construire des pôles d'équilibre par rapport à l'importance d'une métropole comme Toulouse.

La structuration du territoire régional s'effectue grâce à une métropolisation réussie et à des choix qui permettent l'émergence de ces pôles d'équilibre, éventuellement en coopération avec les régions voisines. Je donne un seul exemple Pau et Tarbes. Simultanément, on a assisté à une évolution institutionnelle qui permet un accroissement des compétences de la collectivité régionale et Toulouse devient ainsi la capitale économique d'une région organisée et interactive.

Le scénario de l'inaccessible, vous voyez sur cette diapositive le rayonnement tous azimuts de Toulouse et de sa région avec une diversification des activités du croissant rose, la valorisation et la diversification des atouts du fond gris. Ayant réalisé les choix nécessaires à la réalisation des précédents scénarios, la région parvient à valoriser tous ses atouts géopolitiques comme région charnière de l'isthme franco-ibérique. Grâce à cette stratégie développée dans le cadre d'un plan d'aménagement du territoire européen et dans un contexte économique favorable, elle parvient à mettre en œuvre toutes ses potentialités.

En 2011 nous avons revisité les chemins parcourus de 1990 à 2010 afin d'identifier les aspects pertinents et surtout les carences. Si l'on veut rebondir vers 2030, il faut tenir compte de nos expériences.

Afin de dégager des tendances, l'analyse rétrospective nous a paru indispensable, il y a les grandes évolutions du contexte de 1990 à 2010, cela a été souligné par plusieurs des intervenants précédents à l'échelle de la France, de l'Europe et du monde, Midi-Pyrénées n'est évidemment pas un isolat dans un espace européen ou mondial, ce n'est pas un système fermé.

Quel est le chemin parcouru en 20 ans ? En partant de cette rétrospective, il fallait identifier les dynamiques et les faiblesses de la région Midi-Pyrénées et mettre en rapport ces évolutions avec les scénarios que nous avons imaginés en 2010.

C'est à partir de ces tendances lourdes, compte tenu des tendances sociétales dominantes, que nous avons commencé à identifier -car c'est un lourd travail- des alternatives, des bifurcations pour des futurs de Midi-Pyrénées. Je souligne que les bifurcations ne sont pas des configurations prospectives, ce ne sont pas des scénarios, ce sont les prémices à l'élaboration de scénarios à l'horizon 2030, ce sont les premières pistes que l'on peut imaginer.

## II- Les grandes évolutions du contexte 1990-2010

### ***Monsieur Jean-Claude FLAMANT***

Les grandes évolutions du contexte 1990-2010 à l'échelle de la France, de l'Europe et du monde : ces deux décennies sont des décennies au cours desquelles le monde s'est transformé largement dans le sens d'une globalisation des problèmes. Particulièrement touché par ce mouvement, le système d'information (Internet et téléphonie mobile), les échanges économiques, la question agricole et alimentaire et les préoccupations écologiques. Avec une question que l'on se posera par rapport à ces grandes évolutions du monde, comment la région Midi-Pyrénées s'est positionnée par rapport à ces processus? Soumission, adaptation, résistance, impulsion? Il faudra voir ce qu'il en est au cours de nos discussions.

Quelques mots sur le contexte économique, mais on connaît déjà beaucoup de choses dans ce domaine, notons des épisodes particulièrement déterminants avec l'adoption du marché unique européen en 1993, l'émergence de la Chine comme atelier du monde et, pour finir, à la fin de ces deux décennies avec une crise financière et monétaire mondiale suivie d'une crise économique en Europe et aux États-Unis.

En ce qui concerne l'agriculture et la Politique Agricole Commune, c'est un nouveau dispositif de la PAC qui prend place en 1993 avec la dotation unique d'exploitation et des dispositifs d'éco-conditionnalité. Agriculture et politique commune sont des éléments importants à l'échelle du monde.

Mais s'il n'y avait que l'économie... Il y a aussi la question des institutions et du contexte politico-territorial.

### ***Monsieur Jean-Claude LUGAN***

On pourrait rester plusieurs heures sur ce sujet très sensible dans cette assemblée, je le suppose. Vous le savez tous, depuis la Révolution c'est un système centralisé qui a fonctionné grâce à ce que certains politologues ont appelé le « jacobinisme apprivoisé », c'est-à-dire une adaptation aux particularités du territoire et l'émancipation progressive des collectivités jusqu'aux lois de 1982 qui sont le point d'orgue de cette évolution. Citons : Acte 1 de la Décentralisation , loi sur les intercommunalités, lois sur les Pays, Acte 2 de la Décentralisation , réforme récente des finances locales en 2002 et la réforme des collectivités locales votée à l'automne 2010 qui fait couler beaucoup d'encre, notamment dans les collectivités territoriales.

Le contexte social : à la Libération, la protection sociale s'est généralisée puis des logiques de nature budgétaire ont pris le pas peu à peu sur des dispositifs de prévention. Il est à noter que les dispositifs de protection sociale, en Midi-Pyrénées comme ailleurs, ont joué un rôle d'amortisseur face à la crise économique, notons aussi le problème du syndicalisme et de sa représentativité, un chômage massif et un dialogue social pour le moins difficile.

### ***Monsieur Jean-Claude FLAMANT***

Un regard sur l'évolution du contexte culturel avec l'accent mis sur trois phénomènes, la professionnalisation à grande échelle des activités culturelles, le développement de nouveaux liens et de nouvelles pratiques avec l'exemple



significatif des réseaux sociaux tels que Facebook, la montée du communautarisme qui pose une question pour le futur : une société multiculturelle ou une société inscrite dans la tradition d'unité républicaine ?

Il est également un autre phénomène majeur de ces vingt dernières années, la montée en puissance des questions environnementales. Ces préoccupations environnementales étaient peu présentes dans le document des Chemins de 2010, même si un œil était jeté dans cette direction. Ces dernières années, incontestablement trois questions s'imposent et deviennent incontournables : le concept de développement durable, les alertes des climatologues sur le changement climatique, l'annonce de l'épuisement des ressources énergétiques fossiles.

Vous pouvez lire dans le document volumineux que nous avons produit des détails sur ces aspects, évidemment notre présentation est très brève. Ce ne sont que des têtes de chapitres pour mettre en perspective l'ensemble de nos réflexions.

Venons-en à Midi-Pyrénées.

### III- Dynamiques et faiblesses de Midi-Pyrénées

#### ***Monsieur Jean-Claude LUGAN***

20 ans en chemin, 1990-2010, notre réflexion s'est organisée selon le même schéma chronologique pour chacune des thématiques et des indicateurs ; un diagnostic 1990, les évolutions 1990-2000 et les questions que l'on peut déjà se poser pour 2030 avec les bifurcations. Pour des raisons de temps, nous vous renvoyons au document écrit et nous mettrons surtout en valeur les bifurcations plus que les questions.

#### ***Monsieur Jean-Claude FLAMANT***

Dans ce document vous pourrez lire une partie intitulée « dynamiques et faiblesses de Midi-Pyrénées » avec d'une part des phénomènes majeurs qui sont intervenus de 1990 à 2010 que le Président Martin MALVY a notamment soulignés, on n'y reviendra pas, mais vous retrouverez aussi des éléments majeurs de ces évolutions que je ne commente pas. Mais avec deux conséquences : une première conséquence qui est paradoxale, c'est la diminution des emplois non qualifiés, le besoin d'emplois hautement qualifiés, mais corrélativement l'accroissement du chômage pour les jeunes sans qualification. Le taux de chômage est resté à peu près égal en 2010 à ce qu'il était en 1990, mais il a changé de nature. En 1990, on faisait le constat que le chômage avait augmenté à l'échelle nationale et en Midi-Pyrénées, même si c'était un peu moins. Aujourd'hui on est capable d'identifier les causes structurelles de ce chômage qui sont préoccupantes.

Deuxième conséquence, l'accroissement du commerce international et du rayonnement international de Midi-Pyrénées, grâce aux industries de l'avionique et de l'espace qui sont conquérantes au niveau mondial.

Il existe des faiblesses persistantes cependant à mettre en balance avec le bilan positif. La liste est non exhaustive, cela a été souligné également par Martin MALVY et Jean-Louis CHAUZY dans leurs interventions.

Ceci pour arriver à la mise en rapport de ces évolutions avec les scénarios qui avaient été écrits dans les Chemins de 2010.

**Monsieur Jean-Claude LUGAN**

La conclusion de la section Prospective du CESER est qu'en 2010 la réalité de Midi-Pyrénées est assez proche du scénario tendanciel écrit en 1992, c'est-à-dire une aire métropole, dite le croissant rose, attractive et dynamique, mais avec certains retards sur les aménagements correspondants. Des dynamiques inégales selon les territoires du fond gris et ces contrastes ont tendance à être amplifiés par la crise, c'est très probable.

Des caractéristiques sont empruntées aux autres scénarios, des éléments du scénario noir liés à la crise, plutôt plus faibles en Midi-Pyrénées, mais ils existent tout de même.

Des éléments sont empruntés au scénario métropolitain avec des efforts significatifs pour organiser la métropole toulousaine, notamment cette évolution vers une communauté urbaine.

Des éléments sont empruntés au scénario régional avec l'amorce de pôles structurants.

Assez peu d'éléments proviennent du scénario de l'inaccessible avec néanmoins quelques initiatives dans les rapports avec les régions voisines du nord de l'Espagne.

On peut imaginer une diapositive assez rapidement bâtie pour figurer le scénario 2010 ; les pôles d'équilibre sont traduits dans des couleurs beaucoup plus pâles que dans le scénario régional. C'était pour vous montrer que des processus s'amorçaient, mais que nous étions loin du compte.

IV- Tendances et bifurcations pour les futurs de Midi-Pyrénées vers 2030.

**Monsieur Jean-Claude FLAMANT**

On bascule de 1990-2010 vers les échéances 2030. Avec ce regard rétrospectif nous nous posons des questions pour 2030 qui vont se traduire en expression de tendances et de bifurcations pour les futurs de Midi-Pyrénées. Une quatrième partie qui mérite une attention particulière sur laquelle nous allons être moins rapides pour ce dernier quart d'heure.

Comprenons bien que la relecture des chemins de 2010 réalisée par la section Prospective permet d'identifier ce qu'ont été les dynamiques majeures qui ont concerné les principaux champs d'activité de Midi-Pyrénées à l'échelle de ses territoires, à la fois les territoires du croissant rose et les territoires qui sont dans la logique du fond gris. Il s'agit maintenant d'amorcer le raisonnement sur les futurs.

Tendanciel au fil de l'eau

Un premier type de futur résulte simplement de la prolongation des dynamiques au cours des vingt prochaines années de ce qui s'est passé au cours des vingt années antérieures, un tendanciel « au fil de l'eau » que l'on a reconfiguré par rapport au tendanciel imaginé en 1992. Cependant, on ne peut pas se contenter simplement de ce schéma, car des questions surgissent à l'horizon 2030 qui expriment des incertitudes pour le futur; est-ce bien évident qu'on va pouvoir prolonger sur vingt ans ce qui s'est passé depuis vingt ans ?

Exprimées par la section Prospective dans ses réflexions collectives, certaines réponses ouvrent la possibilité d'identifier des bifurcations par rapport aux prolongations de ces futurs tendanciels.

Ces tendanciels et ces bifurcations concernent également l'évolution du contexte France, Europe, monde, car à des degrés divers ces évolutions s'imposent à Midi-Pyrénées. Ce ne sont pas des évolutions spécifiques à Midi-Pyrénées, mais on ne peut pas les ignorer.

Quelles **tendances sociétales** dominantes à l'échelle de la France et de l'Europe ? Trois bifurcations possibles ont été identifiées :

- Tout d'abord, la crise s'approfondit en Europe, la désindustrialisation s'accroît, on entre dans une phase de chômage encore plus élevé, la pénurie d'emplois qualifiés contraint les jeunes chômeurs à arbitrer, c'est dramatique, entre chômage et déclassement et on s'attend à la paupérisation d'un nombre croissant de chômeurs de longue durée qui perdront leur indemnisation. On estime qu'un million de personnes pourraient basculer dans la pauvreté en France.
- Deuxième bifurcation possible ; l'embellie économique mondiale. Elle se diffuse en Europe, et la France trouve un nouveau souffle, d'autant plus que les investissements dans l'université et les centres de recherche commencent à produire en retour des effets positifs et les efforts consentis en matière de réorganisation de la formation et de l'orientation produisent aussi des effets positifs.
- Mais on peut aussi envisager, troisième possibilité, une autre conception du développement moins centré sur les questions économiques et qui met beaucoup plus l'accent sur les questions sociétales et environnementales.

Nous avons identifié sept indicateurs sociétaux qui seraient sensibles à ces évolutions. Vous pourrez en débattre au cours des ateliers. Je répète, Midi-Pyrénées ne peut pas être à l'écart de ces évolutions globales concernant le chômage et le niveau de qualification du travail, l'ascension sociale, les dépenses de santé, la violence, la vie quotidienne et familiale et l'école.

Venons-en à ce qui concerne plus spécifiquement Midi-Pyrénées.

On a rappelé ici les neuf indicateurs structurants que nous avons adoptés et qui vont organiser toute notre réflexion sur les futurs, tendances lourdes et bifurcations. Ce sont les indicateurs qui avaient été choisis en 1990-1992, il pourrait y avoir aujourd'hui d'autres indicateurs à concevoir pour les futurs de Midi-Pyrénées. Mais méthodologiquement, nous nous sommes appesantis pour le moment sur ces indicateurs parce que nous avons la trace en quelque sorte depuis 1990.

### **Monsieur Jean-Claude LUGAN**

#### **Les infrastructures :**

Les prolongations vers 2030... La LGV Toulouse Paris une réalité en 2020 je n'insiste pas, le Président MALVY en a parlé, le représentant du Préfet aussi.

La Traversée Centrale des Pyrénées en chantier en 2025 ? On a ajouté un point d'interrogation. Il y a des problèmes de financements, j'ai cru comprendre dans les discours officiels que rien n'était vraiment acquis sur ce plan-là.

- Première bifurcation possible : retard des grandes infrastructures ferroviaires et routières qui accentue les handicaps, essentiellement pour des raisons de disponibilité financière et d'investissement des collectivités.
- Deuxième bifurcation : réussite d'une politique volontariste de l'État et des collectivités plus des financements.
- Troisième bifurcation : des réseaux à très haut débit généralisés pour contourner les handicaps de l'éloignement et de l'enclavement.
- Dernière bifurcation : forte hausse des coûts de l'énergie avec accentuation du handicap de l'éloignement de Midi-Pyrénées des grands centres de décision européens.

### **Monsieur Jean-Claude FLAMANT**

#### **Les activités économiques, volet industrie et services :**

Les prolongations vers 2030 de ce qui s'est déroulé au cours des vingt années antérieures. Une hypothèse raisonnable est que Midi-Pyrénées récolte les bénéfices d'une option de long terme, l'économie de la connaissance avec les pôles de compétitivité, les clusters, une université fédérale de Toulouse et de Midi-Pyrénées, un rapprochement entre les universités et de grands projets technologiques.

#### Les bifurcations possibles :

- Tout d'abord, une possibilité de recentrage sur les atouts du patrimoine, atouts non délocalisables dans le contexte d'une concurrence mondiale défavorable aux domaines d'excellence de la région.
- Deuxième bifurcation : une avance « monde » de Midi-Pyrénées qui reste constante avec notamment les atouts du pôle aéronautique et espace sur la base de la recherche technologique, de l'innovation, du marché avec la création d'emplois.
- Troisième bifurcation : on ne parle plus uniquement de l'aéronautique et de l'espace, mais d'une logique gagnante diversifiée qui a été préparée de longue date dans les domaines de la santé, des médicaments, des aliments, des biotechnologies, des nanotechnologies et des nouvelles sources d'énergie.
- Quatrième bifurcation : d'une autre nature avec l'émergence de nouvelles formes de gouvernance des entreprises, ce qui contribue à modifier l'ancrage territorial des activités industrielles dans le sens d'une relocalisation.

#### **Les activités économiques, volet agriculture et territoires ruraux :**

La prolongation vers 2030. On admet que l'équilibre est maintenu entre production de masse, production dite de produits de caractère et respect de l'environnement.

#### Par rapport à cette tendance, quelles bifurcations possibles ?

- Première bifurcation : une concentration des activités agricoles sur un nombre réduit de productions alors que jusqu'à présent ce qui caractérisait Midi-Pyrénées était justement cette grande diversité. Cependant on voit une progression de l'industrie agroalimentaire typée, mais qui travaille à base de matières premières importées, introduisant donc un déséquilibre des rapports industrie agroalimentaire-agriculture.

- Deuxième bifurcation : l'émergence et la conclusion de rapports contractuels du monde agricole avec la société se traduisant par des agricultures de proximité, l'accent mis sur l'approvisionnement local des villes, les liens tourisme et patrimoine, qui ont pour conséquence un arrêt de la diminution des actifs agricoles.

Troisième bifurcation : l'« éco-recentrage » territorial des activités tout en maintenant la productivité de l'agriculture sur la base de plus faibles niveaux d'intrants et d'un meilleur ajustement aux ressources naturelles

#### ***Monsieur Jean-Claude LUGAN***

**La démographie :** les prolongations vers 2030. On assiste à une poursuite régulière de l'accroissement démographique sur l'ensemble de la région et tout particulièrement dans la métropole toulousaine, accroissement dû essentiellement à des soldes migratoires positifs avec des différences sur les structures par âge entre l'agglomération et le fond gris. Le vieillissement de la population est évidemment plus accentué dans le fond gris que dans l'agglomération.

#### ***Monsieur Jean-Claude FLAMANT***

Un accroissement démographique dont on disait en 1990 qu'on n'était pas sûr qu'il se prolonge.

#### ***Monsieur Jean-Claude LUGAN***

- Première bifurcation possible : croissance démographique accrue qui va au-delà des prévisions du Grand Toulouse grâce aux moyens de communication, à la santé, à l'économie, aux entreprises innovantes.
- Deuxième bifurcation : attractivité pour les populations du 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> âge avec des structures spécialisées pour accueillir ces populations et la création et le développement du Gérontopôle toulousain et de l'Institut hospitalo-universitaire de gériatrie.
- Troisième bifurcation : une progression démographique ralentie liée à des crises dans les industries de pointe et une diminution de l'espérance de vie.

**La cohésion sociale :** prolongation vers 2030. Une oscillation entre les conséquences de la régression des anciens bassins d'emploi avec un chômage qui est structurel et des dynamiques plus conquérantes, des activités ouvertes à l'international à condition d'avoir les niveaux de qualification requis.

- Première bifurcation possible : équilibre entre les pertes d'emploi des industries anciennes et la demande des industries conquérantes, donc de nouveaux arrivants qualifiés.
- Deuxième bifurcation : le caractère différentiel des dynamiques économiques et sociales, donc il s'ensuit une perte de cohésion sociale sur le territoire.
- Troisième bifurcation : Midi-Pyrénées est une région pilote pour la cohésion de la société, c'est-à-dire la compréhension et la maîtrise de facteurs économiques et sociaux pour le vivre ensemble, créer une identité et une dynamique collective.

**La formation :** on en a déjà beaucoup parlé dans les discours introductifs. La ségrégation sociale s'est accentuée, c'est une tendance sociétale lourde qui est

constatée aujourd'hui, il y a beaucoup plus de ségrégation sociale par la formation qu'il n'y en avait il y a quelques années.

Une autre prolongation c'est la baisse du nombre de bacheliers et une proportion accrue de jeunes en lecture inefficace, c'est-à-dire des handicaps sur les fondamentaux, la lecture, la compréhension des textes et aussi les connaissances mathématiques de base, voir les dernières enquêtes PISA qui montrent que la France n'est pas dans un rang très favorable.

- Première bifurcation possible : les pôles de compétitivité sont des atouts des laboratoires de recherche et des entreprises.
- Deuxième bifurcation : une culture républicaine de l'égalité des diplômes battue en brèche.
- Troisième bifurcation : lutte contre l'échec scolaire avec des efforts du Conseil régional qui peut suppléer l'État ou compléter cette action.

#### ***Monsieur Jean-Claude FLAMANT***

**La culture** : n'oublions pas la culture, un élément important. Les prolongations vers 2030 résultent d'une alchimie particulière en Midi-Pyrénées avec une convergence entre les éléments du potentiel scientifique et technique et la tradition humaniste et le patrimoine, tout ceci issu des fruits de l'histoire régionale ancienne ou récente.

- Première bifurcation possible : une culture accessible depuis tous les points du territoire régional par le développement continu des technologies de communication et de réseaux à haut débit.
- Deuxième bifurcation : une notoriété accrue de la région grâce à la qualité de son patrimoine, la recherche d'authenticité, le style de vie, les événements artistiques, la gastronomie, tout ceci constituant des facteurs d'attractivité pour des cadres de haut niveau.
- Troisième bifurcation : une désertification culturelle avec des moyens réduits pour les organisateurs de manifestations, pour les compagnies, pour les groupes artistiques. Désertification culturelle qui se dessine à l'échelle des bassins de vie.
- Quatrième bifurcation : développement du communautarisme avec de nouveaux clivages et de nouvelles frontières qui sont sources de différences aiguës et d'affrontements.

#### ***Monsieur Jean-Claude LUGAN***

**Le système politico-territorial** : prolongation vers 2030. Les collectivités sont à la recherche de solutions pour assumer leurs dépenses en termes d'investissements et de fonctionnement. Cela a été souligné aussi par les discours introductifs.

- Première bifurcation : l'hypothèse de recentralisation, l'État accentue son contrôle en particulier des finances des collectivités territoriales et leur répartition, ce sera le cas des régions lorsqu'il y aura application de la nouvelle loi.
- Deuxième bifurcation : une décentralisation poussée dans sa logique et clarifiée, la Région devenant chef de file et prenant le pas sur les départements, notamment sur tout ce qui est développement économique et gestion de l'espace. Les schémas régionaux d'aménagement durable du territoire deviennent des documents prescriptifs opposables au schéma de cohérence territoriale.

- Troisième bifurcation : des pouvoirs renforcés pour les régions dans le cadre d'une évolution du système politico-territorial français vers des formes plus fédérales et Midi-Pyrénées vient au diapason de ses homologues européennes, notamment les régions ibériques voisines.

**Monsieur Jean-Claude FLAMANT**

**Le rayonnement international de Midi-Pyrénées** : neuvième indicateur retenu. Prolongation vers 2030. Ce rayonnement international, qui est réel, est plus la résultante de postures individuelles, qu'il s'agisse des personnes, d'associations, d'entreprises, de grands groupes, que d'une stratégie volontariste de nature collective.

- Première bifurcation possible : une politique volontariste qui s'insère dans une stratégie d'alliance avec les communautés autonomes du nord de l'Espagne et qui mobilise les atouts des industries conquérantes tout comme ceux de la diversité des territoires.
- Deuxième bifurcation : l'atout des ressources non délocalisables. Tourisme international, sites inscrits au patrimoine de l'UNESCO, créativité culturelle, politique d'accueil des populations.
- Troisième bifurcation : un handicap définitivement pénalisant du positionnement de la région Midi-Pyrénées en périphérie du cœur économique et démographique de l'Europe malgré l'ouverture de nouvelles liaisons traversant l'isthme franco-ibérique à ses extrémités, voire au centre.
- Quatrième bifurcation : le handicap géographique de Midi-Pyrénées gommé par une construction institutionnelle nouvelle du grand sud-ouest français.

**Monsieur Jean-Claude LUGAN**

Réflexion conclusive, l'esprit de la démarche : la première étape a consisté à confronter les réalités de Midi-Pyrénées aujourd'hui aux C hemins de 2010 écrits en 1990 1992, et à caractériser les chemins parcourus au cours des vingt dernières années.

La deuxième étape devra écrire les divers chemins qui pourraient être parcourus par Midi-Pyrénées au cours des vingt prochaines années, horizon 2030, avec pour point d'appui la dynamique des vingt dernières années, les prolongations et les bifurcations possibles par rapport au tendanciel.

**Monsieur Jean-Claude FLAMANT**

Sur quoi s'appuiera cette deuxième étape conduite au sein de la Section Prospective du CESER ? Cette deuxième étape mobilisera les démarches prospectives déjà réalisées au cours des années 2000 au sein du CESER, à savoir :

- « Desseins 2030 : une prospective pour les habitants de Midi-Pyrénées », avec la tenue des Premières Rencontres du Futur en 2000.
- « Rats des villes et rats des champs », Deuxièmes Rencontres du Futur en 2007 à Gimont.

Dans ces deux cas, un accent a été mis sur la montée des préoccupations sociétales et environnementales et sur l'importance des évolutions institutionnelles des collectivités. Dimension qui était peu présente de manière argumentée dans la démarche initiée en 1990 1992.

L'élaboration des Chemins de 2030 mobilisera également les réflexions prospectives réalisées à l'occasion de l'élaboration du SRADDT à l'initiative de la

Région dans une démarche qui impliquait le CESER, ainsi que les scénarios élaborés par la DREAL de Midi-Pyrénées.

Les Troisièmes Rencontres du Futur qui nous réunissent aujourd'hui doivent permettre de recueillir l'expression de vous tous, participants de toutes origines, pour prendre en compte vos visions et vos attentes en complément du travail que nous avons amorcé et que nous vous avons présenté, fruit des réflexions de la Section Prospective au cours de ces deux dernières années dont le produit est rassemblé dans ce document épais.

Pardonnez-nous d'avoir dû vous présenter ce résumé rapidement en 40 minutes seulement, c'était trop rapide, on a survolé les choses simplement pour situer les grandes lignes de ces réflexions. Merci à vous tous.

***Monsieur Jean-Claude LUGAN***

Nous espérons que ce n'était pas trop indigeste, merci.

***Monsieur Jean-Christophe GIESBERT***

Merci Jean-Claude FLAMANT et Jean-Claude LUGAN. On rappelle à tous les participants que le document est à leur disposition dans la mallette qui leur a été remise.

Vous restez tout près, car comme cela a été dit par Claude DUPUY et par vous-mêmes à l'instant, tout cela doit donner lieu à un débat, un échange avec la salle et vous aurez peut-être à nous apporter quelques éclaircissements.



## **PROSPECTIVE ET POLITIQUES PUBLIQUES : TABLE RONDE**

Nous allons passer à la table ronde consacrée à la prospective et aux politiques publiques ; avant de retrouver les élus avec lesquels on va examiner des scénarios possibles à l'échelle très concrète des politiques publiques et de ceux qui les conduisent, je propose pour commencer de nous présenter les trois experts qui vont venir pendant quinze minutes nous présenter leurs réflexions, Fabienne GOUX-BAUDIMENT, Guy LOINGER, Jacques LESOURNE.

On les connaît, mais on va vous demander de nous rappeler qui ils sont...

### ***Interventions sur les états des lieux et la prospective en général***

#### ***Monsieur Claude DUPUY***

Madame GOUX-BAUDIMENT, Docteur en sciences sociales, Directeur de proGective, centre de recherche en prospective, ancienne Présidente de la fédération mondiale de prospective, actuelle Vice-Présidente de FUTUREtakes.

Monsieur Guy LOINGER, Secrétaire général de l'Observatoire International de Prospective Régional (OIPR), chargé de cours à l'Université de Paris 1, responsable de la revue Territoires du futur, délégué du GEISTEL, bureau d'études en prospective.

Monsieur Jacques LESOURNE, Président de l'association Futuribles International, économiste, polytechnicien, et ingénieur du Corps des Mines, ancien Directeur du journal le Monde, membre de l'Académie de Technologie.

#### ***Monsieur Jean-Christophe GIESBERT***

On va demander à Fabienne GOUX-BAUDIMENT de bien vouloir intervenir quelques minutes.

#### ***Madame Fabienne GOUX-BAUDIMENT***

Il convient tout d'abord de féliciter les auteurs de ce document pour ce remarquable travail et de souligner la difficulté d'en faire une critique constructive dans les cinq minutes imparties.

Je vais structurer mon propos en deux parties : tout d'abord un commentaire concernant le contenu de ce document, puis quelques mots sur le processus.

La lecture de ce rapport donne l'impression générale d'un regard très centré, presque refermé sur la région, sans prise de conscience du profond changement de paradigme en cours.

Je prendrai quatre exemples à l'appui de cette assertion.

Le premier est l'absence d'un regard international porté sur cette région. Il aurait peut-être été souhaitable que vous ayez un comité composé de personnalités internationales qui auraient regardé la région Midi-Pyrénées depuis Séoul, Rio, ou la Silicon Valley. Je crois que cela aurait permis de voir des éléments dont l'absence m'a frappée dans le rapport, notamment la robotique. On a l'impression que, sorti du secteur aérospatial, il n'y a rien de notable ici. Alors que si Toulouse est connue à l'autre bout de la planète, c'est pour ses capacités en robotique

grâce notamment au laboratoire franco-japonais Joint Robotics Laboratory (JRL) appuyé sur le LAAS de Toulouse et et le LIRMM de Montpellier. Sur un marché mondial du robot estimé à 25 milliards de dollars en 2015, la France accuse un retard significatif. Le rattrapage à venir pourrait donc offrir une fantastique opportunité à son potentiel robotique, dont Toulouse saurait certainement bénéficier.

Le deuxième exemple est le manque de perspective. Ainsi, j'ai vu assez peu de comparaisons chiffrées avec des régions analogues qui pourraient nous dire si Midi-Pyrénées évolue plutôt moins bien ou mieux que d'autres régions semblables. Dans le même ordre d'idées, pour acquérir une perspective dynamique dans le temps, il serait intéressant de revenir sur les documents de 1990 et de faire ce qu'on appelle dans notre jargon une « rétro-prospectivité », c'est-à-dire identifier les évolutions qui se sont réellement produites au cours de ces vingt dernières années mais qui n'ont pas été anticipées en 1990 et essayer de comprendre pourquoi ces développements n'ont pas été vus alors. Est-ce parce que nos représentations étaient différentes ou que ces évolutions étaient réellement imprévisibles ? Ou parce que nous avons certaines cécités, auquel cas il serait bon de les identifier pour qu'elles s'éclaircissent à l'avenir.

Troisième exemple : les signaux faibles. Je suis restée sur ma faim dans ce domaine, car les signaux évoqués dans le rapport ne sont déjà plus faibles, surtout en ce qui concerne les êtres humains. Il y a assez peu de choses sur l'individu lui-même, sur la personne, la manière dont elle évolue, ses aspirations, ses attentes. Or on sait que les attentes exprimées aujourd'hui par rapport à 2030 sont radicalement différentes des attentes que l'on avait par le passé pour 2000 ou 2010. Il apparaît nécessaire de renforcer cet aspect-là. Le regard porté sur la société est quasiment uniquement d'ordre économique et porte très peu sur la personnalisation, la constitution de l'être humain, ce fameux passage de l'individu à la personne qui a caractérisé les deux dernières décennies.

Mon dernier exemple enfin porte sur le manque de réflexions quant à l'impact de la situation mondiale, notamment sur les pays proches. Que va devenir la péninsule ibérique en 2030 ? Cela fait-il encore sens d'envisager à cet horizon-là la construction de nouvelles infrastructures avec elle ? Que va-t-il se passer avec les pays sud-méditerranéens dont la péninsule ibérique est la porte d'entrée en Europe ? Il y a un travail important à élaborer sur les variations du contexte international. Cela permettrait par exemple de reprendre la carte, par laquelle vous avez commencé votre exposé, qui montrait les deux arcs atlantique et méditerranéen, comme se tournant le dos. On pourrait alors renverser la perspective pour faire apparaître une couture atlantico-méditerranéenne – un arc entier tourné vers la dorsale européenne – appuyé sur un arc méditerranéo-ibérique, lui aussi tourné vers la dorsale. Ce serait intéressant de voir les conditions de faisabilité et les conséquences de ce renversement.

Puisque le temps nous est compté, je vais conclure rapidement cette première partie sur le fait qu'un changement de paradigme me paraît nécessaire à opérer pour regarder 2030 avec un nouveau regard. Je pense qu'il est important non seulement d'être pointu sur les données locales –comme vous l'avez été– mais aussi de les replacer dans un contexte de changement de paradigme, plus particulièrement dans le cadre de ce qu'on appelle aujourd'hui la Grande Transition.

En ce qui concerne le processus même de cette réflexion prospective, je voudrais souligner que la France est aujourd'hui un leader mondial en prospective territoriale. La plupart des pays du monde viennent en France nous interroger sur ce que nous faisons dans ce domaine, comment, pourquoi, la manière dont nos lois ont intégré la prospective, etc. Or nous sommes aujourd'hui en France à un moment-clé où nous pouvons décider de « routiniser » cette prospective territoriale en continuant à en faire parce que les textes nous le disent (LOADT) ou parce que c'est à la mode. Ou alors, les pouvoirs publics peuvent décider de l'ériger en un véritable instrument d'anticipation pour forger des politiques publiques mieux adaptées au monde de demain.

Actuellement nous n'avons pas encore opéré ce passage de manière significative. En amont de la décision publique, on trouve des territoires qui intègrent bien cette réflexion prospective dans un effort de participation tandis que d'autres se caractérisent par une disjonction entre une partie du territoire (souvent la ville-centre) qui mène ces réflexions –à travers des comités de prospective territoriale ou des CESER qui ont vocation à travailler sur ces sujets-là– et le reste qui les ignore. En aval de ces travaux, les décideurs publics semblent encore trop souvent ne pas s'en inspirer directement pour repenser leurs politiques publiques. Peut-être parce que cela ne correspond pas à leur plan de mandat.

Je ne saurais donc que trop vous encourager, lors de vos prochains travaux, à regarder de plus près ce passage à la prospective opérationnelle qui permet de passer de l'observation à l'action, de la prospective exploratoire –que vous avez bien menée jusqu'à présent– à la prospective normative. Cet effort d'opérationnalité se construit de manière concertée au sein d'un système territorial de prospective (STP) qui implique l'État, la Région et tous leurs partenaires. Il fait appel à des processus d'intelligence territoriale tels qu'un système d'information prospective, régulièrement entretenu, qui évite de collecter à nouveau toutes les données avec une grande perte en ligne d'un exercice à l'autre. Enfin, il faut permettre à la réflexion prospective à vocation opérationnelle de prendre plus de hauteur, d'identifier les discriminants du futur et de repenser les fondamentaux de notre action publique.

***Monsieur Jean-Christophe GIESBERT***

Merci pour ce regard critique et constructif. Je voudrais très rapidement revenir sur deux observations que vous avez faites ; la première, j'ai noté dans l'assistance que votre proposition avait été retenue avec intérêt, celle d'avoir ce regard international de Midi-Pyrénées et vous citez la Silicon Valley, la Corée. Madame GOUX-BAUDIMENT, pensez-vous que Midi-Pyrénées est visible depuis la Silicon Valley et depuis la Corée ?

***Madame Fabienne GOUX-BAUDIMENT***

Non, bien sûr, comme Séoul n'est pas visible depuis la France. On ne raisonne pas en termes géographiques ici, mais en termes de domaines d'excellence perceptibles au niveau mondial. Or aujourd'hui la robotique française c'est Toulouse, qu'on le veuille ou non c'est ainsi. Si la France a quelque chose à dire dans ce domaine, ce sera à travers ses institutions concernées qui sont aujourd'hui à Toulouse. Parallèlement, je ne crois pas que Toulouse ou Midi-Pyrénées soit perçue comme le point focal de l'avionique européenne. Nous, nous le savons, nous savons qu'Airbus est construit à Toulouse, mais quand vous êtes à Séoul vous ne le savez pas. Ce que vous savez c'est qu'un consortium européen a fabriqué l'Airbus,

qu'il a une partie en Allemagne, une partie en France, que ce soit localisé à Toulouse ou pas, cela n'a pas vraiment d'importance. Il en va de même pour l'aérospatiale répartie en Italie, aux Pays-Bas, en Allemagne, etc.

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

Deuxième question, vous avez formulé une critique intéressante sur le fait que dans ce rapport on ne s'intéresse pas assez à l'individu, et vous dites « attention, les attentes seront radicalement différentes en 2030 », à quoi pensez-vous

**Madame Fabienne GOUX-BAUDIMENT**

Je pense notamment à ce qu'on appelle aujourd'hui l' »Alien Generation », née à partir de 1989, qui a acquis d'autres outils de réflexion et a développé d'autres manières de penser que nous. Ignorer ce phénomène, penser que c'est simplement un phénomène de génération, croire que ces jeunes-là quand ils auront 40 ou 50 ans raisonneront comme nous aujourd'hui est une erreur fondamentale. Or aujourd'hui, ceux qui pensent la prospective -et je suis malheureusement bien placée pour le dire- la pensent avec l'état d'esprit de gens de leur âge, nés dans un autre contexte, avec des référents intellectuels, voire éthiques, différents de ceux de la jeunesse d'aujourd'hui qui, vraisemblablement, ne réalisera pas nos anticipations.

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

Cela veut dire qu'il faut les intégrer à la réflexion ?

**Madame Fabienne GOUX-BAUDIMENT**

Je ne dis pas qu'il faut forcément les intégrer à la réflexion, mais je dis qu'il faut mieux comprendre comment ils fonctionnent et arrêter de penser par exemple que demain l'écrit continuera à être dominant parce que c'est faux, ou que l'illettrisme pourra être vaincu parce que c'est tout aussi faux. Il va bien falloir admettre qu'il se développe de nouveaux modes de connaissance, de nouveaux modes d'apprentissage qui nous échappent. Je prends le cas des jeux vidéo que l'intelligentsia critique systématiquement alors qu'aujourd'hui c'est par là que nos enfants apprennent, et souvent bien mieux qu'à l'école. Il serait temps de cesser de les regarder comme des ennemis et de comprendre davantage comprendre ce qu'ils peuvent apporter au monde de demain et comment les aider à le faire.

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

Merci.

On vous retrouvera tout à l'heure au moment des questions ainsi que cet après-midi où vous apporterez votre regard critique, caustique s'il le faut, avec les travaux des rapporteurs des ateliers.

Monsieur Guy LOINGER, si vous voulez bien à votre tour nous livrer votre regard sur le matériau que nous ont livré ce matin Jean-Claude LUGAN et Jean-Claude FLAMANT.

### **Monsieur Guy LOINGER**

Il se trouve que j'ai suivi les travaux de la Section Prospective depuis sa création, et même antérieurement, à travers le Collège Régional de Prospective, en 1990. J'ai le sentiment d'avoir participé à une sorte de compagnonnage avec les animateurs de la démarche de prospective sur une longue période.

Ce rappel m'incite à penser qu'il existe une véritable culture de prospective, bien ancrée dans le paysage institutionnel de cette région. Or, bien que la prospective soit une activité assez largement diffusée sur l'ensemble du territoire, certaines régions sont plus que d'autres imprégnées par cette approche : autant dire que la culture du long terme est loin d'être aussi générale que l'on pourrait le penser. C'est déjà une performance que d'avoir tenu dans la durée par rapport à une activité, certes passionnante, mais qui demande un certain effort collectif, loin d'être toujours facile à mettre en œuvre.

Mais il est vrai qu'il est toujours plus agréable de faire de la prospective dans une région qui « gagne » plutôt que dans une région qui « perd », pour reprendre le titre d'un ouvrage d'Alain LIPIETZ et de Georges BENKO du début des années 90 et qui a eu à l'époque un certain retentissement. En effet, on peut dire que l'histoire récente de cette région est, d'une certaine manière, une « success story », mais d'une success story « inquiète », très consciente de ses fragilités. Or cette conscience inquiète a été l'un des ressorts majeurs de la dynamique de l'activité de prospective. En effet, il est possible de dire qu'il y a eu simultanément de belles réussites, notamment sur le plan économique, marquées par un positionnement stratégique sur des filières à haute intensité technologique et une recherche en diversification sur de nouvelles filières, comme les sciences du vivant, les sciences de la terre, afin d'éviter la monoculture de la filière aéronautique et spatiale, mais également l'expression d'un certain nombre d'inquiétudes. Cette ambivalence entre une posture basée sur un certain optimisme et une autre, basée sur les risques qui pourraient résulter des effets secondaires de l'activité dominante est assez caractéristique

On peut à ce sujet prendre différents exemples. Il existe une attractivité résidentielle auprès de différentes catégories d'âge, de jeunes actifs à haut niveau de formation qui font le choix de vivre à Toulouse plutôt qu'en région parisienne par exemple, qui entraîne un ralentissement du vieillissement de sa pyramide démographique...

Nous sommes dans une région qui accroît régulièrement son poids relatif par rapport au niveau national comme conséquence de ce que l'on pourrait appeler une désirabilité territoriale, plus ou moins clairement associée, dans les représentations, à une région dans laquelle le bien vivre n'est pas contradictoire avec la perspective de trajectoires professionnelles ascendantes.

En même temps, c'est une région qui a une tradition d'écoute mutuelle entre les différentes parties prenantes, une capacité de « bonne gouvernance ». Ce n'est pas un hasard si l'initiative d'origine liée à une proposition du Préfet de Région dans les années 90 a été prolongée assez harmonieusement et de façon conviviale avec les acteurs de la Région. Je pense pouvoir dire que ce tropisme est une réalité bien vivante comme en témoigne une étude de prospective très participative à laquelle j'ai le plaisir d'être associé dans le Pays de Comminges à

l'initiative de la Direction Départementale Territoriale de Haute-Garonne. Cette tradition existe et c'est quelque chose de tout à fait intéressant.

Mais cette belle dynamique n'est pas exclusive de questionnements sur les risques que les facteurs positifs peuvent engendrer : toute la problématique de l'étude de prospective des « Chemins de 2010 » réalisée en 1990 sur l'hypothèse d'une expansion urbaine en tache d'huile autour de la métropole régionale en témoigne (le « croissant rose sur le fond gris »). Autrement dit, est-ce que ce n'est pas le territoire qui jouerait le rôle de variable d'ajustement par rapport à la dynamique économique relayée par la dynamique résidentielle, au détriment de la qualité de la vie et de l'environnement ? Les auteurs des travaux de prospective avaient clairement perçu les effets pervers des processus de métropolisation à une époque où l'on pouvait croire qu'il ne s'agissait que d'une conséquence marginale du développement économique...

La prospective comporte deux choses essentielles : c'est d'abord un levier pour comprendre la réalité actuelle, la modéliser en introduisant la systémique et les théories de la complexité en s'appuyant sur une démarche large, à la fois holistique et fine, au niveau de la connaissance sur les signaux faibles, et c'est ensuite la mise à jour des leviers pour faire en sorte que l'avenir tel qu'il se dessine sous nos yeux soit plus proche de l'avenir tel que nous le souhaitons, tel que nous le rêvons. Dans le monde chaotique, imprévisible et chargé d'incertitudes comme le nôtre, cette culture de l'éveil aux risques comme aux potentialités est de nature à élargir le spectre des possibles.

Les organisateurs de la journée ont fait un pari : se replonger dans les travaux de l'exercice de prospective de 1990 pour saisir où nous en sommes vingt ans plus tard par rapport au système d'hypothèse de l'époque. L'idée de chausser les lunettes de 1990 pour lire la situation en 2010 est à la fois intéressante, parce que cela rend possible une sorte de mise en cohérence entre le « discours » d'origine et la réalité actuelle : partir des paradigmes de l'époque et se demander quel est l'écart entre les « chemins » empruntés par la réalité par rapport aux chemins du possible anticipés. Le risque, c'est de ne pas pointer du doigt les questionnements non vus à l'époque et qui, aujourd'hui jouent un rôle majeur.

Or le principal facteur de rupture sémantique qui s'est produit entre les deux époques, c'est l'émergence de la question de la soutenabilité intergénérationnelle des processus du développement économique. En 1990-1992, nous étions à peine trois ou quatre ans après la publication du rapport BRUNDTLAND de 1987 aux Nations Unies, le développement durable était à l'époque encore une sorte « d'Ovni », une figure impensable. Aujourd'hui, l'omniprésence de la problématique du développement durable, bien qu'il s'agisse d'une notion assez incertaine, que l'on peut interpréter de multiples façons, traduit un nouveau regard sur le monde. Alors qu'à l'époque on raisonnait essentiellement à travers le prisme du développement économique, nous sommes aujourd'hui inscrits dans un nouveau référentiel en termes de la pensée du monde.

J'ai participé l'été dernier à Poitiers à un colloque organisé par Edgar MORIN qui s'intitulait « Au-delà du développement ». Cet « au-delà du développement », renvoie à des fondamentaux absolument différents par rapport à ceux que l'on avaient à l'esprit à l'époque. Ce qui veut dire que l'on ne peut pas se contenter de « lire » la situation actuelle par rapport aux paradigmes des années quatre vingt dix, comme si on le ferait d'une quelconque évaluation : c'est, si l'on peut dire,

trop facile. La question des valeurs, des modes de vie, du « vivre ensemble » sont également des questions qui étaient certes présentes, mais en quelque sorte « fondues » dans la toile de fond d'un discours d'époque encore fondamentalement optimiste.

Je voudrais toutefois insister sur le fait que l'une des bases du travail de prospective qui a été fait en 1990 repose sur le discours sur la métropolisation à travers différentes formes. C'est un discours qui était à l'époque, dans tous les milieux académiques universitaires, extrêmement présent. De ce point de vue, il y a bien cette trace dans les questionnements de la Section de prospective de l'ancien CESR, actuel CESER. Or, l'une des questions que l'on peut se poser à ce sujet c'est celle de l'évolution du processus de diversification fonctionnelle d'une métropole comme celle de Toulouse. On peut se demander si l'on a réellement assisté à un élargissement de la base fonctionnelle de la métropole toulousaine. Or, on sait que cet élargissement est une condition essentielle de la capacité d'autonomisation d'une métropole et de sa capacité à moins dépendre de processus de globalisation imposés de l'extérieur et inversement, d'avoir un plus grande capacité d'influence, de rayonnement et donc d'attractivité. Il ne suffit pas de dire que c'est une ville d'ingénieurs et de techniciens supérieurs. La vraie question est celle de la capacité à disposer d'un degré de liberté supplémentaire en matière de décision stratégique, comme en dispose des métropoles du sud de l'espace européen comme Barcelone, Turin, Milan avec lesquelles Toulouse entre forcément en concurrence. Or, là, il faut reconnaître que la métropole toulousaine n'a pas, à mes yeux du moins, beaucoup avancé : Toulouse a beau être une grande métropole dynamique, elle n'en reste pas moins une métropole spécialisée...

Je voudrais soulever une question qui représente une sorte de paradoxe par rapport au développement durable : l'une des raisons du rebond foudroyant de la filière aéronautique actuellement, c'est l'internalisation des principes du développement durable dans le champ aéronautique, à savoir moins de pollution atmosphérique et moins de consommation au kilomètre-passager dans le cas de l'Airbus 380, des performances nettement améliorées. Ce processus extrêmement puissant de renouvellement de l'ensemble des flottes aériennes des compagnies aériennes renvoie à ce paradigme. Or, l'implication territoriale de cette expansion, c'est, dans un pôle majeur de la filière comme l'agglomération toulousaine, une forte expansion démographique et un risque évident de dégradation de la relation entre l'activité économique, la dynamique sociétale, la qualité du cadre de vie et l'organisation de l'espace. Ainsi, plus de durabilité comme facteur de développement d'une filière économique pourrait avoir pour conséquence moins de durabilité dans l'organisation de l'espace. Le paradoxe qui est visé là, c'est celui de la limite de la capacité d'application pratique du caractère global et holistique du concept de développement durable. Pourtant, le principe de cohérence nous donne à penser qu'il faudra bien se poser la question... Enfin, un point important qui semble avoir été mis de côté dans l'actualisation alors qu'il était très présent dans le rapport de 1998, c'est la question de la prospective des acteurs. Dans l'exercice de 1998 qui a donné lieu à des Assises en 2002, il y avait une prospective des profils d'acteurs ou de catégories sociologiques : les jeunes, l'innovation, la création d'entreprises, les institutions. Dans le travail actuel, je perçois moins nettement cette prospective du champ de la société civile et des institutions, alors que c'est une question essentielle, car

sont des marqueurs des « degrés de liberté » d'un territoire régional, mais peut-être avez-vous l'intention de reprendre cette approche ultérieurement...

Je termine en faisant quelques recommandations :

- faire davantage une prospective ancrée dans la société, autrement dit davantage « bottom up », c'est-à-dire partant de la base de la société civile, y compris sur le plan territorial,
- une plus grande écoute par rapport aux aspirations de la société,
- une prospective qui diffuse dans les schémas d'aménagement. Pour prendre l'exemple de l'Inter-SCOT de Toulouse, je ne suis pas sûr que la diffusion de la culture de la prospective dans les exercices de planification stratégique localisés soit aussi généralisée qu'on pourrait l'espérer...

Je vous remercie.

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

Merci Monsieur LOINGER.

Jacques LESOURNE, c'est à vous pour quelques minutes en sachant que nous sommes sur un exercice où il faut être très concis faute de quoi vous serez privés de déjeuner.

**Monsieur Jacques LESOURNE**

Il est assez rare de voir un travail de prospective qui soit réexaminé au bout de vingt ans et qui peut-être relu sans que le rouge monte au front, sans ridicule, sans oubli de phénomènes qui sur cette période ont été absolument massifs. C'est ma première remarque.

J'ai néanmoins quelques regrets sur cet exercice de prospective 1990-2010, c'est la quasi-absence de chiffres qui ne permet pas bien de comprendre ce que les auteurs avaient en tête quand ils voulaient différencier les scénarios. Non pas que ces chiffres qui sont des projections aient l'habitude d'être de l'ordre de grandeur des réalisations vingt ans après, parfois ils en sont très loin, mais au moins cela permet de comprendre. Cet après-midi, je ferai d'autres remarques sur la période 2010-2030.

Ma deuxième remarque, c'est que le Président MALVY et tous les intervenants ont bien montré que le 21<sup>ème</sup> siècle apporte un tas de nouveautés, de transformations profondes, je ne vais pas les répéter ici, elles ont toutes été dites.

Mais ces transformations profondes créent un problème, le premier problème en tant que Français, c'est de prendre conscience de ce que c'est que de représenter un peu moins de 1 % de la population mondiale actuelle. Quelquefois je prends la comparaison suivante : imaginons dans un village de 500 personnes, une famille de 5 personnes qui malheureusement règle mal son poêle et est intoxiquée à l'oxyde de carbone, il y a cinq morts. C'est une catastrophe pour cette famille, cela ne change pas grand-chose à la vie du village même si parmi les cinq morts, il y a un ancien maire, un ancien professeur qui a failli avoir un Prix Nobel de médecine, et ainsi de suite. Ce qui veut dire que le monde entier ne serait pas beaucoup changé si la France disparaissait. Il ne faut pas déduire de cela qu'après tout il n'y a qu'à se soumettre à ce qui arrive. Attitude défaitiste qui ne correspond pas à la réalité.



Il y a des faits qui le montrent, la première phrase ce matin était que Toulouse était enserrée. Oui, peut-être Toulouse était enserrée au lendemain de la guerre, et 50 ans après Toulouse est probablement la grande agglomération du sud-ouest français qui s'est le mieux développée parmi les différentes agglomérations. Ce qui montre bien -et ceci toute la prospective territoriale le confirme- qu'il n'y a pas de détermination ; face à ces règles d'ensemble, des territoires réagissent, d'autres subissent. Jusqu'à présent, la région Midi-Pyrénées dans son ensemble a plutôt fait partie de la première catégorie.

Mais toujours dans cette deuxième remarque, cela entraîne une conséquence ; c'est de savoir sur quoi on peut agir, en particulier au niveau français, au niveau local de la région, non pas toujours vivre dans l'idée qu'on va convaincre le monde de ce qu'on a envie que le monde devienne. J'ai entendu un candidat à la présidence de la République la dernière fois qui tenait presque le discours « vous le monde, il faut que vous compreniez que nous Français, on ne peut pas changer aussi vite que cela. Par conséquent, laissez-nous le temps de changer ».

Je ne sais pas si ce discours était très bon pour collecter des voix, peu importe, ce n'est pas le sujet d'aujourd'hui, mais à mon avis c'est un discours qui a quelque chose de ridicule ; or nous le tenons très souvent. En revanche le discours qui est important, c'est de se dire : dans la région, sur tel point auquel l'État ne donne pas de réponse, où l'Europe ne donne pas de réponse, compte tenu de la modernisation, que pouvons-nous faire pour changer nos avenir possibles ?

Ceci m'amène à une dernière remarque sur les problèmes auxquels la France va être confrontée dans cette période, il me semble qu'il y en a deux qui sont très liés.

Le premier, n'oublions pas les trois étapes du développement de la crise conjoncturelle de 2008. La première étape est une crise financière et monétaire comme d'ailleurs dans toutes les grandes crises ainsi que le montrent les analyses statistiques depuis le 18<sup>ème</sup> siècle, celle de 1929 en particulier. Après cette première étape, la réaction saine des gouvernements est de lancer une politique keynésienne de soutien à l'activité pour qu'il n'y ait pas l'enclenchement de récession gravissime contrairement à 1929.

Enfin une réaction qu'on n'attendait pas si vite, des marchés souhaitant que les gouvernements prennent immédiatement des mesures correctrices pour contrôler leurs déficits publics.

On voit bien que l'Europe en général est rentrée dans cette période de nécessaire contraction des déficits publics, que ce soit par économie de dépenses ou par l'augmentation d'imposition, ce qui naturellement a un effet plutôt défavorable sur la croissance économique, alors que sans ce problème-là, les crises de conjoncture peuvent déboucher sur des reprises économiques plus rapides. On voit bien que l'Europe reprend plus lentement que l'Asie et en Europe les différents pays repartent de manière différentielle.

Un deuxième aspect très lié, c'est que la France est très attachée à des protections sociales, santé ou retraite, et que du côté de la santé en liaison avec le vieillissement, les dépenses vont presque obligatoirement augmenter. Par conséquent, le problème du financement se pose et quand je dis le financement ce n'est pas la part seulement du revenu national qui y est consacrée, c'est le mode de prélèvement.

On oublie toujours que les systèmes de prix ont de l'importance et, on oublie que le fait qu'une grande partie des charges sociales porte sur le coût du travail n'a aucun effet sur le chômage, les délocalisations ou autres questions de ce genre. Les Français n'ont jamais accepté le système des prix, il y a des raisons historiques, mais ils ne croient pas aux prix. Malheureusement, je ne dis pas que les prix sont parfaits, mais ils ont une influence sur les comportements, sur les substitutions qui se produisent.

Donc la France est en phase sur cette période 2010-2030, de ces deux grandes questions et du problème de la gestion collective de ces questions, et pour Midi-Pyrénées, il s'agit de voir dans quelle mesure la région, en fonction naturellement des choix européens et nationaux, peut se différencier d'une manière qu'elle juge plus efficace face à ces difficultés. Merci.

## Interventions par thématiques

### *Monsieur Jean-Christophe GIESBERT*

Merci Jacques LESOURNE.

Claude DUPUY, vous allez venir à mes côtés, on va laisser la table aux intervenants qui vont participer à cette table ronde consacrée à « Prospective et politiques publiques ».

Nous allons recevoir successivement pour l'économie, Bernard RAYNAUD, Vice-président de la Région en charge de l'Emploi, de l'Innovation et du Développement économique et Daniel THEBAULT qui est Président de la commission Activités économiques du CESER.

Nous allons également, et cela a été évoqué tout à l'heure par Guy LOINGER, parler de développement durable avec Françoise DEDIEU CASTIES, Vice-Présidente en charge du Développement durable, de l'Environnement, de l'Économie sociale et solidaire, des Énergies renouvelables, des Actions climat et des Éco-industries.

Je vais demander à Guy LOINGER, Jacques LESOURNE et Fabienne GOUX-BAUDIMENT de bien vouloir rester à la tribune, car il y aura peut-être des questions pour vous.

Ensuite, nous entendrons Michel BERTHOUMIEUX, Président de la commission « Aménagement du territoire » du CESER.

Nous évoquerons la formation avec Janine LOIDI, membre de la commission Emploi, Formation professionnelle et Apprentissage de la Région et Présidente du CARIF-OREF Midi-Pyrénées, qui est le Centre d'Animation de Ressources et d'Informations sur la formation et l'Observatoire Régional de l'Emploi et de la Formation, Pascal ASTRUC qui est Président de la commission « Éducation-Emploi-Formation-Sport » du CESER au titre de la FCPE dont il est Président ici en Haute-Garonne.

Enfin, nous parlerons Recherche avec Jean TKACZUK, Président de la commission Recherche et Enseignement supérieur de la Région, qui est un homme de sciences de la médecine, Hervé OSSARD est lui un homme de la terre qui a travaillé longuement à l'INRA et il est toujours très actif dans le domaine agricole, il est Président de la commission « Recherche-Transfert-Innovation-Énergie » du CESER.

Rapidement Claude DUPUY, pour introduire le sujet économie sur lequel je vais poser une question à Bernard RAYNAUD et Daniel THEBAULT, quelques mots pour expliquer le sujet tel que vous le percevez à la commission Prospective du CESER.

### *Monsieur Claude DUPUY*

On attend de la table ronde une réflexion sur les fonctions de la démarche prospective pour éclairer le choix des décideurs. Il ne s'agit pas de porter des jugements sur les positions respectives des différents acteurs, politiques, économiques, associatifs, mais d'éclairer des postures au regard des enjeux du futur.

Des questions se posent : la vision dans la diversité des futurs génère-t-elle de l'angoisse, de l'optimisme ou un rejet ?

Les acteurs politiques ont-ils besoin des éclairages des cellules prospectives comme les acteurs économiques ont besoin de l'apport de cellules d'intelligence économique ?

Y a-t-il vraiment antagonisme entre les choix des politiques déterminés par une vision du futur et les éclairages prospectifs des différents futurs possibles ?  
Comment les citoyens peuvent-ils s'approprier l'esprit de la prospective ?  
Est-ce uniquement une affaire de spécialistes ?

***Monsieur Jean-Christophe GIESBERT***

Merci Claude DUPUY, cela fait écho à ce que disait Fabienne GOUX-BAUDIMENT en parlant de la nécessité de faire coïncider la prospective et le travail des élus.  
Précisément Bernard RAYNAUD, en partenariat avec les autres collectivités et les acteurs scientifiques et industriels, la Région a engagé des efforts importants pour consolider l'économie de la connaissance comme en témoigne le soutien massif à la recherche. Vous êtes une des toutes premières régions de France pour les efforts en matière de recherche. Pensez-vous que ces efforts-là, au regard de ce qu'ont pu dire nos trois experts, soient suffisamment puissants pour produire leurs effets d'ici 2030 en évitant à la région Midi-Pyrénées de subir les effets de la concurrence des puissances économiques émergentes qui étaient elles-mêmes pointées par Jean-Claude LUGAN et Jean-Claude FLAMANT ?

***Monsieur Bernard RAYNAUD***

D'abord merci pour ce colloque, les interventions qui ont déjà eu lieu montrent bien la nécessité de cet exercice. Pour nous les élus, cet exercice de prospective est tout à fait complémentaire à notre démarche du quotidien, parce que nous sommes dans des temps différents. Les temps des élus sont ponctués, balisés, par des périodes, six ans, quatre ans, au cours desquels nous devons à la fois essayer de répondre au quotidien, au moyen terme et comme aujourd'hui à ces questions fondamentales pour le long terme.

Cela se traduit aussi par des temps différents dans l'action qui doit être conduite dans l'immédiat et celle qu'il faut mettre en œuvre en espérant qu'elle portera ses fruits dans un temps lui aussi différent à moyen et long terme.

Pour ce qui concerne cette question de l'économie de la connaissance, question qui s'était un peu moins posée dans les exercices des années 90, les temps que je viens d'évoquer sont les temps dans lesquels nous inscrivons nos politiques. Comment cela peut-il se traduire ? Par l'écoute et l'anticipation. Cette écoute est nécessaire pour élaborer des plans d'action au-delà de schémas. Un schéma c'est cinq ans, dix ans, il faut qu'il reste opérationnel et le plan d'actions encore plus. Donc plan d'action et dispositif. Cela signifie aussi qu'il faut essayer de ne pas se tromper puisque les interventions que nous mettons en œuvre, nous les mettons en œuvre aujourd'hui, demain ou après-demain au plus tard, mais elles auront des effets pour nos interlocuteurs, que ce soient les acteurs de la recherche, du transfert de technologie ou les entreprises, à moyen et long terme. Parce que ce qui s'engage aujourd'hui, ce que nous mettons en œuvre, ce que nous finançons parfois se décline ensuite au travers des actions menées par nos interlocuteurs, que ce soient les laboratoires, les entreprises ou les centres de transfert. Là, nous voyons bien qu'il faut essayer d'anticiper en permanence. Cela a été évoqué tout à l'heure, cela passe par des démarches autour de l'intelligence économique, par l'écoute des entreprises, par des enjeux sur lesquels nous avons encore des incertitudes.

Je prendrai un seul exemple dans le domaine de la recherche et du transfert de technologies d'un pari en partie perdu. Il y a dix ans ou quinze ans, dans l'aéronautique certains chercheurs en Midi-Pyrénées se penchaient déjà sur les matériaux composites. Mais on a vu que cette anticipation qui était nécessaire ne s'est pas traduite ensuite par les relais qu'elle devait trouver auprès des donneurs d'ordre, auprès des sous-traitants et aujourd'hui nous avons mis en place un plan composite qui porte sur certaines activités, mais nous savons que la grande production se fait ailleurs en France ou en Europe.

Être dans l'anticipation, c'est cela. C'est aussi essayer de faire en sorte que nos engagements, nos priorités soient des priorités qui se traduisent par des interventions assez massives. Pour ce qui concerne la recherche et le transfert de technologies, la Région a fait des efforts considérables.

Nous nous étions engagés dans les six dernières années à augmenter nos interventions de 50 % en masse budgétaire, nous les avons augmentées de plus de 100 %, 110 %, ce qui prouve l'intérêt que nous avons et les besoins qui se sont manifestés.

Nous savons aussi que tout ce que nous mettons en œuvre et tous les efforts que nous faisons ne seront pas suffisants pour répondre aux grands enjeux qui sont ceux du temps que vous évoquez dans votre exercice de prospective. Cela signifie que ce que nous pouvons faire, nous, c'est une contribution certes importante parce qu'elle est dans la proximité et qu'elle tente de bien correspondre aux besoins, mais s'il n'y a pas une véritable politique industrielle et de recherche au niveau national -c'est mon opinion- et au niveau européen, nous nous retrouverons décalés par rapport à ce qui se passe dans les autres entités territoriales qui ont été évoquées tout à l'heure.

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

Donc vos efforts sont nécessaires mais pas suffisants ...

**Monsieur Bernard RAYNAUD**

Ils ne sont pas suffisants, ils ne seront jamais suffisants, ils doivent s'intégrer dans des entités plus importantes.

Enfin, la puissance que vous évoquiez, nous pouvons l'exercer dans certains secteurs d'activité, c'est vrai dans certains domaines de l'aéronautique, c'est vrai dans la robotique, alors que les activités de recherche sont extrêmement diversifiées dans notre région. Elles sont toutes utiles, mais il faut qu'on soit les meilleurs dans certains secteurs et là il va falloir ensemble déterminer ces secteurs et ne pas avoir peur de mettre le paquet sur certaines thématiques qui nous positionneront d'emblée au plan mondial au plan international.

C'est vrai pour nos PME, c'est vrai pour nos grands groupes.

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

Merci Bernard RAYNAUD. Daniel THEBAULT vous êtes le Président de la commission « Activités économiques » du CESER, par ailleurs vous êtes chef d'entreprise, vous êtes docteur en physique, Président du MEDEF Midi-Pyrénées, vous avez une bonne connaissance du tissu économique et de ses acteurs.

Parmi les bifurcations possibles identifiées, la commission Prospective pointe les effets de la compétition avec les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) qui pourrait faire subir des difficultés au pôle toulousain dans ses domaines de prédilection

technologique et industriel. Quels outils, selon vous, doit-on mettre à disposition des industriels, des acteurs économiques pour bâtir l'avenir économique de Midi-Pyrénées ?

***Monsieur Daniel THEBAULT***

On va parler de scénarios dans le futur, le scénario noir qu'on avait fait il y a 20 ans, on peut le réécrire avec les BRIC ; on disait il y a vingt ans qu'Airbus est un petit Poucet face à l'ogre Boeing, c'est écrit comme cela dans le rapport, aujourd'hui on a progressé et on dit peut-être que pour la Chine, l'Inde ou le Brésil on est dans le même cas. On est dans la même situation qu'il y a vingt ans, et nous sommes en « mono-industrie ». Ce qu'a pointé Madame sur la robotique, c'est une excellence, un savoir-faire scientifique qui ne s'est pas traduit par rapport à l'industrialisation de la région Midi-Pyrénées. Tout cela pour dire que, comme il y a vingt ans, on va dire qu'il faut se diversifier, si la région Midi-Pyrénées ne veut pas rester sur cette mono-industrie, aéronautique et spatiale, sans parler de l'agroalimentaire autre secteur très important pour notre région.

Il faut se diversifier dans plusieurs domaines où l'on a des compétences, je reviens sur ce que vous avez dit, tout ce qui est TIC, électronique, robotique, biotechnologies, pharmacie, la chimie verte. On a fait un rapport sur la chimie verte il y a quelques années au CESER, n'oublions pas que nous avons vécu AZF, dans le paysage économique toulousain la chimie était dans les années 60 un des premiers secteurs d'activité et a maintenant disparu. C'est pour cela qu'il faut développer la chimie verte.

Enfin, il y a des filières à mettre en place, on a fait un rapport au CESER sur la filière bois, je sais que le Conseil régional suit ce dossier, il faut que ces filières soient construites et portées par l'ensemble des acteurs de notre région.

Enfin, on a un socle de PME PMI performant qu'il faut faire grandir pour avoir des ETI (Établissements de Taille Intermédiaire) qui seront solides sur nos territoires.

***Monsieur Jean-Christophe GIESBERT***

Merci Daniel THEBAULT et Bernard RAYNAUD, on vous retrouvera tout à l'heure au moment des questions, vous êtes équipés de micros pour pouvoir participer.

Un petit mot à l'attention des experts, il y a pas mal d'échos aux remarques que vous faisiez tout à l'heure, si vous souhaitez intervenir, n'hésitez pas, en quelques secondes si possible.

***Monsieur Jacques LESOURNE***

Lorsqu'au niveau national on a mis l'accent sur la nécessité de concentrer les efforts de recherche et de développement sur des organismes puissants sur le territoire, ce n'était pas pour transformer la France en grande métropole et en désert, c'est parce que c'est le seul moyen de rester dans la course internationale. En faisant gagner Toulouse par exemple, on fait gagner la France tandis que les politiques de saupoudrage sont des politiques où tout le monde est faible.

***Monsieur Jean-Christophe GIESBERT***

Claude DUPUY, on va parler maintenant de développement durable, mais au préalable vous souhaitez nous dire un petit mot sur la cohésion sociale, et c'est le syndicaliste qui parle.

***Monsieur Claude DUPUY***

La cohésion sociale fait partie du thème, il faut ne pas oublier cet élément-là, il est très important dans notre document. Au titre de la cohésion sociale, nous sommes aujourd'hui plutôt dans la deuxième bifurcation ; il y a plus de familles en-dessous du seuil de pauvreté dans les zones rurales qu'à Toulouse.

La région attend que la métropole toulousaine participe plus à l'essaimage de toutes ses activités, tout comme on attend aussi une plus grande délocalisation des sites universitaires, il y a un certain nombre de politiques à mettre en place à ce niveau-là.

***Monsieur Jean-Christophe GIESBERT***

On appelle Françoise DEDIEU CASTIES et Michel BERTHOUMIEUX pour parler de développement durable.

Je fais l'économie de rappeler les différentes responsabilités que vous exercez à la Région, cela nous prendrait deux ou trois minutes. On va parler d'un sujet qui vous est très cher, le développement durable. Vous trouvez qu'il n'y a pas grand-chose à vous mettre sous la dent en la matière dans le rapport, vous aviez vraiment envie que ce soit un sujet qui soit leader en matière de prospective.

Toulouse accuse de nombreux retards en matière de cohésion sociale, ce que vient d'indiquer à l'instant Claude DUPUY, on aurait pu le nourrir de toute une série de données très éclairantes, retard en matière de cohésion sociale, de transports, de politique de l'habitat également.

Quelles sont, selon vous Madame DEDIEU CASTIES, les priorités auxquelles les collectivités doivent se consacrer afin que la métropole, pour ne parler que d'elle, devienne à terme un leader européen en matière de mise en œuvre de développement durable ?

***Madame Françoise DEDIEU CASTIES.***

J'ai moins l'habitude que Bernard RAYNAUD d'intervenir en public alors je vais m'appuyer sur quelques notes. J'aurais eu beaucoup de choses à dire, mais le temps qui m'est imparti ne me permettra pas de tout balayer, on se retrouvera cet après-midi en ateliers et nous aurons l'occasion d'aller un peu plus loin.

Nous avons eu les questions avant le week-end et tout le week-end cela m'a chiffonnée, dans la question quelque chose n'allait pas bien et ce matin j'ai compris. En fait pour parler de développement durable, vous avez utilisé des termes qui pour moi relèvent du développement insoutenable ; vous avez parlé de métropole, de leader, vous avez parlé de Toulouse et j'avais envie de parler en tant qu'élue du rural, de la région.

Je vous propose d'inverser le regard...

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

Pas de souci à condition de rester dans les cinq minutes...

**Madame Françoise DEDIEU CASTIES**

Inverser le regard, en partant du document qui nous a été transmis et qui est le fruit du travail du CESER, le croissant rose et le fond gris me chiffonnent aussi. Ce fond gris je le trouve bien tristounet, on a vu avec Claude DUPUY qu'il y a des raisons en termes de cohésion sociale, la liste des facteurs de précarité qui ont été déterminés en 2010 ce sont la ruralité, la solitude et le vieillissement, les difficultés de logement. On se rapproche de votre question avec les politiques de transport, d'habitat et les problèmes liés à la cohésion sociale.

On parle beaucoup du développement durable, on en parlait moins -vous avez été plusieurs à le dire- en 1992, pourtant 1992 c'était déjà Rio et depuis 1987 le terme était connu, il était bien absent de vos réflexions, il est aujourd'hui beaucoup plus présent.

Est-ce que, pour autant, on rentre vraiment au cœur des problématiques du développement durable ? Nous connaissons tous la définition, je voudrais y ajouter juste quelques petits mots, et pour faire écho à ce que disait Madame tout à l'heure en termes d'individus et de personnes, j'utiliserai plutôt des mots comme viable, comme vivable, comme équitable qui sont des caractéristiques ou des qualificatifs de ce développement.

La raréfaction des ressources nous oblige à nous réinterroger sur nos modèles de développement. J'ai assisté la semaine dernière à un colloque à la fac du Mirail avec des gens qui sont sur les dynamiques rurales et ils disaient que ce terme même de développement était à réinterroger, il est difficile à utiliser comme tel. On s'est livré à l'exercice tout l'après-midi, comment faire pour ne pas parler de développement quand on veut dire qu'il doit se passer quelque chose dans notre société qui évolue vers un mieux-être.

Pour aller vite, vous me demandez quelles étaient les priorités des collectivités, j'entends bien toutes les collectivités, on y retravaillera cet après-midi. Il me semble qu'une des principales est le transport parce qu'en parlant des transports collectifs notamment, on touche à d'autres thématiques qui sont importantes en termes de développement durable, que ce soit le changement climatique, les réductions de gaz à effet de serre, l'urbanisme, l'aménagement du territoire.

La tendance actuelle à l'étalement urbain doit être absolument renversée pour mener à des villes plus denses, mieux structurées autour des gares avec des équipements collectifs qui seront garants du mieux vivre ensemble et de la mixité sociale.

Je vais lister rapidement deux petites choses qui me tiennent à cœur, les thématiques sur lesquelles les collectivités ont à s'interroger et les grands défis à relever en matière d'énergie et de climat, en matière d'eau et d'agriculture, en matière de biodiversité. Nous avons des outils, notamment deux, que nous allons mettre en place sur lesquels nous allons travailler très prochainement en collaboration et dans une gouvernance très élargie, ce sont le schéma régional de cohérence écologique et le schéma régional climat air énergie.

Dernier point, on a parlé tout à l'heure des indicateurs, il est nécessaire de se doter de nouveaux outils d'évaluation, je ne reviendrai pas sur la commission



STIGLITZ, mais certains indicateurs commencent à avoir le vent en poupe, on entend parler à l'ARF entre autres, comme l'indice de développement humain, comme les indicateurs de santé sociale, l'opposition que l'on fait entre le PIB et le BIP (le Bonheur Intérieur Brut), une notion intéressante à travailler. Le BIP 40 le baromètre sur les inégalités et la pauvreté. C'est tout cela qu'on a essayé de faire dans notre bilan à mi-parcours de l'Agenda 21.

Juste une information, les Assises nationales des collectivités locales pour le développement durable se tiendront en Midi-Pyrénées en octobre, on aura l'occasion d'en reparler ; nous travaillerons autour de ces notions que je viens de balayer à l'emporte-pièce.

***Monsieur Jean-Christophe GIESBERT***

Merci et comme vous l'avez dit vous-même, cet après-midi dans les ateliers vous pourrez vous exprimer plus longuement sur ces thématiques.

Michel BERTHOUMIEUX, Président de la commission Aménagement du Territoire du CESER, là encore on aurait pu aborder le sujet de manière très vaste, j'aurais souhaité le centrer sur deux grandes infrastructures qui ont d'ailleurs été évoquées à l'instant par Jean-Claude FLAMANT et Jean-Claude LUGAN comme étant des projets clés. Cela a été également évoqué par Martin MALVY et Jean-Louis CHAUZY, je veux parler du TGV Paris Bordeaux Toulouse et de la TCP (Traversée Centrale des Pyrénées) qui sont présentés par la commission Prospective comme étant des vecteurs de développement, excusez moi Madame DEDIEU CASTIES. En termes d'aménagement du territoire, quels effets en attendez-vous concrètement ?

***Monsieur Michel BERTHOUMIEUX***

En plus de l'aménagement du territoire, la commission que je préside se préoccupe aussi des enjeux régionaux concernant l'environnement et les transports. Les infrastructures auxquelles vous faites référence présupposent donc à l'avenir l'évolution de la mobilité. Actuellement, il semble démontrer que les échanges, la communication ne vont pas aller en diminuant dans les années qui viennent.

La LGV et la TCP sont deux infrastructures à caractère ferroviaire, et je crois que tout un chacun ici reconnaît leur intérêt écologique. Cet intérêt est conséquent par rapport à d'autres modes de transports beaucoup plus sensibles aux aléas énergétiques, tels les transports routiers, l'avion.

Pour la LGV Bordeaux Paris, son intérêt c'est aussi son prolongement vers Narbonne, vers Marseille, Barcelone ; sinon on peut difficilement comprendre comment une métropole comme Toulouse et la région Midi-Pyrénées au sens plus large, peut s'insérer dans un réseau européen de communication ferroviaire à grande vitesse. La mise en service de la LGV est à l'horizon de dix ans, alors qu'en 1990, on pressentait déjà sa réalisation. C'est un investissement de rattrapage indispensable pour l'avenir de la Région Midi Pyrénées et sa capitale.

La TCP était pressentie il y a plus de vingt ans, par souci d'anticiper les échanges internationaux avec l'Espagne et intercontinentaux avec le Maghreb. Quinze ans pour les études, la concertation, les tractations financières, ensuite quasiment dix ans de travaux, donc 25 ans cela porte très loin pour une mise en service....

Pour la LGV, on est dans un futur très engagé. D'ores et déjà, il y a la préoccupation des effets de cette infrastructure, d'abord sur les pôles d'échanges que seront les gares de Montauban et de Matabiau Raynal, ensuite c'est le raccordement avec le réseau TER ; faire en sorte que l'arrivée de cette infrastructure permette aux autres pôles secondaires de Midi-Pyrénées de bénéficier des effets de cette grande vitesse ferroviaire.

Pour la TCP, c'est un peu plus complexe dans la mesure où c'est un projet extrêmement volontariste avec un risque d'effet tunnel mais aussi des impacts sur les territoires traversés, en particulier sur les vallées. L'empreinte environnementale et les impacts territoriaux doivent être maîtrisés pour voir directement en Midi-Pyrénées les effets sur l'activité et l'emploi de cette TCP.

D'où une réflexion à pousser pour en capter les effets positifs en matière de développement ; j'ai entendu ce qu'a dit Françoise DEDIEU CASTIES, mais je suis un militant syndical très préoccupé de cohésion sociale et d'emplois, tant pour son maintien, que la création de nouveaux emplois.

Je pense qu'il faut en appréhender les effets économiques, en particulier par rapport à une économie verte souhaitable pour réduire l'effet de serre, mais aussi les effets environnementaux et territoriaux.

Dans Midi Pyrénées, la fracture territoriale liée à la métropolisation est quelque chose d'exceptionnel. Les atouts des territoires, hors métropole toulousaine, ont des difficultés pour être valorisés et une politique d'aménagement équilibrée du territoire régional doit les mettre en valeur et éviter que les populations et les activités ne viennent s'agréger sur la métropole.

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

Merci Michel BERTHOUMIEUX, on vous applaudit tous les deux.

On va passer au sujet suivant, la formation.

**Monsieur Claude DUPUY**

Je voudrais saluer une collègue qui est Vice-Présidente du CESER de Guyane Patricia WEMER qui souhaite pour son territoire se lancer aussi dans la prospective. Pour cette table ronde sur la formation, l'éducation et l'emploi, je voudrais souligner que notre système éducatif en région est en crise. Nous avons de moins en moins de bacheliers, automatiquement moins d'étudiants en université, plus de sorties sans qualification. On a une jeunesse à deux vitesses, une qui s'en sort qui réussit, et l'autre qui reste sur le bord du chemin. Nous sommes dans la quatrième bifurcation.

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

J'appelle Janine LOIDI qui est Présidente de la commission Emploi et Formation professionnelle à la Région Midi-Pyrénées et Pascal ASTRUC, Président de la commission « Éducation, Emploi, Formation et Sports » au CESER.

Tout de suite avec vous Janine LOIDI, un éclairage sur le rapport dont vous avez pris connaissance, je voudrais citer un passage de ce rapport « *la région Midi-Pyrénées expérimente de nouveaux systèmes de formation par alternance avec tous les acteurs de la formation professionnelle* », peut-on lire parmi les

bifurcations possibles envisagées par la commission Prospective en matière de formation.

Est-ce une piste à suivre pour que la formation soit plus performante en Midi-Pyrénées à l'horizon 2030 ?

**Madame Janine LOIDI**

D'abord, il faut se demander pourquoi le CESER a soulevé cette piste, créer ou expérimenter de nouveaux systèmes de formation par alternance. Cela nous interroge forcément sur la pertinence du système actuel confronté à l'évolution économique, sociétale, environnementale de nos territoires.

En ce qui concerne le partenariat, il n'existe pas de formation par alternance sans partenariat avec les institutionnels, mais aussi l'ensemble des acteurs économiques. À l'heure actuelle, l'ensemble des partenaires de la formation professionnelle se retrouvent pour élaborer le nouveau plan régional des formations qui, depuis la loi de novembre 2009 sur l'orientation et la formation tout au long de la vie, est devenu un contrat signé par la Région, l'État représenté par le Préfet, le Rectorat et les partenaires sociaux.

La loi prévoit que ce PRDF a une durée de vie d'un mandat régional, en moyenne cinq ans, et on voit bien que cela ne s'intègre pas dans la même temporalité qu'une perspective à vingt ans de l'évolution de la région Midi-Pyrénées. Notre souci est de nous insérer dans ces objectifs.

Ce travail qui est fait par les partenaires va s'appuyer sur des diagnostics partagés qui vont faire apparaître plusieurs pistes de réflexion et des difficultés.

Je parle essentiellement de l'apprentissage, ce n'est pas la seule voie de formation par alternance puisqu'il existe des contrats de professionnalisation, mais c'est la compétence essentielle de la Région, et la forme la plus importante de formations par alternance.

La première satisfaction est de voir que 7 jeunes sur 10 qui s'engagent dans une voie de formation par alternance, voie initiale de formation, et qui sortent qualifiés, trouvent un emploi dans les six mois après leur sortie de formation.

Ce sont des études qui sont menées par la Région auprès de l'ensemble des apprentis et 18 mois après, la plupart a conservé cet emploi. Donc, ce sont des résultats satisfaisants.

Quelles difficultés rencontrons-nous ? Malgré l'effort fait en matière d'information, on s'aperçoit que le nombre d'apprentis stagne depuis deux ans, nous sommes en région Midi-Pyrénées aux alentours de 18 500, et cela n'a pas bougé. D'autre part, il y a des échecs en cours de formation, des ruptures de parcours qui sont encore trop nombreuses.

Deux autres observations, il y a de nombreux illettrés, de plus en plus qui s'engagent dans le parcours de formation par alternance, notamment l'apprentissage. Le soutien que les CFA font auprès de ces jeunes est difficile parce que ce sont des jeunes qui rejettent le système scolaire, il faut donc trouver de nouvelles formes d'apprentissage, peut-être en se rapprochant de ce qui est expérimenté à l'école de la deuxième chance.

Enfin, les entreprises ont de plus en plus besoin d'emplois très qualifiés alors que les formations dispensées par les CFA se situent essentiellement au niveau 5 de formation, c'est-à-dire CAP, cela correspond aux jeunes qui sortent du système scolaire sans formation et il faut aider à établir un cursus CAP Licence Professionnelle qui permette de répondre aux besoins des entreprises.

D'autre part, il y a des métiers émergents qui ne trouvent pas de réponses en termes de formation par alternance, la problématique est double, parce qu'à l'heure actuelle les demandes ne sont pas suffisantes. Les formations sont montées en fonction des demandes des entreprises. Les entreprises tardent à mettre en œuvre de nouveaux métiers et préfèrent former leurs propres personnels en formation continue.

Voilà ce que je voulais dire, le zoomage du CESER sur une expérimentation de formation par alternance nouvelle porte sur des jeunes qui sortent sans qualification et qui sont très éloignés des acquis de base. Le système actuel de rattrapage un peu scolaire des CFA n'est peut-être pas adapté à ces jeunes ni aux salariés qui, dans le cadre d'une formation tout au long de la vie et d'une sécurisation des parcours professionnels, pourraient obtenir des qualifications par alternance. Aujourd'hui le système n'est pas parfait, il faudrait trouver d'autres issues.

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

Merci Janine LOIDI.

Pascal ASTRUC, au chapitre prolongation, le CESER propose une vision contrastée ; *« d'un côté, les effets d'une action enfin coordonnée entre les universités à travers le PRES, mais de l'autre une baisse du nombre de bacheliers et une proportion croissante d'enfants handicapés par une lecture inefficace »*, je cite le rapport. Comment, vous qui êtes par ailleurs Président de la FCPE 31, pensez-vous qu'on puisse éviter cette véritable fracture de la formation qui menace de s'élargir ?

**Monsieur Pascal ASTRUC**

Je crois qu'on est en matière de formation à la croisée de deux chemins, une tendance lourde qui depuis des années amène à une augmentation du niveau moyen de formation : en 1960, 13 % d'une classe d'âge arrivait au baccalauréat, en 1970, c'était 20 % pour arriver en 2010 à 64 %.

En Midi-Pyrénées depuis cinq ans on assiste à un chemin inverse ; en 2005, 66 % d'une classe d'âge accédait au baccalauréat, c'était une des meilleures régions françaises ; en 2010, on est à 62,1 %, avant-dernière région de France.

Aujourd'hui, je ne sais pas si c'est un signal faible, on est peut-être sur une rupture essentielle parce que derrière, toute la construction de la région consiste à investir sur l'économie de la connaissance.

Le CESER a noté cette problématique dans un avis adopté au mois d'octobre sur les sorties sans qualification dans lequel on a pointé que 3 500 à 4 000 jeunes chaque année sortaient du système éducatif sans qualification. Je ne sais pas si c'est une nouveauté, mais ce qui est très nouveau c'est l'angle de vue qui change et je pense qu'il est important de le changer, de regarder avant. Jusqu'à présent, on regardait ceux qui réussissaient, maintenant on regarde -parce que c'est dramatique pour eux- ceux qui ont des difficultés, parce que derrière ils ont d'autant plus de

difficultés à accéder à l'emploi. On a une rupture sur laquelle il va falloir travailler, surtout quand on regarde que dans le même temps, on a de plus en plus de réussite au baccalauréat, cela veut dire simplement qu'on est dans un système qui est de plus en plus sélectif, que les écarts se creusent entre les meilleurs et les laissés-pour-compte.

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

Merci Pascal ASTRUC, peut-être une réaction de la part de nos experts ? Fabienne GOUX-BAUDIMENT, ou Jacques LESOURNE ou Guy LOINGER si vous souhaitez réagir à ce que viennent de dire Janine LOIDI pour la Région et Pascal ASTRUC pour le CESER.

**Madame Fabienne GOUX-BAUDIMENT**

Je voudrais revenir sur la question de l'illettrisme, c'est un point majeur et certainement un facteur de rupture. Vous venez de parler de renversement de regard, c'est justement là qu'il faut renverser le regard : parce qu'une certaine catégorie de jeunes n'est pas capable de passer un type d'examen qui a été défini il y a 50 ans qui est le bac, immédiatement ils sont incapables et ils restent incapables pour la durée de leur vie alors que cela doit nous interroger sur notre capacité à communiquer des savoirs. Je ne vois pas d'opposition avec l'entrée dans l'ère de la connaissance, le bac n'est peut-être plus l'instrument le plus adapté à l'entrée dans l'ère de la connaissance.

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

On s'arrête là-dessus, vous allez complètement à contre-courant de ce qui se dit, les ministres qui viennent au 20 heures de TF1 expliquent avec une mine de cadavre que c'est épouvantable, que les petits Français ne maîtrisent plus la langue, ce qui est grave, la langue écrite. On vient d'apprendre qu'il fallait réhabiliter le calcul mental.

Ceci étant, pour vous ce sont des critères éculés, on a tort de se focaliser là-dessus comme étant des indicateurs d'un enseignement de qualité ?

**Madame Fabienne GOUX-BAUDIMENT**

On ne peut pas répondre en noir et blanc, il faut être un peu plus fin, mais dans l'ensemble je répondrai oui. Parce que je viens moi-même d'un système élitiste dans lequel ce sont ces valeurs qui priment, savoir s'exprimer correctement, savoir écrire correctement, calculer.

Quand je vais à Séoul où j'ai eu l'occasion de travailler pour la commission à l'Éducation du Président, je suis frappée de voir qu'ils ont exactement les mêmes problèmes, ce qui n'empêche pas la Corée d'être un des pays leaders dans le monde. Ils ont quasiment au chiffre près les mêmes problèmes que nous avons avec leur jeunesse. On ne peut pas ne pas s'interroger sur pourquoi une bonne partie des pays riches, mais vous retrouvez la même chose au Cameroun ou au Bénin, connaissent les mêmes problèmes avec leur jeunesse. Il faut donc arrêter de se mettre des œillères et accepter de regarder autrement, sinon on ne trouvera jamais la solution.

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

Merci, Jacques LESOURNE un commentaire ?

**Monsieur Jacques LESOURNE**

J'adhère à ce que vient de dire Fabienne, je voulais juste insister sur deux points complémentaires. Le fait d'avoir mis l'accent sur des universités de recherche, sur le deuxième et le troisième cycle d'enseignement supérieur n'implique pas que nous ayons un problème très important de premier cycle, c'est-à-dire des années post-baccalauréat dans certaines disciplines en particulier.

Ce n'est pas parce qu'on met l'accent sur un aspect du problème qui est essentiel qu'il faut pratiquement passer par pertes et profits un deuxième problème essentiel.

Ce deuxième problème essentiel est lié au fait que la société française, pour des raisons traditionnelles d'élitisme, de système de valeur de l'Éducation nationale a toujours traité de manière secondaire le problème de la formation professionnelle. On a toujours vécu dans le mythe que la France sera une société parfaite le jour où chaque enfant de six ans sera assuré d'avoir un doctorat. Malheureusement, je ne crois pas que ceci corresponde à aucune société concevable, ce n'est pas lié nécessairement à des questions d'égalité, mais cela montre que l'on a même en France détruit la partie de formation professionnelle qu'avaient construite des secteurs industriels pour homogénéiser la formation professionnelle sur une sorte de caricature de l'enseignement général.

On a beau faire, on n'arrive pas à inverser la tendance à un moment où par ailleurs les valeurs des jeunes générations changent. À cet égard, les régions peuvent avoir beaucoup d'importance. J'ai perdu un peu ma foi dans les possibilités de réforme venues du ministère lui-même tant la résistance sociologique à cela est beaucoup plus forte au sommet qu'elle ne l'est au niveau des enseignants dans des lycées technologiques. On entend des choses formidables quand on va se promener dans les lycées technologiques. Entre cela et la bureaucratie centrale, il est extrêmement difficile de faire l'inversion de valeur.

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

Merci, Guy LOINGER ?

**Monsieur Guy LOINGER**

Il y a une tendance dans ce pays à focaliser l'attention sur l'univers de l'économie et de l'intelligence, des fonctions intellectuelles à finalité cognitive en les détachant des pratiques du travail orienté vers la transformation physique des choses. L'une des conséquences, c'est que les délocalisations d'activités industrielles de type moyenne technologie ont tendance à fuir le pays pour aller dans les BRIC. Il y a un problème, la culture du travail industriel a tendance à se perdre, il y a aussi la question d'une implication de l'économie résidentielle sur tout un ensemble de métiers qui représentent un potentiel très important de débouchés pour de très nombreux jeunes.

***Monsieur Jean-Christophe GIESBERT***

Merci. On passe au quatrième et dernier sujet que nous avons décidé d'étudier, Claude DUPUY. Juste après cela, vous aurez la possibilité de répondre aux questions, on avait dit 12 heures 30, mais comme on a pris du retard, on se donne jusqu'à 13 heures. Ce qui nous laissera une bonne demi-heure d'échanges avec la salle ; en adoptant cette règle un peu contraignante et pas forcément facile à respecter sur un sujet aussi riche que la prospective, mais en veillant à poser des questions aussi concises que possible vous valant des réponses les plus concises également.

L'enseignement supérieur et la recherche avec Claude DUPUY qui est un modèle de concision.

***Monsieur Claude DUPUY***

Hervé OSSARD va venir nous en parler.

Nous avons eu une mauvaise nouvelle il y a quelques jours, Midi-Pyrénées n'a pas pu avoir le succès qu'on espérait sur l'appel à projet au titre du Grand Emprunt, un seul projet a été retenu sur 52. Je crains qu'on ait des difficultés à rester dans le peloton de tête de la recherche, si on ne revient pas sur des problèmes stratégiques. Alain COSTES nous a alertés il y a quelques jours dans La Dépêche du Midi en proposant certaines solutions, dont la création de plates-formes technologiques de haut niveau international...

***Monsieur Jean-Christophe GIESBERT***

Merci, on va demander à Jean TKACZUK qui est le Président de la Commission Recherche et Enseignement supérieur à la Région et à Hervé OSSARD, Président de la commission Recherche, Transfert, Innovation Énergie du CESER, de bien vouloir nous rejoindre pour répondre à une question, sachant Messieurs, Madame les experts que si vous souhaitez intervenir vous faites un petit signe et je vous passerai la parole.

Inquiétant ce que vient de décrire Claude DUPUY, une réaction sur ces 52 projets présentés pour le Grand Emprunt dont un seul a été retenu, vous êtes déçu, vous êtes inquiet ?

***Monsieur Jean TKACZUK***

Nous avons connu depuis 2007 une série de compétitions qui ont commencé avec l'établissement du CPER, ensuite le Plan Campus qui a été une nouvelle étape et aujourd'hui le Grand Emprunt.

Je crois que le résultat peut être pour l'instant décevant, il faut voir quelles seront les propositions du gouvernement et comment les choses vont évoluer dans son calendrier. Il faut rappeler aussi que les chercheurs et les universitaires qui ont été engagés dans ces compétitions étaient, au sortir de l'année 2010, totalement épuisés par rapport à l'énorme travail qui a été mené. De toute façon, on en gardera une richesse, cela a été l'occasion d'une profonde réflexion sur des orientations qui nous projetaient vers 2020, on était déjà dans la prospective. Déçu oui, sans espoir non.

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

Je reprends des termes du rapport qui me paraissent intéressants pour vous faire rebondir sur ce qui a été dit par cette commission, je prends le chapitre bifurcation et je lis « *derrière la locomotive de l'avionique et de l'espace, Midi-Pyrénées a préparé de longue date de futurs alternatifs anticipant une banalisation possible de ces produits, on pense à AIRBUS entre autres, et s'affirmant dans les domaines de la santé, des médicaments, des biotechnologies, des nanotechnologies, des nouveaux modes d'énergie.* »

Cela vous paraît-il être un rêve encore inaccessible ou au contraire une réalité en marche en Midi-Pyrénées, vous qui êtes le Président de la commission Recherche et Enseignement supérieur à la Région ?

**Monsieur Jean TKACZUK**

Un rêve, je pense qu'ici dans cette assemblée on est à même de rêver. Ce que disait Fabienne GOUX-BAUDIMENT tout à l'heure sur les personnes à qui on s'adresse, il s'agit de jeunes gens, les moins de 20 ans, une période que les plus de 20 ans ne peuvent pas connaître...

J'aurais une question à l'assemblée : qui est capable de citer trois auteurs de Mangas ? Qui a vu plus d'un film d'Ayako MIYASAKI ? Deux doigts se lèvent, bravo !

La question est là, on peut rêver mais ces jeunes gens dont nous parlons sont des jeunes gens qui travaillent en faisant de « putains » de fautes d'orthographe dans les SMS, c'est ce qu'il faut avoir en tête, ce sont eux qui vont faire ce monde...

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

L'exemple vient d'en haut pour les fautes d'orthographe...

**Monsieur Jean TKACZUK**

C'est vrai aussi. On les a pour certains formés à coup de QCM et on essaie de revenir en arrière.

L'autre point soulevé par la thématique précédente que je veux reprendre est cette fraction de jeunes qui sont arrivés au bac, fraction inférieure ici en Midi-Pyrénées par rapport à la moyenne des 72 % nationaux, qui pose le problème sur l'enseignement technologique. Tous ces éléments font un contexte important.

Un autre contexte important est qu'ici vous êtes dans un Conseil régional, nous n'avons pas de compétence Enseignement supérieur et Recherche, on exerce cette compétence de façon indirecte dans une vocation qui est celle de l'économie et de l'emploi. Nous avons tendance à regarder ce qui se passe du point de vue du transfert de l'innovation. À l'échelon au-dessus, au niveau national français, on parle de l'innovation, quand on parle des FP6 FP7 européens on a également des thématiques et des plates-formes de l'innovation, c'est l'innovation qui est à la tête de ce que souhaite faire l'Europe.

Qui fait dans le théorème de Lisbonne de la recherche fondamentale ? Là nous avons un gros problème.

Une fois que j'ai dit cela, je voudrais répondre à la question. Ce sont des points de blocage naturellement.

La question de la diversification, se diversifier par rapport à l'aéronautique et l'espace est un élément important. Je me souviens de deux jours qu'on avait passé



en 2005 avec le Président Pasqual MARAGALL qui venait de Barcelone, Président de la Catalogne, pour voir l'exemple de Midi-Pyrénées concernant le développement des biotechnologies dans notre région.

La santé, les biotechnologies sont importantes si l'on veut avoir la possibilité de faire autre chose que de l'aéronautique et de l'espace. On en fait naturellement, en physique en particulier les chercheurs de Midi-Pyrénées sont excellents ; dans la période, il y a eu + 14 % en nombre de publications dans le domaine de la physique et des nano en particulier.

Un des labex qui a été retenu est un nano au niveau du CEMES. On a fait un travail important au niveau européen dans les ERA-NET, un programme Interreg IV B existe en partie dans les nanos avec Interbio et un troisième est une candidature dans une compétition en cours.

Les nanos sont une piste importante pour Midi-Pyrénées avec tous les problèmes sociétaux que cela pose puisque le grand débat qu'on avait essayé de réaliser l'an passé ne s'est pas déroulé dans des conditions excellentes ; on a des problèmes dans le domaine de l'acceptabilité sociétale de ce que sont les nanos, parce que cela génère des fantasmes.

Deuxième point, la santé est un chemin que Midi-Pyrénées a pris avec le Cancéropôle, une idée de Philippe DOUSTE-BLAZY à l'époque qui est développée maintenant par le maire, Président de l'agglo, Pierre COHEN, on est engagé dans quelque chose d'important pour l'avenir.

Nous avons à considérer les choses du point de vue de la santé, pas seulement de la santé, mais de l'aspect industriel de la santé. Je veux faire allusion au problème de matériaux, les céramiques, le problème des logiciels, le problème des systèmes embarqués. Christophe NICOT est là, Directeur de MPI, on a fait un magnifique travail sur les systèmes embarqués en santé, il y a des pistes importantes du point de vue industriel et Midi-Pyrénées a parfaitement capacité à prendre sa chance dans ce domaine.

#### ***Monsieur Jean-Christophe GIESBERT***

Merci pour ce plaidoyer.

Hervé OSSARD, vous vous intéressez à la recherche au CESER mais je ne résiste pas à l'envie de vous amener sur votre terrain de prédilection qui est celui de l'agriculture. On n'en a pas beaucoup parlé et c'est un domaine très important capital pour Midi-Pyrénées qui est une des premières régions agricoles françaises.

Encore une fois en se référant au rapport de la commission Prospective, quel est selon vous le scénario qui se dessine pour l'agriculture, secteur clé de l'économie régionale ? Est-ce le déclin d'un modèle épuisé par la concurrence mondiale, une perte de rentabilité ou au contraire une nouvelle dynamique fondée sur la Recherche, l'innovation, une meilleure interaction agriculture-industrie, de nouveaux modes de production -cela a été évoqué par Jean-Claude FLAMANT tout à l'heure- plus respectueux de l'environnement et le développement de filières de qualité ? Dites-nous ce que vous pensez vraiment, parlez sans haine et sans crainte, et si vous êtes pessimiste, ne vous cachez pas.

#### ***Monsieur Hervé OSSARD***

Je vais prendre un exemple et ensuite expliquer l'idée générale. Les collègues qui font de la prospective prévoient plusieurs scénarios, mais ils ne nous disent pas lequel va se faire dans les vingt ans. Je pense qu'il y a une possibilité de continuer

à mettre de la recherche et de l'innovation, y compris dans ce qui apparaît comme un secteur primaire dans un jargon économique, dans la production agricole.

Si je prends l'exemple d'un produit comme le Roquefort qui a une bonne réputation, qui a une belle image, on peut dire qu'un certain nombre de producteurs dans la filière, depuis les éleveurs de brebis jusqu'aux industriels s'y retrouvent et on peut penser que les consommateurs s'y retrouvent aussi.

Si on prend ce produit-là, on ne se rend pas compte -et Jean-Claude FLAMANT connaît le sujet de la génétique bien mieux que moi- que ce sont vingt ans de recherche. S'il y a un produit comme celui-là à un moment donné sur nos tables, c'est parce qu'il y a eu une recherche et une innovation bien en amont.

Par rapport à des scénarios pour l'avenir, je ne ferai pas de pronostics pour savoir ce qui va dominer, mais si on n'en restait qu'à des productions agricoles de grand tonnage et de grande tendance, alors je n'hésiterai pas à répondre à votre question : on n'a pas, notamment cette région, la possibilité d'avoir un tel modèle productif et on pourrait annoncer un déclin.

Mais si on introduit et on continue à mettre de la recherche et de l'innovation, alors il y a une grande possibilité pour la région.



On parlait tout à l'heure de biotechnologies, c'est un mot dont on ne sait pas très bien ce qu'il cache derrière, la génétique animale et la génétique végétale font partie des biotechnologies d'hier, d'aujourd'hui, et si nous ne les acceptons pas pour demain, alors il y a danger. Sinon, il y a de grandes perspectives.

Pour l'agroalimentaire, c'est une possibilité pour l'avenir et si je puis me permettre cher Jean, la diversification est déjà faite. Il y a une image dans une partie des têtes que les emplois de cette région seraient en mono-

industrie, mais ce n'est pas vrai ; il y a plus d'emplois dans l'agroalimentaire, agriculture comprise, que dans n'importe quel secteur de la région. Je comprends qu'on n'arrive pas à faire passer ce message, mais ce message est vrai si on compte les emplois rémunérés. C'est un aspect très important pour l'avenir à 20 ans.

Jacques LESOURNE parlait des prix, je n'ai pas noté la phrase, mais en gros, les Français ne croient pas aux prix. Je comprends très bien ce que vous voulez dire, mais je vais prendre un exemple pour savoir quel est l'avenir à 20 ans et je vais rester sur des endroits où il faut de l'élevage puisque, pour le Roquefort, il faut quelques brebis.

Souvenez-vous du conflit du lait l'année dernière, on l'a moins dans ce genre de production ; ce qu'on sait moins -et Jean-Louis CHAUZY l'évoquait ce matin à propos des médecins pour les zones rurales- il y a d'autres docteurs qui manquent dans les zones rurales, ce sont les docteurs vétérinaires, en plus nous sommes ici dans un des quatre endroits en France où il y a une école vétérinaire.

Si les jeunes s'installent en ville plutôt qu'en zone rurale, c'est bien parce qu'ils anticipent qu'à vingt ans, ils travailleront moins s'ils sont en ville et ils gagneront mieux leur vie. Non seulement ils travailleront moins en étant en ville, mais ils se

lèveront très peu la nuit et ils travailleront très peu le week-end. Il faut beaucoup aimer les vaches et les brebis pour s'installer comme vétérinaire en zone rurale.

Derrière des questions de prospective à vingt ans, il faut se pencher sur ces questions, et si je puis me permettre mon cher Jean et pour tous les élus et le Président MALVY, je pense qu'ensemble on peut agir sur ce genre de questions. Il y a des choses qui sont proches du terrain et il faut se pencher sur ces questions sinon au bout d'un moment, on prend des risques que même sur des produits de qualité, même sur des produits sur lesquels il y a un marché, on n'ait pas les moyens de les produire. Pour qu'une filière entière vive, il faut qu'il y ait toutes les professions ; je suis d'une génération, je suis un agronome, où l'on savait quand on faisait des études d'agronomie ou des études vétérinaires, a priori qu'on allait travailler sur des questions qui intéressaient les zones rurales.

#### ***Monsieur Jean TKACZUK***

Hervé m'interpellait par rapport au nombre d'emplois, bien sûr que le nombre d'emplois peut être un critère ; Midi-Pyrénées étant une grande région agricole, cela va de soi que le nombre d'emplois dans le domaine de l'agriculture et de l'agroalimentaire est prééminent.

Je suis moi-même, vous le disiez tout à l'heure, un homme de santé, de la faculté de médecine de Toulouse, si l'on compte les emplois dans toutes les villes de Midi-Pyrénées liés à la santé dans le domaine de l'hospitalisation publique et privée, on a un nombre d'emplois important.

Par contre, lorsqu'on regarde les choses du point de vue de l'innovation et du transfert, mon cher Hervé, les choses sont beaucoup plus difficiles et comme tu le disais tout à l'heure, vingt ans de travaux de recherche pour le Roquefort, en biotech c'est justement un endroit où la mise de fonds est longue et peu assurée, très difficile. Nos PME en Midi-Pyrénées impliquent un transfert de technologies peu nombreuses, les PME de Midi-Pyrénées sont de petite taille, 90 % des PME font moins de 20 employés. Il faut regarder notre perspective par rapport à cette situation.

La situation capitaliste en Midi-Pyrénées est difficile, lorsqu'on regarde les grands groupes que sont Alstom, Airbus, ce sont des donneurs d'ordre du point de vue de la gouvernance qui sont hors de Midi-Pyrénées. Quand on revient en Midi-Pyrénées côté structure capitaliste, les choses sont difficiles. Quand on parle de semenciers, c'est souvent de la recherche de Midi-Pyrénées qui sert à développer des entreprises en Picardie, c'est un élément qu'il faut considérer en prospective.

#### ***Monsieur Jean-Christophe GIESBERT***

En ayant cet éclairage positif, Hervé OSSARD puisque vous êtes également très impliqué dans le pôle de compétitivité Agrimip Innovation, c'est un des pôles les plus performants au niveau français avec un nombre de dossiers labellisés au plan national, qui fait que c'est un des plus productifs avec de la création, souvent du maintien d'activité ou de la création d'activité.

Fabienne GOUX-BAUDIMENT, j'ai eu le sentiment que vous souhaitiez réagir...

**Madame Fabienne GOUX-BAUDIMENT**

Je ne suis pas capable non plus de vous dire quel sera le scénario à 2030, entendons-nous bien, par contre, on a quelques certitudes. Une de celles-ci qui nous vient de ce qui existe aujourd'hui, c'est le fait que l'innovation actuellement se situe à l'hybridation de domaines scientifiques différents.

À ce titre là, le représentant du MEDEF nous disait tout à l'heure, le problème de la robotique c'est qu'elle n'est passée dans le domaine de l'application industrielle, je crois que là vous venez de donner un exemple avec la santé. Le domaine de la santé a cette capacité d'hybridation, les robots infirmiers sont très développés et très usités en Asie, chez nous on a toujours cette espèce de phobie intégrale de la machine, mais ce serait un moyen de trouver une application tout à fait pertinente.

Deuxième élément dans le domaine de l'agriculture, elle peut trouver de nouveaux domaines d'innovation dans son application à la santé. Je ne parle pas du bio, je parle au contraire d'une industrie alimentaire orientée vers des éléments de diététique plus importants, l'obésité va nous y contraindre, il va bien falloir aller dans ce sens-là.

On a déjà deux champs d'hybridation qui sont extrêmement importants pour l'avenir.

**Débat avec la salle**

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

Merci on va passer aux questions de la salle, on va garder Jean TKACZUK et Hervé OSSARD s'ils veulent bien et tous les intervenants qui sont intervenus au cours de la matinée, nos experts, et les élus qui ont participé, du CESER ou de la Région, répondront à vos questions. Qui veut poser la première ? On vous demande d'être brefs pour que le maximum d'entre vous puisse s'exprimer.

**Question dans la salle**

Ma question est simple, il y a un mot qui n'est pratiquement pas venu dans les évolutions, c'est précarité. Le mode d'emploi et le mode de travail, l'organisation du travail fait que s'est développée la précarité et qu'elle a l'air de se poursuivre. Or cela va changer le mode de vie, le mode d'organisation, le mode de relation avec les entreprises ; j'avoue que je suis surpris que ce ne soit pas un des indicateurs sur lequel on pourrait voir les évolutions.

**Monsieur Jean-Claude LUGAN**

On ne l'a pas évoquée ici dans cette assemblée, mais dans le rapport complet la précarité est largement soulignée.

**Question dans la salle**

Ma question porte sur la présentation faite par MM LUGAN et FLAMANT, et je m'appuierai sur la remarque de MONSIEUR LESOURNE sur le fait qu'il regrettait qu'il n'y ait pas eu de chiffres pour différencier les scénarios qui ont été prévus de

1990 jusqu'à maintenant. Cela rejoint la question générale qu'on a à traiter aujourd'hui « Midi-Pyrénées, quels futurs pour 2030 ? ». En 1990, des objectifs avaient-ils été fixés pour Midi-Pyrénées sur l'horizon 2010 ? Ont-ils été atteints ? Y a-t-il eu des éléments comparatifs par rapport à la situation actuelle pour vérifier si les objectifs ont été atteints ?

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

Si vous pouvez garder un format de question pas plus long que cela, c'est parfait.

**Monsieur Jean-Claude LUGAN**

Je voudrais remercier très chaleureusement les grands témoins qui nous ont fait des suggestions critiques très utiles pour les chemins de 2030.

Il y a une première question : prospective normative ou prospective exploratoire ; je tiens à une position, le scénario normatif doit être dessiné ou choisi à partir d'une prospective exploratoire avec des décideurs qui mettront des stratégies de développement en place. Je ne crois pas que ce soit aux « prospectivistes » à choisir le scénario normatif.

Sur le problème de la quantification que posait le professeur LESOURNE, en 1990 nous avons des fonds de la Région et de l'État pour faire des études, des laboratoires en particulier d'économie, c'est pour cette raison qu'il y a eu un prisme économique qui a été très fort pour construire les scénarios, qui nous permettait de faire des études quantitatives. En deux ans, à raison d'une réunion par mois, c'était très difficile de ne pas aller dans le même format que le format initial. Pour les scénarios 2030, nous pouvons nous appuyer sur des documents publiés par le CESER par thématiques qui pourront nous apporter des éléments chiffrés.

**Monsieur Guy LOINGER**

Sur la question des objectifs, il ne faut pas oublier que dans les années 90 la prospective trouvait un relais « naturel » à travers les contrats de plan État-Région, autrement dit, même si le chiffrage n'était pas prévu dans l'exercice de prospective, il y avait d'une certaine manière un chiffrage dérivé à travers les contrats de plan État-Région, qui ont joué un rôle très important. Maintenant, je ne sais pas très bien où l'on en est : je crains que la culture des contrats de plan, dernier avatar de la planification stratégique d'État, ne disparaisse au profit d'opérations au coup par coup, ce qui aurait pour conséquence une perte de lisibilité du lien État-Région et par effet secondaire, un risque de moindre motivation des « grands acteurs » en faveur de l'activité de prospective.

Par rapport à la question de la capacité à atteindre un certain nombre d'objectifs, je dirai que dans plusieurs domaines, les objectifs ont non seulement été atteints, mais même largement dépassés, notamment dans la filière phare de l'aéronautique et de l'aérospatiale, alors que dans d'autres domaines, comme la cohésion sociale, le lien social, la question du « sociétal », on n'a probablement pas atteint les objectifs, à supposer qu'ils aient été affichés, ce qui n'est pas le cas, ou seulement partiellement, ce qui met en cause la question de l'évaluation de politiques publiques, dès lors que les enjeux ne sont pas clairement définis ex ante.

Sur un point important, l'évolution du poids relatif démographique de la métropole toulousaine par rapport à l'ensemble de l'espace régional, ce qui est une autre façon de reprendre la métaphore du croissant rose sur fond gris, l'agglomération toulousaine représente toujours environ près du tiers de la population régionale, (30%), soit nettement plus que le ratio Ile-de-France/France entière (métropole), lui-même déjà très élevé (19,5%). Est-ce, que cette quasi hégémonie de la métropole régionale sur son interland est une position acceptable dans la longue durée, notamment en terme de soutenabilité du mode d'occupation de l'espace régional, d'équilibre « villes-campagnes » ? Sur cette question de l'équilibrage de l'armature urbaine territoriale, il ne semble pas que l'on ait beaucoup avancé, sans doute parce que l'on a sous-estimé l'inertie des systèmes, malgré tous les effets entrepris pendant une vingtaine d'années pour desserrer le développement de l'agglomération centrale sur des pôles secondaires relais. Cet enjeu, il faut maintenant le reposer par rapport à un nouveau paradigme, celui du réchauffement climatique et de la précarisation énergétique. On voit bien que l'organisation de l'espace traduit des phénomènes d'inertie extrêmement lourds et difficiles à inverser, qu'il convient maintenant de reposer dans un contexte assez différent qui a pour effet, si l'on peut dire, de « dramatiser les enjeux ». C'est toute la question de la place de l'espace dans le cadre de la problématique dit du facteur 4 dans la période de transition que nous vivons actuellement, entre la période de l'énergie abondante et à faible coût des années 80/2000 et la période de l'énergie rare et chère vers laquelle nous allons dans les deux ou trois prochaines décennies.

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

MONSIEUR ROUFFET, vous représentez le GREP qui est le Groupe Régional d'Études Prospectives, j'imagine que c'est avec beaucoup d'intérêt que vous suivez ces travaux.

**Monsieur ROUFFET (GREP)**

Je vais vous rectifier un peu ; GREP veut dire Groupe de Recherche pour l'Éducation à la Prospective, c'est une association régionale qui existe depuis 25 ans, qui organise des conférences débat, des ateliers, des lectures croisées en particulier sur le thème de la prospective, et l'an dernier nous avons réalisé cinq conférences sur ce thème « vivre ensemble en Midi-Pyrénées dans 20 ans ».

Nous avons lu les documents préparatoires à ce colloque et les représentants du GREP interviendront en ateliers, je me contenterai maintenant de poser quatre questions. Cela va être très rapide.

On est très intéressé par la définition d'un nouveau paradigme pour la prospective à partir de 2010. Les trois questions sont : Premièrement, comment trouver un équilibre entre de la prospective territoriale là où se tisse le lien social, et ce qui est pour le moment essentiellement de la prévision sectorielle telle qu'elle nous a été exposée ?

La deuxième question ; il faudra bien un jour discuter des valeurs que les habitants de Midi-Pyrénées veulent mettre en priorité, et des moyens qu'on va se donner pour parvenir à concrétiser ces valeurs.

Troisièmement, ne doit-on pas intégrer dans la prospective la volonté de mieux associer les habitants de la région à la vie commune, ceci nous semble un facteur

essentiel du mieux-être de la région et c'est bien là le but que nous poursuivons tous.

***Madame Fabienne GOUX-BAUDIMENT***

Ce serait un peu long de vous donner une réponse pleine et entière. Je vais essayer de donner une seule réponse à ces trois questions. Cela revient à ce que je disais tout à l'heure en matière de prospective normative. Jusqu'à présent, vous n'avez qu'un seul des piliers de la prospective qui est l'instrument de réflexion : le CESER, qui est l'équivalent d'un « Think-Tank », une institution de pensée de la prospective sous un angle très spécifique qui est l'angle exploratoire.

Mais quand vous avez fait cela, vous avez fait une partie du chemin, mais pas la partie la plus importante qui amène à la décision publique. Or, aujourd'hui ce qui vous manque, c'est un instrument de prospective normative qui, à partir d'une réflexion avec les habitants, avec les acteurs locaux sur la base des valeurs, des choix, des attentes, des aspirations, permettrait de définir un cap à un horizon donné avec les politiques publiques et privées assorties.

***Monsieur Jacques LESOURNE***

Ce sont des questions importantes et difficiles. Vous avez parlé des valeurs que veulent se donner les personnes de Midi-Pyrénées, question importante et justifiée. Néanmoins en se posant cette question, elles ne peuvent pas oublier qu'elles font partie d'autres espaces, elles ne peuvent pas penser qu'elles pourront poursuivre des valeurs différentes de celles de l'Ile-de-France ou de la Bretagne ou plus largement d'autres régions d'Europe et en particulier - supposons qu'elles aient des systèmes de valeur profondément différents - il faut bien qu'elles assument les conséquences de ce choix de systèmes de valeurs. En ayant dans certaines régions de France des vraies résistances à l'égard du développement des OGM, il faut bien être conscient que cela n'empêche pas le développement des OGM à l'échelle mondiale et que cela entraîne que tous les semenciers français doivent ou faire leurs recherches ailleurs, ou considérer qu'ils disparaîtront comme groupes industriels.

Du point de vue éthique, c'est un choix admissible, parfaitement concevable, je ne me place pas sur ce plan-là. Je dis que si on le prend comme un problème fermé, comme un problème paroissial, indépendamment de l'appartenance au monde, on occulte une partie très importante de la question.

***Madame Cécile VALVERDE***

Mon intervention se situe en qualité de Vice-Présidente du Conseil de développement de l'Agglomération toulousaine. La préoccupation qui domine nos travaux, c'est de dire que l'agglomération toulousaine ne peut se concevoir seulement pour elle-même. Il a été évoqué la dualité ruralité-métropole et c'est dans ce sens que je voudrais intervenir. Par exemple, sur les infrastructures de transport et d'autres domaines, la fonction de l'agglomération est très importante dans le développement de la région. Il est indéniable sur les pôles de compétitivité qui sont trois domaines clés pour l'économie régionale.

Un aspect singulier de l'agglomération toulousaine, c'est la menace qui pèse sur l'agriculture par la progression inexorable de l'urbain sur le foncier. On n'en parle pas beaucoup, mais cela préoccupe énormément le Conseil de développement et nous pensons qu'un changement de regard peut inverser le processus. La ville doit intégrer les fonctions productives de l'agriculture, les fonctions sociales, culturelles et paysagères. Il nous semble qu'un nouveau contrat social ville-campagne devrait permettre de développer une nouvelle complémentarité, une dynamique partagée.

Je vais m'arrêter bientôt, mais parmi les sujets de réflexion, le Conseil de Développement se préoccupe aussi de la valorisation des innovations technologiques et économiques au service d'une économie sociale et solidaire. L'innovation sociale est au cœur du débat pour assurer l'équilibre de la ville et de ses habitants dans leur diversité, tout autant qu'une culture partagée des évolutions. Vous voyez par ces quelques mots quelles sont les préoccupations du CODEV et combien cette démarche prospective du CESER nous intéresse ainsi que les débats du jour.

***Monsieur Jean-Christophe GIESBERT***

Merci Madame, on va demander à Françoise DEDIEU CASTIES et Michel BERTHOUMIEUX de réagir. Quelque chose que j'ai trouvé intéressant parmi toutes les propositions, celle d'une sorte de contrat entre l'urbain et le rural, contrat ville-campagne.

***Madame Françoise DEDIEU CASTIES***

Merci Madame de me permettre de rebondir par rapport à l'intervention que j'aurais pu faire si j'avais eu plus de temps. Nous avons eu l'occasion déjà de parler de cette problématique au sein de la commission Environnement Couronne verte de l'Inter-SCOT de l'agglomération toulousaine et cette relation entre la ville et la campagne, la place de l'agriculture périurbaine, la place de l'agriculture en milieu rural, l'utilisation et les conflits d'intérêts par rapport à l'utilisation de l'espace, sont des problématiques sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir.

***Monsieur Michel BERTHOUMIEUX***

Je ne sais pas si cette dualité ville-campagne est une réalité en Midi-Pyrénées dans la mesure où l'on a des agglomérations, il y a un polycentrisme, même si le poids de la métropole est très fort. Au niveau de ces agglomérations, il n'y a pas de coordination des politiques, c'est assez net. Il y a eu des tentatives de coordination des grands exécutifs régionaux avec la médiation des Conseils généraux qui viennent un peu troubler la discussion pour avoir une politique d'intérêt départemental plutôt qu'une réelle politique régionale visant à rééquilibrer. Donc dualité ville-campagne peut-être, mais la convention telle que vous la proposez, je ne vois pas avec cela pourrait se passer sinon avec les professions agricoles ou les grands propriétaires fonciers...



**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

On va donner la parole à MONSIEUR BAYLAC et peut-être aussi s'il le souhaite à Michel DOLIGE, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Gers et par ailleurs Trésorier de MPE (Midi-Pyrénées Expansion). Il y a quand même des choses qui bougent dans ce domaine, notamment entre les Inter-SCOT toulousains et un certain nombre de territoires, je pense à ce qui se passe entre le Grand Toulouse et le Gers et on pourrait dire la même chose avec le Tarn, et le Tarn-et-Garonne. On n'en est peut-être pas au stade de la convention ville-campagne, mais il y a des relations de plus en plus denses entre les territoires urbains et les territoires de campagne, même si pour l'instant, Michel BAYLAC vous qui présidez une Communauté de communes, c'est à l'échelle institutionnelle.

**Monsieur Michel BAYLAC**

Je ne voudrais pas anticiper sur les travaux de cet après-midi, ce sera à l'ordre du jour, je souhaite saluer cette volonté de relier de manière plus homogène et plus interactive l'urbain et le rural. On n'a peut-être pas perçu certains signaux trop faibles, mais il existe déjà des relations de travail ; outre la présidence de la Communauté de communes, je préside aussi un outil qui s'appelle la SAFER ; il y a au moins une vingtaine d'années, on avait initié déjà des actions dans ce sens-là en ceinture toulousaine avec le SICOVAL. On avait imaginé des ceintures vertes, des terrains pour bâtir, pour se développer. On avait déjà développé le bien-vivre ensemble, ce n'était qu'un laboratoire, je vous l'accorde et je crois qu'il faut peut-être passer à la vitesse supérieure. Les réunions qui ont eu lieu la semaine dernière au niveau de l'Inter-SCOT me donnent le moral pour l'avenir ; la préservation des terres agricoles est bien rentrée dans les consciences, une terre agricole n'est pas une terre libre de droits.

**Monsieur Michel DOLIGE**

Il y a toujours eu un problème entre Toulouse et les villes autour, on voit d'ailleurs dans les pôles qu'on favorise toujours les Toulousains plutôt que les gens de la campagne et je le regrette.

Il y a vingt ans, beaucoup de métiers n'existaient pas, de la même façon qu'en 2030 de nouveaux métiers vont se présenter à nous, techniques, industriels, agricoles... Si quelqu'un pouvait nous d'aider pour qu'on ait des idées pour promouvoir nos départements et notre région...

Heureusement qu'il va y avoir des 2 fois 2 voies qui vont pouvoir ouvrir les routes, tout le monde sait où est le Gers, mais il n'y a pas de routes, tout cela va nous permettre d'industrialiser nos départements. On voit que les villes qui ont des autoroutes, Albi, Cahors, Tarbes, sont beaucoup plus développées que le Gers.

**Monsieur Jean-Claude FLAMANT**

De façon anecdotique, une question a été posée : pourquoi le fond gris a été dit gris ? Il y a une anecdote : dans le document primitif, c'était « croissant rose sur fond vert ». Mais nous étions en période électorale au Conseil régional et cela a pris soudain une connotation à laquelle nous n'avions pas pensé, donc on a dit « fond gris ».

Autre élément anecdotique concernant la formation professionnelle et le secteur agricole : j'ai animé récemment un colloque au ministère de l'Agriculture où l'enseignement agricole présentait ses performances et ses filières à l'Éducation nationale avec des élèves des lycées agricoles présents, des jeunes qui s'étaient engagés dans l'apprentissage. Ils étaient hyper heureux de s'être engagés de cette manière-là, mais au prix d'être soumis à des appréciations négatives et péjoratives de la part de leur entourage parce qu'ils avaient fait le choix de cette voie-là. Il y a dans la société une image générale qui n'est pas du tout favorable à cette orientation.

Outre le fait que ces métiers présentent une pénibilité, un temps de travail important, la simplification du travail est un facteur très fort d'évolution en matière agricole ; d'où une évolution très forte vers les productions de grandes cultures spécialisées. C'est pourquoi dans une des bifurcations que nous avons identifiées, la diversité de l'agriculture de Midi-Pyrénées disparaît, par contre l'industrie agroalimentaire peut être toujours prospère, car elle importera des biens de l'étranger et éventuellement elle produira des produits typiques de Midi-Pyrénées. C'est un paradoxe.

#### ***Monsieur Jean-Claude LUGAN***

Sur Rats des villes et Rats des champs qui était une étude prospective du CESER s'inspirant de La Fontaine, je crois qu'il y a des confusions à ne pas commettre ; les rapports villes-agriculture sont une chose, les rapports urbain rural autre chose, les rapports espaces urbains-espaces ruraux encore autre chose. Nous avons vu qu'il y avait des discontinuités et aussi de très fortes continuités. Le clivage conceptuel ville -campagne est à mon sens dépassé.

#### ***Monsieur Jean TKAZUCK***

Je voulais continuer sur la même idée, on ne peut pas limiter les relations entre la métropole et sa région aux questions de ruralité, d'espaces et de paysages. Il faut également regarder les choses du point de vue d'éléments que nous discutons en ce moment dans le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche par rapport aux problèmes d'équilibre entre les pôles d'enseignement que nous avons, les problèmes de relations avec l'aspect industriel, comment on stabilise les choses du point de vue industriel. Il ne s'agit pas uniquement de préserver les espaces agricoles, il faut également penser à tous ces éléments qui sont fondamentaux.

On disait que dans le bilan de ce qui avait pu être réalisé depuis 1990 jusqu'à aujourd'hui, des choses avaient réussi et d'autres moins ; en termes d'Inter-SCOT, il y a des avancées ; concernant l'enseignement supérieur, on n'a pas tout à fait réussi je pense.

#### ***Monsieur Jean-Christophe GIESBERT***

Ce sera le mot de la fin. On vous souhaite à tous bon appétit. Je demande à Claude DUPUY de décrire un peu le déroulement de l'après-midi, notamment le déroulement des ateliers auxquels vous allez participer.

***Monsieur Claude DUPUY***

Les ateliers démarrent à 14 heures, il y a trois ateliers, ils sont fléchés. Pour réfléchir pendant le repas, imprégnez-vous de la définition de ce que peuvent être les signaux faibles et les signaux forts. Merci, à tout à l'heure.

Il y aura un atelier ici, en salle Gascogne et le dernier salle Comminges.



## PAROLE AUX PERSONNALITÉS EXTÉRIEURES

### *Monsieur Jean-Christophe GIESBERT*

Merci de prendre place pour la fin de cette journée de travail, je vais demander à nos trois experts, qui nous ont fait l'amitié d'être présents avec nous et de porter un éclairage critique et très constructif sur notre démarche, de nous rejoindre.

Pour commencer, je vais demander à Jacques LESOURNE de bien vouloir ouvrir cette séance au cours de laquelle les trois intervenants vont prendre la parole.

Jacques LESOURNE, je sais que vous avez participé à l'atelier consacré à la recherche et que bien au-delà, vous souhaitez nous entretenir de vos réflexions qui se sont développées au cours de la journée. Vous allez nous parler des dynamiques rapides et des dynamiques lentes. Vous avez moins de quinze minutes pour nous présenter cela. Ce n'est qu'une partie, vous avez beaucoup d'autres choses à nous dire qui sont très intéressantes, on vous écoute.

### *Monsieur Jacques LESOURNE*

Quinze minutes, c'est royal ! J'ai pensé que pour cette intervention de deuxième moitié de l'après-midi, il était intéressant de revenir sur quelques thèmes importants que l'on trouve constamment dans la réflexion prospective. J'en ai choisi quatre qui peuvent trouver leur application dans les débats d'aujourd'hui.

Le prospectiviste a souvent à se poser la question de savoir s'il est en face d'une dynamique rapide ou d'une dynamique lente. Par exemple, lorsqu'est arrivé le premier choc pétrolier, certains se sont dits c'est la fin du pétrole, on va se trouver confronté très vite à la rareté du pétrole, il faut envisager un changement du bilan de l'énergie mondiale. Certains spécialistes de l'énergie ont répondu, oui c'est vrai, on a déjà eu plusieurs changements de la source d'énergie primaire fondamentale dans le monde, on a eu le charbon qui a remplacé le bois à la fin du dix-huitième siècle, ensuite on a eu l'apparition du pétrole puis de l'électricité comme source secondaire et peut-être que maintenant nous allons entrer dans la diminution de l'importance des énergies fossiles. C'était en 1970 et nous sommes en 2010.

Je ne dis pas que dans cette période il n'y a pas eu des transformations dans la structure énergétique mondiale, mais il s'est écoulé 40 ans. Même si, pendant ces 40 ans, la quantité d'énergie consommée par point de Produit Intérieur Brut a baissé dans tous les pays, mais on est en face d'une dynamique longue.

Par contre, quelquefois comme dans l'informatique, une fois que la société est relativement informatisée, que par exemple la loi de Moore joue complètement, on est en face de dynamiques extraordinairement rapides puisque de nouveaux outils, de nouvelles possibilités apparaissent avant même que les vieilles générations aient commencé à assimiler les précédentes. C'est un des points que je voulais soulever, parce que si on veut traiter comme dynamique rapide des choses qui sont à dynamique lente ou vice-versa, on peut arriver à des scénarios ou à des recommandations, même politiques, qui ne sont pas adéquates.

Ma deuxième remarque est que pour penser l'avenir, il faut aussi savoir de temps en temps s'abstraire du vocabulaire du passé. J'ai entendu plusieurs fois parler de

désindustrialisation, c'est vrai qu'il y a des industries qui disparaissent, mais quand on oppose industries et services, on oublie que la notion même d'industrie et la notion même de services sont en train de se transformer. Beaucoup des industries modernes sont en même temps des pourvoyeuses de services, je pense à ces aviateurs qui ont comme service à leurs clients l'entretien à distance ou l'enregistrement à distance de l'état des moteurs, de leurs avions.

On pourrait prendre beaucoup d'autres exemples. Si l'on reste dans l'avion, le lien entre les logiciels de description en 3D des avions, qui permettent de travailler rapidement, a joué un rôle dans la mise au point du Falcone ou dans le retard de l'A380. Cette idée que nous vivons sur des catégories qui sont héritées du passé est une chose dont le prospectiviste doit se libérer.

Vous pouvez, si cela vous amuse, chercher dans le Littré ce qu'il y a en face du mot industrie et vous découvrirez que c'est tout autre chose que ce que nous avons appelé l'industrie au temps de la grande ère industrielle.

Mon troisième point, c'est la nécessité de prendre conscience des adaptations, des réactions des systèmes sous l'influence des contraintes, sous l'influence des prix quand on fait de la prospective. Je vais prendre un exemple simple, vous prenez une matière première, par exemple le cuivre, vous regardez l'état des réserves, vous regardez combien on consomme et combien on extrait de cuivre par an, vous divisez l'état des réserves par la quantité de cuivre que l'on extrait par an et vous dites, il reste du cuivre pour 25, 30 ans, 35 ans. Vous trouvez un chiffre, évidemment qui est en général un chiffre faible et vous dites on va manquer de cuivre.

C'est un raisonnement qui peut être juste, mais qui a beaucoup de chance d'être faux ; pourquoi ? D'abord, les industriels ne cherchent pas des réserves tant qu'ils en ont, et les réserves ne sont pas les ressources.

Les ressources exploitables dépendent du prix que l'on se donne pour exploiter. Lorsqu'on pense que la demande d'une ressource augmente, le prix va augmenter puisqu'au début l'offre sera la même, on va mettre en exploitation des mines que l'on ne



mettait pas en exploitation, on va s'intéresser à des ressources auxquelles on n'avait pas réfléchi, on va s'interroger sur des substitutions entre cette matière première et une autre matière première, tout le système va s'adapter et se transformer. Au premier temps de l'électricité, les distributions électriques étaient en cuivre, il y a belle lurette qu'on n'utilise plus le cuivre ou rarement pour des opérations de ce genre.

On a d'ailleurs un exemple très intéressant en ce moment, vous pourriez penser que ce que je dis manque totalement d'actualité, mais c'est l'histoire des terres rares. Récemment, il y a eu un problème de terres rares entre la Chine et le Japon, du coup on s'aperçoit que les terres rares qui sont 17 éléments de la classification

de Mendeleïev, en général peu connus, sont importantes et la Chine a une position prépondérante dans la production de terres rares.

Quand on regarde dans le passé, on s'aperçoit qu'il y a 25 ans, ce n'était pas du tout la même situation : la Chine était beaucoup moins développée, il y avait en Californie des mines importantes de terres rares. Mais les mines de terres rares sont tout à fait mauvaises pour l'environnement, les lois de Californie font qu'on a fermé les mines américaines. Naturellement, 95 % de la production est maintenant chinoise, on ne s'occupe pas tellement de savoir si les conditions imposées en Californie pour exploiter les terres rares sont employées en Chine, les conditions géologiques ne sont d'ailleurs peut-être pas les mêmes.

Maintenant on est en train de préparer la récréation de mines de production de terres rares aux États-Unis parce que les États-Unis pensent que cette situation est une situation dangereuse.

Si je prends ces exemples, ce n'est pas pour prendre parti pour les partisans de la rareté ou de la non-rareté, c'est pour dire qu'il faut toujours se poser le problème de la substitution, le problème des changements. Vous dites « on voudrait que les gens soient plus économes en matière d'énergie », il n'est pas sûr que les exhortations à ce qu'ils le fassent soient aussi efficaces qu'une augmentation du prix de l'énergie. Par ailleurs, on ne peut pas raisonner à technologie constante, le photovoltaïque fait progressivement des progrès alors que son coût est encore exorbitant par rapport aux sources normales d'énergie.

C'est une forme d'esprit un peu spéciale qu'il faut pratiquer quand on est prospectiviste pour remettre en cause constamment des notions qui paraissent bien établies et qui vont cesser de l'être et simultanément tenir compte de ces substitutions qui se font par des contraintes, des réglementations, des mouvements d'opinion, les prix, les revenus. Par exemple, si l'on discute aussi de l'évolution de l'économie du don dans nos sociétés, elle peut être influencée aussi par les niveaux de vie d'une partie de nos concitoyens.

Mon dernier point est un sujet qu'on a un peu abordé ce matin, que Fabienne GOUX-BAUDIMENT a mentionné : comment passer du prospectiviste au décideur. C'est un problème toujours difficile parce que le décideur et le prospectiviste ne sont pas dans les mêmes horizons de temps, ils n'ont pas les mêmes contraintes, ils n'ont pas les mêmes préoccupations.

Qu'attend-on de la prospective et que peut-on attendre de colloques comme celui-là qui réunissent des personnes qui s'interrogent sur le sujet, mais qui constituent un public plus large que les prospectivistes et parmi lesquelles il y a un certain nombre de décideurs ? La première chose importante, on attend progressivement à partir de faits, de rétrospectives et d'analyses précises une certaine compréhension des problèmes en face desquels on est.

Je me rappelle un débat dans ma jeunesse qui m'avait beaucoup marqué, le fondateur de L'Oréal à l'époque, le père de Mme BETTENCOURT, avait lancé l'idée d'un impôt sur l'énergie. On connaît les consommations d'énergie, on taxe, on a besoin d'énergie et il n'y a plus besoin de tous ces problèmes d'impôts sur les revenus, sur la fortune. J'ai assisté à un débat, j'étais tout jeune, je ne parlais pas, j'écoutais et au beau milieu de ce débat quelqu'un qui avait un poste assez important dans un mouvement patronal, je ne dirai pas lequel ce serait désobligeant pour le secteur qu'il représentait, a dit « pourquoi on n'essaie pas une

année l'impôt sur l'énergie ». Cet homme avait une idée assez simpliste de ce qu'est l'organisation du système fiscal d'un pays développé avec toutes ses complexités, tous les problèmes que cela pose.

La prospective est un moyen de communiquer, ce n'est pas nécessairement un accord sur les fins, cela ne veut pas dire que les scénarios préférés par les uns et les autres sont les mêmes, cela ne veut pas dire qu'on attache la même importance à différents types de risques, mais cela veut dire qu'un consensus peut progressivement s'élaborer pour la discussion.

Lorsque des problèmes inattendus arrivent, la réaction des décideurs est beaucoup plus rapide s'ils se sont accoutumés aux types de questions auxquelles ils peuvent avoir à faire face. On est beaucoup plus rapide dans la réaction, dans la maîtrise, dans les précautions qu'on ne le serait autrement, même si on n'est pas d'accord sur les fins, il y a beaucoup d'intérêt à ce qu'il y ait des échanges autour de la prospective.

Arriver à un consensus sur les grands paramètres qui peuvent conditionner l'avenir demande un gros effort de la part des décideurs, un gros effort de la part des prospectivistes, certains d'entre eux vivent dans leurs écrits. Certains hommes politiques vivent tellement dans l'instant qu'un Premier ministre britannique disait même « en politique, une semaine c'est vraiment une longue période ». Il faut que les uns et les autres se parlent, s'écoutent et discutent ensemble. A l'homme politique d'intégrer dans sa pensée ce qu'il apprend ainsi. Merci.

#### ***Monsieur Jean-Christophe GIESBERT***

Fabienne GOUX-BAUDIMENT, vous allez nous parler de transition et aborder la question des enjeux thématiques, des enjeux systémiques et des enjeux globaux qui a été débattue toute la journée, y compris dans un atelier auquel vous avez participé.

#### ***Madame Fabienne GOUX-BAUDIMENT***

J'ai assisté à l'atelier sur l'éducation. Mais avant d'entrer dans le vif du sujet, je vais faire ce qui va vous sembler être tout d'abord une digression ; vous allez voir ensuite que les deux sujets sont intimement liés. Pour cela, je vais terminer ce que j'ai commencé à vous dire ce matin, à savoir que nous vivons dans une période assez particulière de l'Histoire, dite de transition. On m'a posé la question « transition entre quoi et quoi ? ». Une transition entre le monde que nous connaissons et un monde nouveau dont nous ne voyons apparaître que les prémices. Cette transition n'est pas simplement technologique, elle est qualifiée par les plus grands penseurs, comme Edgar MORIN, de transition civilisationnelle.

Les fondamentaux du monde dans lequel nous vivons actuellement ont été posés il y a à peu près trois millénaires. Fondamentaux en matière d'économie et d'échange, en matière de sciences politiques et de gouvernement des sociétés, en matière d'éducation et de transmission des savoirs, en matière d'outils de production. Les millénaires suivants ont été consacrés au développement des fondamentaux posés durant la plus haute Antiquité. Si vous étudiez l'Histoire avec attention, vous verrez qu'on n'a finalement rien inventé de vraiment neuf dans ces domaines, exception faite des technologies. Nous avons peaufiné, exploré des champs de savoir découverts ou créés à cette époque, mais nous n'avons pas



révolutionné ces fondamentaux, comme la famille, le pouvoir, les relations homme-femme, etc.

Dès les années 1920, un grand sociologue russe, Pitirim SOROKIN, a commencé à dire qu'on ne pourrait pas continuer longtemps comme cela, qu'il y avait des signaux faibles, puis des signaux forts, puis des tendances, qui montraient que nous allions changer. Non pas changer un peu, mais changer drastiquement. Un changement non seulement de paradigme, mais un véritable changement d'univers, univers de pensée, univers du réel. Il en a publié en 1941 un remarquable ouvrage qui semble curieusement n'avoir jamais été traduit en français, « La crise de notre époque ». Mais on a oublié ce point de vue jusqu'à ce que le physicien Fritjof CAPRA dans les années 1980 recommence à en parler avec son fameux livre « Le Temps du Changement ». A partir de là, toute une littérature a émergé sur la notion de ce qu'on appelle désormais la Transition (ou Grande Transition).

Nous savons maintenant que nous sommes dans une phase de transition entre un monde qu'on pourrait qualifier de 1.0 –c'est-à-dire la version 1 qui aurait commencé au Néolithique– et un monde qui serait le 3.0 (version 3) dont personne sur terre n'est capable aujourd'hui de dire ce qu'il sera ou à quoi il ressemblera. Tout ce que nous savons, c'est que nous sommes en train de vivre une période de transition longue (le monde 2.0), qui aura duré deux siècles, peut-être trois, avant que ce nouveau monde ne soit en place, avant que les paradigmes aient complètement changé et qu'un nouvel âge de l'humanité ait pleinement commencé.

Pendant ce temps, nous avons à vivre avec, simultanément, des représentations totalement obsolètes du monde et des ferments de devenir qui n'obéissent déjà plus aux règles anciennes, mais que nous ne savons pas interpréter, dont nous ne savons pas parler autrement qu'à travers nos paradigmes anciens.

Cela explique en grande partie ce que j'ai entendu dans l'atelier sur l'Éducation : l'expression d'un malaise profond à tous les niveaux, sans vraiment pouvoir le définir ou en brosser les contours, malaise des enseignants, des structures éducatives, des parents d'élèves, etc. Un malaise généralisé qui puise sa source dans cette perception intuitive de l'inadéquation de ce qui existe au regard de ce qui devrait exister.

Ce phénomène de transition nous impose en effet un devoir d'immense humilité. Il nous faut admettre tout d'abord l'existence d'une toile de fond de notre devenir composée de phénomènes structurants de long terme qu'il faut identifier, puis prendre en compte, qu'ils nous plaisent ou non. À ce titre figurent la convergence, la mondialisation, l'osmose croissante homme - machine, l'hybridation des savoirs et techniques, etc. Leur développement futur ne sera pas linéaire mais vraisemblablement exponentiel, tout en passant par des hauts et des bas ; c'est la voie qui se dessine pour le futur 2.0.

Parallèlement, un nombre croissant de champs de savoirs et de représentations sont en train de devenir complètement obsolètes. Mais on ne peut prédire la rapidité avec laquelle cela affectera ce que nous sommes en train de faire aujourd'hui, dans nos domaines d'activité, dans nos manières de penser.

Nous savons seulement que certains de ces concepts ne sont plus déjà opératoires. Cependant nous n'arrivons pas à les abandonner parce qu'ils ont formaté nos manières de penser depuis notre plus tendre enfance, parce que c'est tellement difficile de changer. Il suffit de nous regarder entre nous : la moyenne d'âge des gens qui sont ici est de l'ordre de la cinquantaine. C'est facile de dire « à 50 ans,

je suis jeune, je suis en forme, je suis bien dans mon corps », mais ce demi-siècle pèse sur nos neurones, il pèse sur nos manières de concevoir le monde. Il induit cette rigidité intellectuelle qui nous empêche de regarder les choses telles qu'elles sont en train de devenir.

Si je devais vous appeler à un effort de prospective, je vous appellerais surtout à un effort de souplesse de vos neurones, souplesse dans le regard sur le monde et surtout tolérance envers les idées qui sont différentes. Dans cet atelier, j'ai entendu beaucoup de crispation, beaucoup de dureté tant de ceux qui voulaient que cela change plus vite et plus en profondeur que de ceux qui étaient cramponnés, crispés sur leurs acquis dans tous les sens du terme.

Jacques LESOURNE a eu un mot excellent ce matin, en nous disant « le monde ne nous appartient pas », nous ne pouvons pas imposer notre décision au monde. Nous sommes effectivement en train de comprendre non seulement que notre espèce est mortelle, mais aussi que, d'une certaine manière, ce monde ne nous appartient pas. Plus nous en prendrons conscience, plus nous serons capables d'évoluer et de faire évoluer à la fois nos structures mentales, nos structures sociétales et nos structures politiques. Mais ce n'est certainement pas en nous crispant, comme nous le faisons actuellement, que nous pourrons avancer.

En ayant attentivement écouté ce qui se disait dans l'atelier Education, j'en suis venue à me dire qu'il était nécessaire que je revienne sur ce changement de paradigme évoqué en introduction. Lorsque je me suis interrogée sur les raisons de cette nécessité, j'en ai perçues trois que j'aimerais partager avec vous.

La première raison est la peur. Il y a quelques années est sorti un ouvrage sur la Société de la Peur, qui pouvait paraître exagéré. Aujourd'hui pourtant, où que l'on se tourne, cette peur est suintante, c'est la peur de l'Autre, c'est la peur du chômage, des nouvelles technologies, la peur d'un monde qui va beaucoup plus vite que nos capacités d'adaptation. C'est la peur aussi qui naît de cette sensation que « c'est vrai » : nous sommes en train de changer, la civilisation est en train de changer. On ne veut pas l'admettre parce que c'est quelque chose de trop gros, de trop énorme et que l'on n'est pas prêt à affronter cela. Il va nous falloir des générations pour faire face à ce changement-là.

Dans l'immédiat, notre mode de réaction est la peur parce que nous sommes une espèce animale, des animaux avancés, certes, mais dont les réflexes sont encore primaires. Car la première condition de survie d'un animal est sa capacité à éprouver de la peur ; peut-être est-ce parce que nous nous sentons menacés dans notre survie-même, que nous avons si peur.

La deuxième raison est le respect. J'avoue en effet avoir été choquée, dans cet atelier, d'entendre des brouhahas continus de conversation pendant que les orateurs parlaient. Habituellement, je trouve déjà inacceptable cet irrespect total de la parole de l'autre. Mais lorsqu'il s'agit d'un milieu humain investi dans la formation, dans l'enseignement, dans ce qui devrait être l'écoute des autres, cela me choque encore plus. Ce changement de paradigme en cours devrait nous conduire à nous questionner sur ce qu'est le respect –respect de l'autre, respect de la parole, respect de la différence, respect de l'altérité– et sur la place qu'il devrait occuper dans notre existence.

La troisième raison est une interrogation de fond sur le contenu même de l'éducation : finalement, que sommes-nous en train de faire avec ces jeunes dont nous avons parlés pendant deux heures ? Quelques-uns ont dit : « on les nourrit ». Je n'ai pas l'impression qu'on les nourrisse mais plutôt qu'on les gave. J'enseigne depuis plus de 15 ans dans un Master 2 à l'Institut des sciences et des techniques

de l'Ingénieur d'Angers et je vois se multiplier le nombre d'enseignements, chacun de plus en plus réduit ; ils finiront par avoir cinq heures de cours par matière et 30 matières dans le semestre. Est-ce cela la formation ? Est-ce la bonne manière d'apprendre à des jeunes à maîtriser des savoirs ou des connaissances qu'ils vont devoir utiliser dans un univers professionnel ? Est-ce vraiment cela notre métier d'enseignant ?

J'ai le sentiment que, toutes disciplines confondues, on est en train de leur transmettre l'horreur du monde réel, et je pèse mes mots. Les jeunes que je vois aujourd'hui –que ce soit ceux avec lesquels je discute qui ont 18-20 ans ou auxquels j'enseigne qui en ont 25–n'ont pas vraiment envie d'entrer dans l'univers de la réalité. Si les parents en ont les moyens, ils accumulent les années à l'étranger, ou font une année de médecine puis deux ans d'ingénieur et une quatrième année ailleurs ; ou accumulent des masters avant de faire, peut-être, un doctorat, non pas par conviction mais pour retarder le plus longtemps possible leur entrée dans le monde des adultes.

Je crois que nous avons tous –parents, enseignants, media– une responsabilité majeure dans cette peur du réel qui leur a été inculquée, dans ce désintérêt qu'ils manifestent pour ce monde dans lequel ils sont appelés à vivre, à bâtir, à se construire. Pourquoi sommes-nous incapables de les faire espérer en l'avenir ? Les sondages nous disent que les Français sont le peuple le plus pessimiste d'Europe, sinon du monde, pourquoi ? Ce pessimisme c'est le nôtre, à vous, à moi... qui les éduquons, communiquons avec eux. Pourquoi n'est-on pas capable de leur apprendre simplement que le monde n'est pas si mal que cela, que l'on peut y faire à peu près ce qu'on veut à partir du moment où on est capable de travailler, de s'investir, de se motiver... Pourquoi est-ce possible à un jeune Américain ou un jeune Coréen de 20 ans d'avoir foi dans le monde, foi dans sa capacité à changer ce monde à son profit, mais pas à un jeune Français ?

Lorsque je m'interroge ainsi, ma réflexion me dit qu'il n'y a qu'une réponse. Une réponse que j'ai presque honte de vous donner en ce pays de Descartes... En réalité, nous ne les aimons pas nos enfants ; nous les occupons, nous les sur-occupons, nous les gavons, nous leur donnons absolument tout ce qu'ils veulent, ils n'ont même plus besoin de demander pour avoir. Mais que faisons-nous réellement pour eux ? Quels combats sommes-nous prêts à mener pour eux, avec eux ? S'ils n'ont pas de bons résultats scolaires, nous leur payons des cours de rattrapage. S'ils n'arrivent pas à parler anglais, on leur paie un stage en Angleterre. Quant aux occupations du mercredi, il est quasiment impossible de trouver un seul enfant en primaire qui soit disponible pour fêter l'anniversaire d'un copain parce qu'ils vont au foot, au théâtre, à la danse... Est-ce cela, élever un enfant ?

Je conclurai par deux phrases peut-être un peu fortes, mais vous avez déjà compris que la prospective se nourrit aussi de provocation...

Avec la mort de la pédagogie, nous avons tué notre capacité à apprendre à nos enfants. La pédagogie n'est pas seulement une technique d'apprentissage, c'est aussi la mise en capacité des enseignants de mobiliser toute la patience, l'empathie, tout l'amour qu'il faut mettre pour enseigner aux enfants des choses qu'ils peuvent comprendre, et non ce que nous avons envie de leur dire. Enseigner n'est pas réciter un manuel ; c'est communiquer notre passion du savoir, notre envie de bâtir un monde meilleur, avec des mots qu'ils comprennent, pas avec le jargon qui émaille actuellement des manuels scolaires qu'aucun adulte n'accepterait de lire par plaisir tant ils sont rébarbatifs.

La fin d'une civilisation, quand vraiment elle cesse d'exister, se manifeste lorsque les parents n'arrivent plus à entrer en dialogue avec leurs enfants.  
Il est temps de s'interroger pour savoir si ce moment n'est pas arrivé.

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

Merci Fabienne GOUX-BAUDIMENT.

Avec Guy LOINGER, nous allons nous intéresser à la cohésion et à l'aménagement du territoire, il va nous livrer son ressenti sur les questions territoriales qui nous ont beaucoup occupés aujourd'hui.

**Monsieur Guy LOINGER**

On assiste probablement à une sorte de retournement sur la question du sociétal par rapport à l'économie ; pendant longtemps, on a considéré qu'en quelque sorte le sociétal était un sous-produit du développement économique et qu'en faisant plus de développement et en ayant une bonne croissance, on résolvait les problèmes sociaux. C'était un résidu partiellement compressible, pour lequel des politiques publiques pouvaient permettre de résoudre les problèmes, de les circonscrire, de les maîtriser.

Or de ce point de vue, on est peut-être dans une période marquée par un phénomène de retournement au sens où l'on prend de plus en plus conscience que même s'il y a du développement, même s'il y a de la croissance, même s'il y a un dynamisme - et la région Midi-Pyrénées est tout à fait caractéristique de cette capacité, de cet allant pour s'inscrire dans les logiques du monde et les affronter et les maîtriser -, il n'empêche que certains problèmes de société sont récurrents et le développement ne suffit pas pour remettre sur les rails tout un ensemble de gens en situation difficile.

Il y a une différenciation à faire entre plusieurs catégories, des catégories qui sont sociales, qui sont culturellement en phase avec la logique du système dans une relation positive, active et qui sont culturellement dans leur pratique, dans leur façon de vivre en synergie, même si elles sont parfois critiques, mais en gros, sont non décalées psychologiquement par rapport au contexte qui nous est donné.

Certains souhaiteraient être intégrés, mais se sentent lâchés par le système. On sait très bien que dans les classes moyennes, on a des phénomènes de situation, de désagrégation de certaines familles, de certains comportements qui font que des gens qui, après tout psychologiquement se sentiraient normalement en phase, décrochent.

Certains ne se sentent pas intégrés, sont en situation de rejet plus ou moins affirmé, les uns sont en situation de désespérance et de désarroi, les autres essaient de trouver des niches à leur manière, des formes d'insertion sociale qui permettent de faire plus ou moins une sorte de repli, mais d'affronter à leur manière tout en étant dans les marges.

Entre le fait de société et le phénomène économique, il y a des situations très différentes et très clivées.

Dans tous les cas, cette prise de conscience est marquée par le fait que les politiques publiques traditionnelles ne suffisent pas pour résoudre un certain nombre de problèmes de société. Il y a un questionnement sur la question des politiques publiques, les politiques publiques sont-elles capables telles qu'on les

conçoit dans notre système institutionnel de porter certains problèmes ? Il y a une sorte de réflexion sur la nature des politiques publiques dans notre société actuelle qu'il faut mettre en évidence et évaluer.

Une situation nouvelle apparaît avec, à travers cette sorte de dissociation entre l'économique, le sociétal et le culturel, l'émergence de ce discours sur la durabilité et la soutenabilité. C'est un discours assez curieux parce qu'il est assez flou, il hésite sur la façon d'appréhender le réel. Mais on voit qu'il y a quelque chose comme une voie nouvelle qui émerge depuis une vingtaine d'années, qui prend petit à petit sa force et qui se traduit par le fait que des voies alternatives peuvent être reconnues par la société et entraîner l'émergence de pratiques sociales nouvelles reconnues, tolérées, acceptées sur les modes de vie, la façon de vivre au quotidien, la façon de partager la relation à l'autre, la question du lien social, du vivre ensemble. Quelque chose émerge actuellement qui est rendu acceptable par cette sorte de référentiel nouveau.

On est sans doute dans une situation intéressante dans laquelle des modes de vie partiellement alternatifs sont perçus comme compatibles avec un discours dans la mesure où il devient de l'ordre du possible.

La question du territoire est de ce point de vue intéressante, dans cet atelier il y a eu beaucoup de liens entre société et territoires. En fait, la territorialité a une particularité, elle porte l'empreinte des systèmes économiques, de l'organisation de la société telle qu'elle a été produite à un certain moment. Elle enregistre des phénomènes qui perdurent ensuite dans la réalité pendant de longues périodes et qui impriment à l'organisation de la vie quotidienne leur marque ; autrement dit, si pendant un demi-siècle on a fait la ville pour la voiture, aujourd'hui toute la population doit vivre avec cet espace.

Cette société est formatée par un système territorial qui lui-même a été produit par une certaine époque. Cette pression d'un contexte qui est figé dans l'organisation de l'espace, qui est cristallisé dans cet espace, induit à la fois des pratiques et en même temps une critique de ces pratiques. Ce n'est pas parce que vous avez un discours de critiques que pour autant vous pourrez dans votre vie quotidienne vous affranchir de cette réalité. Elle vous contraindra difficilement et longtemps.

De ce point de vue, se pose la question de savoir comment par rapport à ce qu'on pourrait appeler l'aménagement du territoire, il devient possible de retrouver une sorte de cohérence entre une recherche en différenciation, un renouvellement de la pensée et des pratiques sociales par rapport à l'espace. On tombe sur une question que tous les aménageurs connaissent, c'est le temps qu'il faut pour arriver à faire en sorte qu'il y ait cette retrouvaille entre un discours, une intention, un système de valeurs et une organisation de l'espace.

Je reprends le mot de Fabienne, on est bien sur la question de la transition, on est sur une période de transition qui fait à peu près un demi-siècle. Il est probable qu'en matière d'aménagement, on travaille sur des horizons qui ne sont même pas 2030, mais plutôt 2040 et 2050. La grande difficulté est de vivre avec une organisation de l'espace qui est héritée, qui nous organise tout en construisant les prémices d'autres choses. C'est là où l'on rejoint toute la question des autres fondamentaux, quel développement économique ? Une question a été posée,

comment concilier le développement économique avec les métamorphoses du vouloir vivre autrement ?

On est bien dans cette recherche collective assez fondamentale, assez passionnante, très belle, car on est dans une période d'émergence formidable par rapport à une situation qui nous est donnée, qui nous incite et nous oblige à être extrêmement créatifs.

Dernier point, on ne pourra trouver ces alternatives qu'en s'appuyant sur la créativité sociale de l'ensemble de la société. Je termine sur la question de la prospective. Je pense que la prospective n'est pas seulement exploratoire, pas seulement normative au sens de « qu'est-ce qu'on fait », elle est aussi délibérative au sens de la capacité à amener une société à s'exprimer pour produire des situations dans lesquelles petit à petit la réalité deviendra plus conforme aux espérances des gens et de la société.

## RESTITUTION DES ATELIERS PAR LES RAPPORTEURS

### **Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

Merci Guy LOINGER pour cet éclairage.

Claude DUPUY, le moment est venu de procéder à la restitution des ateliers, il y avait trois ateliers : Activités économiques et recherche, Cohésion sociale, territoires et développement durable et enfin Education, formation, emploi.

Nous allons recevoir les deux rapporteurs de l'atelier Éducation, Formation, Emploi, Jean-Louis COLOMBIES et Guillaume CROS.

On va voir apparaître sur l'écran les idées-forces qui ont émergé de votre atelier éducation, formation et emploi. C'est à vous pour une restitution de quelques minutes.

### **Atelier 3 : Education Formation Emploi**

#### **Monsieur Guillaume CROS**

C'est un exercice difficile qu'on nous a demandé, en peu de temps avec des échanges qui étaient riches. Des participants à l'atelier vont être frustrés parce qu'on n'a peut-être pas repris l'ensemble des éléments, mais on va essayer d'être le plus fidèle possible.

#### **Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

Vous vous êtes intéressés aux tendances lourdes, j'imagine ?

#### **Monsieur Guillaume CROS**

Une tendance lourde est clairement ressortie de cet atelier, c'est la question du choix de société pour l'école ; très clairement, ce point a été fortement porté avec la question de la formation initiale.

La question des finalités de la formation initiale, de l'emploi, se former plus généralement, savoir quels types de connaissances sont transmis pour préparer l'avenir, pour préparer un emploi, pour forger un esprit critique, pour la transmission des valeurs ou uniquement pour aller vers l'emploi, les différents modes de transmission liés à la pédagogie.

Par rapport à cette finalité et ce point fort qui était la formation initiale, on a essayé de repérer des sous-signaux qui viennent amplifier ce qui ressortait de cet atelier, à savoir une forme de malaise, le système n'est pas si bon que cela. Les signaux sont :

- le degré de désengagement de l'État qui est très important et le rôle des collectivités. Le Conseil régional se pose cette question : doit-il venir systématiquement pallier les carences de l'État ?
- la place de l'apprentissage qui est souvent considéré comme une formation par défaut et qui est à mettre en vis-à-vis avec la capacité de l'école à intégrer l'alternance. C'est aussi une question qui a été posée, les entreprises doivent-elles faire ce lien ? Quel lien doit-il y avoir entre l'un et l'autre ? Là aussi, les positions étaient partagées.

- les menaces qui pèsent sur la formation : la suppression des postes, la fragilisation des territoires ruraux avec la logique de la moyenne, il faut tant d'élèves par classe et si on ne les a pas on ferme, et cela veut dire que beaucoup d'écoles dans le milieu rural ferment avec la logique comptable.
- la fragilisation de la formation des enseignants, on l'a vu avec les enseignants stagiaires, puis l'augmentation des inégalités qui menacent le fondement même de l'école républicaine, en référence à la reproduction édictée par BOURDIEU, mais l'idée aussi qu'il y a une forme de reproduction entre des élites, des élites intermédiaires -je reprends ce qui a été dit- par les non instruits qui risquent d'être formés par le monde économique, cela peut aussi poser d'autres problèmes.
- enfin, le manque d'appétence scolaire, la différence entre le rejet scolaire et l'échec scolaire qui est vrai surtout dans le monde de l'alternance.

Avant de passer la parole à mon collègue, je voudrais faire une petite parenthèse par rapport à la prospective : je suis Président de la commission Prospective Évaluation et Concertation citoyenne au Conseil régional, la prospective doit vraiment casser les cadres. C'est ce qu'on essaie de faire, on doit se questionner sur les évidences, sur l'air du temps et on doit pouvoir se poser la question de l'opportunité d'une Ligne à Grande Vitesse ou d'une Traversée Centrale des Pyrénées dans le cadre qui nous est imposé actuellement. Il faut faire attention de ne pas systématiquement, même dans notre travail de prospective, rester dans ce cadre-là.

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

Merci Guillaume CROS. Jean-Louis COLOMBIES.

**Monsieur Jean-Louis COLOMBIES**

Retour à l'atelier avec trois signaux faibles, on a préféré le terme oublié ou sous-estimé que faible.

Le premier, c'est l'emploi et à l'intérieur de l'emploi l'augmentation de la précarité, qu'il ne faut pas confondre avec la pauvreté même si elle peut y conduire, ce sont des parcours professionnels fractionnés, des successions de contrats précaires. En corollaire de cette question de l'enjeu de l'augmentation de la précarité, il faut savoir utiliser la formation professionnelle continue, la formation tout au long de la vie, en clair plutôt se former que chômer.

Deuxième élément lié à l'emploi en termes de signal sous-estimé, l'évolution du travail féminin en quantité et en qualité en termes d'égalité hommes-femmes.

Deuxième signal oublié ou sous-estimé, ce qu'en tant que synthétiseur, on a appelé les effets d'une dialectique entre la formation initiale, la formation professionnelle continue et la formation tout au long de la vie ; il est apparu dans l'atelier qu'une formation initiale de qualité est une base indispensable, un socle pour démarrer dans la vie et ne pas l'avoir est un handicap. Ce qui ne signifie pas que ce handicap doit être rédhitoire. A été évoquée l'importance d'accepter un droit à une formation initiale différée, une logique de deuxième chance, même si le terme plaît plus ou moins.

Le troisième élément, c'est la question de l'impact de l'orientation, l'enjeu de valoriser la dimension professionnelle et de favoriser la connaissance des métiers.



Le quatrième élément, c'est agir sur la précarité, et ainsi faire évoluer les qualifications, sécuriser les parcours professionnels.

Le troisième et dernier signal sous-estimé : dans un contexte de société vieillissante -quelqu'un nous a dit que la société française en 2030 ressemblerait à la ville de Cannes- comprendre, dans ce contexte, les caractéristiques des jeunes que nous avons du mal à comprendre aujourd'hui, qui sont facteurs d'un certain degré d'incertitudes avec en arrière-plan des risques de conflits intergénérationnels.

On a pu lister des points qui semblent émis comme des signaux négatifs :

- le signal de la précarité déjà évoqué, la panne de l'ascenseur social, une logique d'immédiateté, vouloir tout dans l'instant ce que Philippe MEIRIEU appelle le syndrome de la télécommande,
- des questions qui sont plutôt des degrés d'incertitudes : quelle capacité à prendre des risques en matière d'emplois, en matière d'attractivité pour des métiers tels que l'enseignement,
- incertitudes sur la mobilité, l'attrait et le captage des jeunes par l'étranger,
- la place respective que l'on voudra donner au travail et à la vie privée.

Pour finir dans du positif, la réalité aujourd'hui des parcours des jeunes qui sont de moins en moins linéaires entre la formation, l'emploi, la famille. On a cité l'arrivée des logiques d'engagement avec le service civique, qui est un élément de ce type de parcours non linéaire. C'est sans doute une grande question qui a été évoquée, la capacité qu'auront les jeunes à mobiliser leur attrait et leur savoir-faire sur les technologies de la communication et de l'information.

#### ***Monsieur Jean-Christophe GIESBERT***

Vous n'étiez ni l'un ni l'autre présents il y a quelques minutes puisque vous étiez en train de préparer en vitesse la restitution de votre atelier, j'ai une question pour vous Guillaume CROS qui fait écho à ce que disait Fabienne GOUX-BAUDIMENT : dans cet océan de questions, où se situe l'espoir d'offrir un avenir plus rayonnant, plus optimiste à des jeunes ? On parle beaucoup de menaces... Y croyez-vous à cet avenir souriant parce que franchement pour des jeunes qui écouteront votre restitution, il y aurait de quoi avoir des grosses inquiétudes sur l'avenir ?

#### ***Monsieur Guillaume CROS***

Cela a été dit ce matin par Mme Fabienne GOUX-BAUDIMENT, les jeunes d'aujourd'hui ne penseront pas comme nous pensons maintenant parce que cette évolution aura eu lieu. Depuis toujours, même au Moyen Age, on disait les jeunes ne sont pas bien, ne vont pas réussir dans la vie, et en fait il y a des évolutions, des temps dans la vie qui sont ceux-là.

Je pense qu'il y a espoir, ce sont peut-être même eux qui vont aller plus vite, qui sont plus dans l'espoir. On a des enfants autour de nous, on voit qu'il n'y a pas cette crainte-là. Cela a été dit dans l'atelier, la crainte du chômage vient en 4<sup>ème</sup> position pour les jeunes. Ils croient en leur avenir et dans la société : on le voit, ils participent, la citoyenneté est de plus en plus importante, il y a un espoir. On doit faire un état des lieux et on doit, dans ce qu'on propose pour l'avenir, donner cet espoir.

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

On vous applaudit tous les deux pour votre restitution expresse.

**Atelier 1 : Activités économiques et Recherche**

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

On revient au premier atelier. Christian PONCET et Michèle GARRIGUES sur l'atelier activités économiques et recherche vont venir nous livrer le substratum de leurs réflexions, en tout cas les idées forces qui se sont dégagées de cet atelier.

**Madame Michèle GARRIGUES**



L'exercice est difficile, car notre atelier a été très riche et animé. Pour l'instant, nous allons vous parler des signaux forts, nous en avons parlé ce matin et je crois que tout le monde les avait bien intégrés, notamment les pôles de compétitivité de Midi-Pyrénées. Nous en avons quatre : l'Aerospace Valley, le Cancer Bio Santé, Agrimip Innovation et le Pôle mondial de l'eau qui regroupe Midi-Pyrénées Languedoc-Roussillon et PACA.

Nous avons mis en avant une recherche de qualité riche et variée. Un point qui a été souvent soulevé, c'est la désindustrialisation de Midi-Pyrénées et la richesse patrimoniale à travers la politique régionale des grands sites et des parcs régionaux. Nous avons préféré travailler sur les signaux faibles.

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

Christian PONCET dont je rappelle que dans le civil vous représentez, je ne dis pas le nom, le plus grand producteur d'énergie en France, distributeur dont le nom tient en trois lettres.

**Monsieur Christian PONCET**

Parlons des signaux faibles qui ont été évoqués dans cet atelier, ils tournent autour de plusieurs idées. Des points qui se posent sous forme de questionnements plutôt que de signaux faibles :

- une coopération insuffisante entre la recherche et l'industrie, même si les clusters ou les pôles de compétitivité travaillent sur cette question, c'est quelque chose qui a été pointé.
- comment croiser les thématiques de recherche avec la problématique territoriale ? En clair, sur des points forts de cette région en termes de recherche, nous sommes dans l'excellence qui profite à une industrialisation d'autres régions, voire d'autres pays. Il y a une antinomie entre ces deux

idées, donc la question est comment faire, à partir de l'excellence de la recherche de notre région, pour développer de l'industrie sur notre région ? On a cité l'agroalimentaire où la recherche se fait en Midi-Pyrénées et le développement économique se fait ailleurs en termes d'industrialisation.

- des signaux ont été pointés sous la forme de certaines relocalisations des activités, est-ce un phénomène qui va être durable, comment cela va-t-il évoluer ? On sait qu'il est fortement lié au prix de l'énergie, au coût social du pays dans lequel on a délocalisé, des exemples ont été cités. Est-ce une tendance qui deviendra lourde ? Dans tous les cas si elle s'accroît, Midi-Pyrénées a des atouts et des attraits et c'est là-dessus qu'il faudra jouer. Je crois que j'ai exploré l'essentiel.

Sur la diversification vous avez des choses à dire...

**Madame Michèle GARRIGUES**

Sur la diversification, nous pensons qu'il est intéressant de développer des activités transverses, notamment l'agriculture et la santé avec le cluster Agrimip Aerospace, également l'aéronautique et le transport, la chimie avec un développement sur les études des parfums et de la cosmétologie.

**Monsieur Christian PONCET**

Le développement de l'économie sociale et solidaire a été longuement évoqué, s'agit-il d'une piste complètement explorée ou y a-t-il encore un devenir ? C'est la question qui se pose, mais je pense qu'il faut l'analyser comme un signal faible.

Le développement du tourisme dont le tourisme industriel est aussi un signal faible qui a été levé.

**Madame Michèle GARRIGUES**

Le tourisme peut se décliner en diversification agricole à travers l'accueil à la ferme et les chambres d'hôtes.

Le tourisme de longue durée pourrait se transformer en accompagnement, il semblerait actuellement que nos amis anglo-saxons désertent nos villages et les acquisitions qu'ils avaient faites en France, et que ce soit maintenant une population de Russes qui arrive dans notre secteur sans accompagnement, sans parler la langue, il y a peut-être quelque chose à développer.

On pourrait aussi connaître un développement culturel et d'activités économiques à travers l'audiovisuel ; pourquoi ne pas imaginer que nous pourrions être une région qui accueille des films pour la télévision.

**MONSIEUR Christian PONCET**

Trois petites propositions :

- un constat analysé en tant que signal faible, c'est la diminution de l'accès à l'enseignement supérieur scientifique. Il faut nettement le pointer, car cela nous met dans une situation décalée par rapport à d'autres régions et j'en profite pour redire ce qu'on a déjà dit dans la section : dans les années qui viennent, nous allons manquer d'ingénieurs dans certaines filières, il y a quelque chose à faire.
- on assiste au passage d'une production de biens à une société qui gère les produits sur la durée, ce qui veut dire que derrière cela génère toute une activité qui n'existait pas auparavant qui peut être industrielle. La

problématique de l'élimination des déchets en fait partie, c'est un signal à saisir sans doute.

- il a été pointé en termes de signal faible le fait que le principe de précaution développé à l'extrême pouvait conduire à se tirer une balle dans le pied, il faut y être très vigilant. Voilà ce que nous avons noté en très grande synthèse, car il s'est dit beaucoup d'autres choses.

***Monsieur Jean-Christophe GIESBERT***

C'est toujours très compliqué de restituer cela de manière condensée, sachant qu'on va retrouver dans les actes du colloque tout le détail de vos propositions, ce qui permettra de mieux les mettre en perspective et d'en saisir la subtilité. On vous applaudit.

***Atelier 2 : Cohésion sociale, Territoires et Développement durable***

***Monsieur Jean-Christophe GIESBERT***

On appelle les rapporteurs de l'atelier cohésion sociale, territoires et développement durable et je demande à Hugues BEILIN membre de la section prospective du CESER, et Charles MARZIANI Vice-Président de la Région en charge des transports collectifs et des infrastructures de transports de prendre la parole pour moins de dix minutes.

***Monsieur Hugues BEILIN***

Nous avons un atelier qui comportait trois thèmes, extrêmement vastes, et il y a eu beaucoup d'interventions. Cela a duré un peu plus d'une heure et demie, on a eu des dizaines d'interventions de personnes qui se sont exprimées. L'objet du compte-rendu est plutôt de retracer l'esprit dans lequel tout cela s'est déroulé sachant qu'on ne peut pas dès maintenant entrer dans le détail.

Concilier mobilité et solidarité, comment bouger ? Bouger la vie, avancer vers le futur. Cela a été récurrent tout au long des débats de l'atelier cohésion sociale, territoires et développement durable.

La parole a circulé librement, ce qui a permis d'aborder un large éventail de problématiques en s'appuyant notamment sur les travaux de la section Prospective et le contenu des débats de ce matin dont le niveau a été jugé élevé et a manifestement capté l'attention de chacun.

Les interventions, bien que centrées sur le contexte et l'environnement régional, ont eu une tonalité assez générale dans la mesure où Midi-Pyrénées n'est pas un îlot isolé loin de tout, malgré ses particularismes handicapants d'éloignement et de cloisonnement. Les gens peuvent être aussi mobiles que les cloisons et ne cherchent pas à être cantonnés ou catégorisés dans un territoire dont la pertinence n'est plus toujours de mise. La limite administrative ou la limite conceptuelle, le pays par exemple, suscitent beaucoup d'interrogations sur l'avenir et leur devenir.

Deux approches ont dominé, celle qui prend pour socle la métropole d'une part, celle qui émane du milieu rural d'autre part. Tous s'accordent pour affirmer qu'il ne faut plus opposer urbain et rural, qu'il faut entrecroiser l'un et l'autre pour

rendre effectif le rapprochement des modes de vie. Cela se traduit notamment à deux niveaux : l'habitant de la ville a besoin de la campagne, le rural a besoin des services de la ville, la ville ne doit pas dévorer l'espace rural, les champs et productions doivent se rapprocher de la ville.

Dès lors, la rurbanisation est-elle un signal déjà fort ou encore faible ?

L'autre thématique développée est celle de la désertification des services en milieu rural, avec un accent mis plus particulièrement sur les services de santé et l'accès à l'école. Mais comme l'ont fait remarquer plusieurs participants, la pauvreté n'a pas de frontière. La précarité est présente tant en milieu urbain qu'en zone rurale : la misère est-elle moins pénible au soleil des champs et des prés ?

Tout cela résume très succinctement les préoccupations et réflexions entendues qui mettent en exergue mobilité et solidarité avec une contradiction : comment resserrer ou créer un lien social physique et pas seulement virtuel sans se déplacer ? Comment concilier économies d'énergie et déplacements alors que l'on ne peut accéder aux services dans beaucoup de cas sans prendre sa voiture ?

La mobilité n'a pas été évoquée que dans le sens de mobilité physique. La mobilité des esprits, déjà apparue ce matin, est revenue abondamment cet après-midi dans l'atelier. Il faut faire bouger les esprits pour trouver des réponses à des signaux alternativement forts et faibles qui portent sur les relations intergénérationnelles, sur la lutte contre la précarité et la panne de l'ascenseur social, sur l'intégration des nouvelles populations et la mise en œuvre d'actions destinées à contrer les dangers du communautarisme ; il faut donc rendre compatibles proximité, multifonctionnalité et solidarité, créer les conditions du bien-vivre ensemble indispensable.

Des outils d'ordre divers suscitent des pistes, une étude sur l'écomobilité, la possibilité de voir dans les SCOT et Inter-SCOT des outils fédérateurs. Citons encore à un autre titre, le tissu associatif en Midi-Pyrénées qui est exceptionnel avec des dizaines de milliers de bénévoles et des milliers d'associations. En tout état de cause, il faut que les gens se parlent, et s'enrichissent mutuellement. Il faut répondre aux oppositions duales, telles que protection de l'environnement/développement des infrastructures, ou métropole toulousaine/Région.

En résumé, il se dégage le sentiment que mobilité, solidarité et lien social ne peuvent progresser que dans le mouvement. Signaux forts, signaux faibles, signaux durables, il faut voir ; en tout cas, pas d'immobilisme. Tout le monde dans cet atelier s'est inscrit dans le mouvement et pour l'action.

### ***Monsieur Charles MARZIANI***

Très rapidement sur un aspect : dans cette recherche de territoires solidaires, comment l'évolution des mobilités est une question et un signal à approfondir ? L'évolution des mobilités qui renvoie à l'organisation des infrastructures, pas simplement en termes d'enjeux de société et d'enjeux différenciés, mais avec une idée, c'est que les mobilités ce n'est pas de la mobilité en général.

Lien ville-campagne, dans l'urbain, à l'extérieur puisque la question a été posée, un territoire ne peut pas simplement se penser ou se développer en propre

intérieur, il y a des relations en France avec l'International. L'évolution de ces mobilités est à approfondir et il faut trouver des réponses à ces mobilités. La question du développement des transports collectifs est une grande question, différents types de transports collectifs en complémentarité.

Quand on pense à la métropole toulousaine, c'est un type d'infrastructures et de réponse, quand on pense à la France et à l'Europe c'est un autre type d'infrastructures qui est nécessaire. Je ne rentre pas dans les détails, mais c'est à partir d'enjeux de société, l'entrée n'est pas l'infrastructure. L'entrée, c'est le besoin social et le besoin d'équilibre.

Un dernier mot, de ce point de vue, quand on parle de lien social et de développement durable, on a aussi sûrement à approfondir une autre question, la montée des problèmes sociaux autour, le coût, mais pas simplement le coût en lien avec la précarité, il a même été souligné pour des travailleurs pauvres.

Il y a un nouveau phénomène autour de la question des mobilités à développer, et les réponses que les acteurs doivent donner est à approfondir. Au-delà, avec toutes les questions posées, le coût de l'énergie, l'épuisement de l'énergie fossile, l'ensemble de ces données est une piste d'entrée pour les réponses à promouvoir.

Deux questions rapides : a été évoqué le fait qu'en termes de prospective et dans l'exercice dans lequel on est, il faut sûrement approfondir les méthodes de concertation et de démocratie, c'est-à-dire la relation à la concertation à la démocratie. Des efforts sont faits, à la fois par le CESER, par la Région, par diverses institutions, mais on peut sûrement approfondir cette question qui est que pour partager des perspectives et une prospective, il ne s'agit pas simplement de se l'approprier par une connaissance, il s'agit aussi de la co-élaborer et de travailler ensemble sur ces éléments de prospective. En fait, il convient de s'affranchir du contexte social dans lequel on est, du contexte économique, et de réfléchir sur la prospective en termes non figés pour l'avenir.

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

Merci Hugues BEILIN et Charles MARZIANI.



## CONCLUSIONS

### *Monsieur Jean-Christophe GIESBERT*

Je demande à Jean-Louis CHAUZY et à Martin MALVY de bien vouloir nous rejoindre. Eux aussi se sont livrés à un exercice à chaud ; plutôt que de faire un discours de conclusion, ils ont accepté de réagir à un certain nombre de propositions émises par les ateliers à l'instant. On va commencer par vous Jean-Louis CHAUZY, tandis que Martin MALVY met une dernière touche aux notes qu'il était en train de prendre.

Que reprenez-vous des différentes propositions à la fois en tendances lourdes et en signaux faibles qui vous paraît très instructif et qui pourra nourrir le travail de la commission Prospective et peut-être demain, voir une application dans les politiques publiques de notre région ?

### *Monsieur Jean-Louis CHAUZY*

Ma première réaction sera d'abord de souligner l'intérêt de cette manifestation longuement préparée, remercier à nouveau le Président d'avoir permis l'exercice ensemble pour comprendre d'où l'on venait, on le savait, mais surtout vers quels futurs on se dirigeait.

Pour poursuivre l'exercice, il faut aussi éviter de nous tirer quelques balles dans le pied. Comment donner des perspectives à la jeunesse dont une grande partie est en déshérence dans une région qui a 180 000 chômeurs, deux fois plus de précaires ? Il n'y a pas que l'autre côté de la Méditerranée, il n'y a pas que les banlieues, le pays vit sur une cocotte minute, quand on est incapable d'offrir une formation, des perspectives, un emploi à des milliers et des milliers de jeunes, la révolte peut venir sans qu'on puisse la programmer.

Pour offrir un emploi, une formation à la jeunesse, il faut pouvoir créer des emplois ; s'il n'y a pas de croissance, s'il n'y a pas de richesses, on n'aura rien à partager. Il faut une croissance soutenable qui tienne compte des problèmes environnementaux, du fait que des matières premières sont en voie d'épuisement, et faire confiance à la recherche et à l'innovation, pour permettre cette nouvelle croissance sans laquelle il n'y a aucune perspective pour nos enfants.

Il n'y a pas de croissance sans infrastructures de transports suffisantes ; prenez le rapport qui est débattu aujourd'hui et demain en Europe, le cinquième rapport sur la cohésion sociale dont un chapitre vous dit qu'il n'y a pas de « croissance pour l'Europe sans infrastructures de transports suffisantes ».

En 1967, quelques personnalités, dont je tairai les noms, cela n'a pas d'intérêt aujourd'hui, sont allées voir un grand commis de l'État, Préfet de Région, pour lui expliquer que nous n'avions pas besoin de l'autoroute des deux mers entre Bordeaux, Toulouse et Montpellier parce que le canal du Midi suffisait pour transporter les marchandises. Je ne vais pas reprendre le Général de GAULLE sur la marine à voile... Sans infrastructures de transports modernes, au sens où l'expliquait Charles MARZIANI d'un véritable maillage, il n'y a pas de perspectives pour les territoires hormis Toulouse, mais nous pensons aussi au maillage du territoire.

Enfin pour faire court, un certain nombre de travaux que nous avons conduits sont d'une grande utilité pour la Région, je pense au rapport sur les sorties sans qualification qui pose la question des politiques à conduire, la région a créé l'école de la deuxième chance qui a des succès remarquables, on ne peut pas faire cela partout en raison des coûts.

On doit revoir nos systèmes de formation, vous l'avez dit sans précaution oratoire, Madame, on le savait en vous invitant, c'est bien de nous l'avoir rappelé. Nous travaillons aux côtés de la Région sur un nouveau schéma de l'enseignement supérieur et de la recherche. La Région travaille sur le schéma de développement économique et de l'innovation, tout cela va dans le bon sens.

L'assemblée dont j'ai la charge n'est pas facile à manager, on ne s'en sort quand même pas trop mal, grâce à la qualité du dialogue social, la capacité des acteurs à se parler ; c'est aussi dans une entreprise, une région et un pays un facteur de croissance et de compétitivité. Il ne sert à rien de se lamenter tous les matins sur pourquoi l'Allemagne est toujours devant, la qualité du dialogue social, les bonnes pratiques sociales sont un facteur de croissance et de compétitivité important chez nous. Nous restons, pour ce qui nous concerne, mobilisés aux côtés de la Région pour poursuivre l'exercice sur des chantiers ouverts que j'ai un peu abordés.

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

Merci Jean-Louis CHAUZY. Martin MALVY, j'ai vu que vous preniez plein de notes en écoutant les rapporteurs...

**Monsieur Martin MALVY**

C'est un peu une marotte chez moi, le soir, j'ai les poches pleines de papiers...

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

J'imagine que dans tout ce que vous avez entendu, il y a des tendances lourdes et des signaux faibles rapportés par les différents ateliers qui vous ont interpellé et qui pourront peut-être demain trouver une traduction dans les politiques publiques.

**Monsieur Martin MALVY**

J'ai le sentiment, par les échos que j'ai eu des débats de ce matin, qu'en réalité on pourrait ramener à trois niveaux le travail de cette journée.

Il y a eu d'une part, une certaine observation du monde tel qu'il va. J'évoquais qu'il faudrait deux siècles pour retrouver une stabilité du monde après plusieurs millénaires, pour le construire tel qu'il est organisé aujourd'hui. Cela fait longtemps que je dis modestement : « n'acceptons pas comme solution à nos problèmes ce que certains appellent la sortie de la crise ». J'ai le sentiment que nous ne traversons pas une crise. Bien sûr, il y a les subprimes, c'est une crise. Ce qui en a découlé, c'est une crise. Mais en réalité, ma conviction profonde et la vôtre, c'est que nous vivons une révolution, nous passons d'un monde à un autre.

On sait bien qu'il faut du temps pour changer de monde. Il faut du temps quand la révolution est à ce point complexe et qu'elle est celle de nouveaux continents qui



accèdent au savoir, à la connaissance, à la pratique. Heureusement ! Qui d'entre nous ne veut pas se réjouir de savoir que, sans doute, dans quelques dizaines d'années, des hommes et des femmes vivant sur la planète dans des pays en déshérence sortiront de la misère. Que ces hommes et ces femmes, nous rejoindrons dans nos niveaux de vie, à condition que nous n'ayons pas rejoint le leur avant. Ce doit être une formidable espérance de la mondialisation !

L'un des principaux risques dans ce monde qui change, c'est la jeunesse. Même si cela ne dure pas deux siècles, va-t-on sacrifier deux, trois, quatre ou cinq générations de jeunes ? C'est la question. Je partage moins l'optimisme exprimé tout à l'heure sur la confiance des jeunes en leur avenir. De récents sondages ont démontré que la jeunesse française était parmi celles, en Europe, qui était la plus pessimiste et la plus angoissée sur son avenir. Vous avez évoqué des peurs et il est assez naturel que, dans ce temps révolutionnaire, les peurs se multiplient.

Nous devons concevoir certains phénomènes comme étant révolutionnaires, tel que l'environnement. Il m'arrive d'être furieux quand on parle d'environnement, comme si nous regardions un spectacle à la télévision. On contemple les glaciers qui s'effondrent à tel endroit sur la planète, sans en tirer les conséquences. Le comportement égoïste des nations développées, les échecs successifs des sommets devraient nous rendre apeurés et pessimistes, à brève échéance. Nous connaissons une révolution des économies et de l'intelligence ainsi que sa dispersion. Dès lors, l'Homme y est confronté et cela marque un temps nouveau.

Le second point s'adresse aux évolutions des politiques européennes et nationales. La différence de compétitivité, la compétition et le décrochage de la France par rapport à l'Allemagne ne tiennent pas qu'à des raisons fiscales. S'il suffisait de rapprocher la fiscalité française de la fiscalité allemande pour résoudre le problème, cela se saurait. Certaines raisons ont été évoquées, il y en a d'autres.

Permettez-moi de revenir à la Région. Contrairement au rôle majeur qui a été confié aux Länders en matière économique, nous, nous stagnons toujours avec nos réformes des collectivités territoriales. Le dialogue est impossible entre l'État et les collectivités. Le Gouvernement demande aux collectivités d'être l'appoint de ses politiques. Dès lors, les Régions ne sont plus à l'initiative de politiques parallèles en concertation avec l'État. Toutefois, je ne veux pas opposer l'État et les collectivités territoriales.

Il faut que tout se mette en marche en même temps : ce qui s'adresse au-delà de notre sphère et ce qui s'adresse à nous. J'ai bien entendu ce qui était évoqué sur l'éducation, la formation professionnelle dont on connaît l'importance. Nous travaillons sur le schéma régional de développement des formations, devenu aujourd'hui un « contrat » régional.

Dans les mois qui viennent, et avant juin, j'espère que nous pourrons en conclure de nouvelles orientations. Je suis très favorable à la formation en alternance. Je sais qu'il y a des réticences mais je pense que c'est une erreur. Il faut développer la formation en alternance, sous conditions. La politique nationale ne doit pas consister à faire du troc de l'Éducation nationale vers l'apprentissage. Cela induirait un transfert des charges de l'État vers les collectivités territoriales, et notamment vers les Régions.

Lorsqu'est annoncé le développement de l'apprentissage, les Régions se voient attribuer de nouvelles charges. C'est une manière pour l'Éducation nationale de

soulager ses interventions. Cependant cette démarche est risquée, dans l'état dans lequel nous sommes.

La sécurisation des parcours professionnels est une évidence. Nous avons mis en place un dispositif spécifique au moment de la crise. Il est relayé aujourd'hui théoriquement par les organisations professionnelles.

Dans le domaine de l'économie, ressort la nécessité de promouvoir le transfert, le partenariat entre la recherche et les entreprises. Notre région devrait en tirer le plus grand bénéfice. Voilà pourquoi, il faut parfaire la qualité de la recherche en Midi-Pyrénées. Des projets vont dans le bon sens. Je ne suis pas là pour contester ce qui peut sortir des Projets d'Avenir du Grand Emprunt, de ce qu'en seront les retombées sur la recherche.

Notre politique régionale de recherche est une politique de transfert. Nous n'avons pas de raison d'agir dans le domaine de la recherche, mais pouvons agir pour le partenariat entreprises - laboratoires de recherche. D'où la création de Midi-Pyrénées Innovation. Nous travaillons actuellement à l'élaboration du Schéma Régional de Développement Economique.

Concernant les délocalisations, je ne suis pas sûr qu'elles cessent rapidement. Pour moi, elles sont de diverses natures. Il y a des délocalisations physiques, visibles : une entreprise créant une filiale autre part. Il en existe d'autres formes : des investissements qui, il y a 20 ans, auraient été réalisés sur notre territoire, le sont aujourd'hui ailleurs. C'est une délocalisation qui ne dit pas son nom. Monsieur Viendra un temps nouveau où l'on ne parlera plus de délocalisation. Dans des domaines comme l'aéronautique, nos partenaires tels que la Chine, deviendront des producteurs et des concurrents sur le marché. Cela ne peut pas durer très longtemps.

L'urbain et le rural ne doivent pas être opposés. Le développement des SCOT devrait permettre de réduire le mouvement connu depuis des années, qui consiste à consommer le territoire rural au détriment de l'espace naturel ou agricole. Il ne faut pas oublier qu'aujourd'hui, la déprise agricole est aussi importante que la consommation par l'urbain.

En revanche, des problèmes d'origine nationale et régionale existent, que nous ne pourrions résoudre mais pour lesquels nous nous battons. Ces problèmes sont le développement des services publics, leur devenir sur l'espace rural ainsi que l'offre de soins et de santé. Que seront nos hôpitaux périphériques, dans quinze, dix ou trois ans ? Que deviendront-ils avec les moyens qui leur sont, ou seront, attribués dans le cadre de l'équilibre de leur budget et de la modernisation ? Si des dispositifs coercitifs ne sont pas pris, alors la démographie médicale mettra certains territoires dans une situation extrêmement difficile. Aujourd'hui, de nombreux généralistes peinent à trouver des successeurs. Quant aux établissements, eux ne trouvent pas les spécialistes dont ils auraient besoin. Le regroupement est une solution, toutefois le regroupement signifie souvent la désertification de certains territoires. C'est un grand problème.

Enfin, la mobilité est un sujet auquel nous sommes très attachés. Nous le dénotons à travers le système des transports collectifs régionaux, et le partenariat avec les agglomérations ou les villes. En somme, à travers la mobilité entre l'urbain et au-delà de l'urbain, les coopérations sont fortes. Encore aujourd'hui, il est possible de

développer à moindre coût les transports collectifs dans certaines villes, ou agglomérations, non bénéficiaires. Je rappelle qu'il existe un dispositif : le versement transport. Lorsqu'une ville abrite plus de 10 000 habitants, un service de transports collectif peut être développé. Je suis très heureux que Figeac, commune de 10 000 habitants, reste toujours la plus petite ville de France à avoir un système de transport collectif gratuit.

Toutefois, sans réforme du financement des transports collectifs, nous ne pourrons aller plus loin. Il y a quinze jours, lors de l'entrevue avec François FILLON, nous l'avons rappelé. Les Régions sont les seules collectivités à ne bénéficier d'aucune recette particulière afin d'assurer le financement des transports collectifs. Il s'agit là des trains régionaux dont on sait le déficit et l'augmentation annuelle du coût.

Ceci est à concilier avec les difficultés liées à l'énergie. Dans les années qui viennent, elle deviendra plus rare et plus chère. D'où le paradoxe : 50 % de nos recettes fiscales, liées aux transferts effectués par les Gouvernements et lois de finances successifs, sont assises sur les consommations de carburant. Au moment même où nous menons des politiques visant à réduire le transport routier, donc la consommation de carburant, la moitié de nos recettes fiscales provient de la consommation de carburant. Par conséquent nous devrions être les promoteurs du développement de la consommation de carburant, cela permettrait d'augmenter nos recettes. Or, chaque fois que nous mettons un voyageur de plus dans le train, ce sont nos recettes qui diminuent. Malgré ce paradoxe, nous ne changerons pas d'avis.

Dans la prospective, il y a ces trois dimensions : la vision du monde dans lequel nous sommes, les problèmes qui ne se résoudront qu'au niveau européen ou national, et enfin les actions que nous pouvons continuer à mener ensemble, Monsieur le Président du Conseil Économique, Social et Environnemental, dans le partenariat et la concertation. Merci.

**Monsieur Jean-Christophe GIESBERT**

Merci Martin MALVY et le mot de la fin pour Claude DUPUY.

**Monsieur Claude DUPUY**

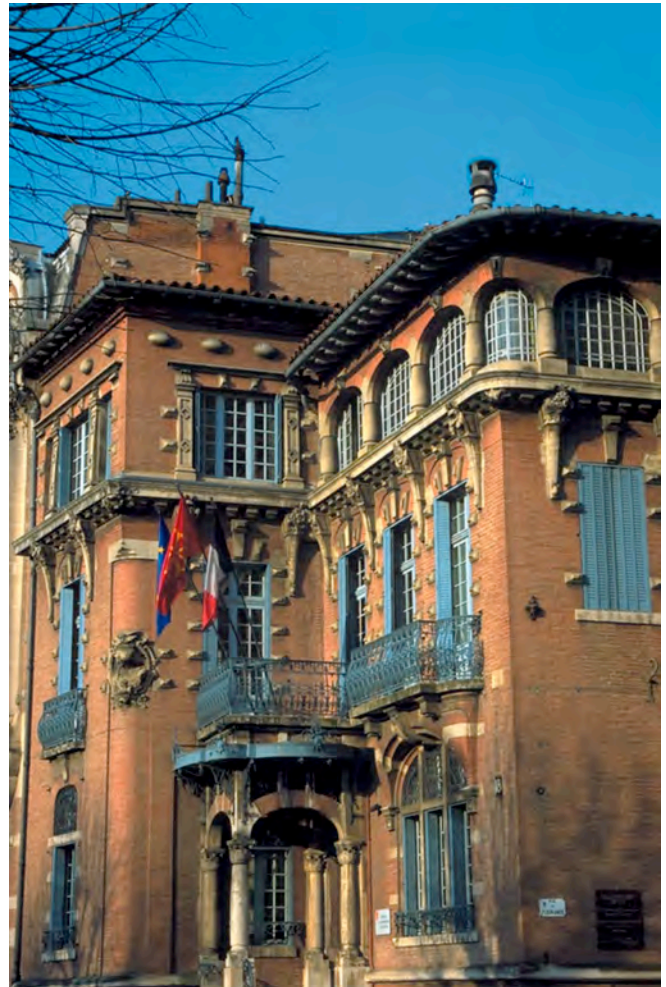
J'ai dit ce matin que nous étions là pour écouter, je pense qu'on a entendu énormément de choses intéressantes, un certain nombre d'entre elles nous ont touchés profondément. Nous prendrons tout cela à notre compte pour faire ce document qu'on vous a promis « Midi-Pyrénées 2030 ». Nous allons publier les actes de cette journée, si vous nous avez donné votre adresse vous les recevrez le plus rapidement possible.

Je voudrais remercier particulièrement nos trois invités Madame GOUX-BAUDIMENT, Messieurs LESOURNE et LOINGER. Merci à tous.





**Conseil  
Economique  
Social et  
Environnemental  
Régional**



**18, allées Frédéric Mistral  
CS 67710  
31077 TOULOUSE CEDEX 4  
Tél. 05 62 26 94 94- Fax 05 61 55 51 10  
E-mail : [ceser@ceser-mip.fr](mailto:ceser@ceser-mip.fr) - [www.ceser-mip.fr](http://www.ceser-mip.fr)**